



**PROSPECTUS SIMPLIFIE
POUR LA CESSION DE VALEURS MOBILIERES
DANS LE PUBLIC**

INSCRIPTION SUR LE MARCHÉ LIBRE

DE EURONEXT PARIS

Le 17 janvier 2001

EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE

ENTREPRISE D'INVESTISSEMENT

PORTZAMPARC

SOCIETE DE BOURSE

COB
▲

Visa de la Commission des Opérations de Bourse

Par application des articles 6 et 7 de l'Ordonnance N°67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a apposé sur le présent prospectus simplifié le visa n°01-008 en date du 11 janvier 2001. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

La Commission des Opérations de Bourse attire l'attention du public sur les faits suivants :

- les Commissaires aux comptes ne sont pas en mesure de se prononcer sur les hypothèses afférentes aux comptes prévisionnels couvrant la période du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002 et du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003, en raison du caractère nouveau du marché concerné et de leur horizon lointain ;
- les commissaires aux comptes ont émis l'observation suivante sur les comptes annuels et consolidés au 30 juin 2000 : « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la modification des méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour la société au cours de l'exercice » ;
- la société n'envisage pas de distribuer de dividendes avant 2003 ;
- les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes.

**Une notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires
du 8 janvier 2001**

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|--------------|
| Chapitre 1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS SIMPLIFIE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES | |
| 1.1 Responsable du Prospectus Simplifié - Attestation | |
| 1.2 Responsables du Contrôle des comptes – Attestation | |
| 1.3 Attestation des intermédiaires financiers | |
| 1.4 Politique d'information | |
| Chapitre 2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES INSCRITS | |
| 2.1 Renseignements relatifs à l'inscription d'actions ordinaires | |
| 2.2 Renseignements généraux sur les actions inscrites | |
| 2.3 Place de cotation | |
| 2.4 Tribunaux compétents | |
| Chapitre 3 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET LE CAPITAL | |
| 3.1 Renseignements concernant l'émetteur | |
| 3.2 Renseignements de caractère général concernant le capital | |
| 3.3 Répartition actuelle du capital et des droits de vote | |
| 3.4 Distribution de dividendes | |
| Chapitre 4 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'HISTORIQUE ET LES ACTIVITES DE L'EMETTEUR | |
| 4.1 Historique | |
| 4.2 Organigramme juridique et organisation fonctionnelle | |
| 4.3 Chiffres-clés | |
| 4.4 Activité | |
| 4.5 La clientèle | |
| 4.6 La concurrence | |
| 4.7 Le marché et la stratégie commerciale de HOLY-DIS | |
| 4.8 Les moyens techniques – Les investissements | |
| 4.9 Les ressources humaines | |
| 4.10 Les partenaires | |
| 4.11 Les fournisseurs | |
| 4.12 Le développement régional et international | |
| 4.13 Les facteurs de risques | |
| 4.14 Faits exceptionnels et litiges | |

Chapitre 5 PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS

- 5.1 Comptes consolidés au 30 juin 2000
- 5.2 Comptes consolidés prévisionnels au 30 juin 2001, 2002 et 2003
- 5.3 Comptes sociaux au 30 juin 1998, 1999 et 2000

Chapitre 6 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION

- 6.1 Conseil d'Administration
- 6.2 Direction
- 6.3 Rémunération totale de l'équipe de direction
- 6.4 Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, la société holding de l'émetteur, la ou les filiale(s) de l'émetteur, ou chez des clients ou fournisseurs significatifs de l'émetteur
- 6.5 Intéressement du personnel

Chapitre 7 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES

- 7.1 Evolution récente
- 7.2 Perspectives de développement
- 7.3 Résultats prévisionnels

La société HOLY-DIS a choisi de présenter toutes les données comptables et financières du présent prospectus simplifié en francs français, avec une conversion des chiffres-clés en euros.

Chapitre 1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS SIMPLIFIE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. Responsable du Prospectus Simplifié

Monsieur Eric MEUNIER
Président du Conseil d'Administration

Attestation du responsable du Prospectus Simplifié

A ma connaissance, les données du présent prospectus simplifié sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de HOLY-DIS, ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

La société s'engage à ne pas signer de contrat de liquidité, de tenue de marché ni à intervenir directement sur le cours de ses propres titres, conformément à l'article L-225-209 et suivants du Code de commerce qui réserve ces opérations pour les sociétés cotées sur un marché réglementé

Les informations économiques figurant aux paragraphes suivant :

Paragraphe 4.4.1 alinéa 5 « 250* centres d'appels sur plus de 2000* recensés en France »

Paragraphe 4.6.1. Les principaux concurrents

Paragraphe 4.7.1. Le marché : les secteurs porteurs

Paragraphe 4.7.2. alinéa 3 « avec 130 centres sur 250* équipes actuellement »

Sont communiquées sous la seule responsabilité du Président Directeur Général et ne sont pas couvertes par l'avis des Commissaires aux Comptes sur la sincérité des informations de nature financière et comptable

Fait à Colombes, le 11 janvier 2001

Eric MEUNIER
Président du Conseil d'Administration

1.2. Responsables du contrôle des comptes

Les contrôleurs des comptes de HOLY-DIS sont :

Commissaires aux comptes titulaires :

Madame Elisabeth JOUFFRAUT-MERCIER DE LACOMBE, domiciliée 11, square de Clignancourt – 75018 Paris, nommée le 17 février 1995 en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, et dont le mandat a été renouvelé le 4 décembre 2000 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

Monsieur Yann MARCHAND, domicilié 54, boulevard de Sébastopol – 75003 Paris, nommé le 24 octobre 2000 en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2005.

Commissaires aux comptes suppléants :

Monsieur Didier FAURY, demeurant 140, boulevard HAUSSMANN – 75008 Paris, nommé le 17 février 1995 en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, et dont le mandat a été renouvelé le 4 décembre 2000 pour la durée du mandat de Madame Elisabeth MERCIER DE LACOMBE.

Monsieur Stéphane PICARD, domicilié 135, boulevard PEREIRE – 75017 Paris, nommé le 24 octobre 2000 en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, pour la durée du mandat de Monsieur Yann MARCHAND.

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société HOLY-DIS et en application du règlement COB n°98-08, nous avons procédé conformément aux normes de la profession à la vérification des informations de nature comptable et financière données dans le présent prospectus établi à l'occasion de l'inscription des titres de la société sur le Marché Libre de la Bourse de Paris.

Ce prospectus a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations de nature comptable et financière qu'il contient, étant rappelé que les informations économiques, identifiées au moyen d'un astérisque (*) dans le prospectus, ne constituent pas des informations de cette nature et ne sont par conséquent pas couvertes par notre avis.

Nos diligences décrites ci-dessous ont consisté, en fonction de la nature des informations comptables et financières présentées, à vérifier la concordance des informations présentées avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport, à apprécier la sincérité des autres informations historiques présentées et, s'agissant des autres informations prévisionnelles, selon la période couverte, à apprécier si les hypothèses retenues constituent une base acceptable à leur établissement et/ou à vérifier la traduction chiffrée de ces hypothèses.

Informations comptables et financières historiques

Les comptes annuels pour les exercices clos les 30 juin 1998 et 30 juin 1999 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par Madame Élisabeth MERCIER de LACOMBE, selon les normes de la profession et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 30 juin 2000 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes de la profession et ont été certifiés sans réserve avec l'observation suivante :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la modification des méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour la société au cours de l'exercice. Ce retraitement est détaillé dans les notes 5.3.4.1. et 5.3.4.2.1. de l'annexe.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2000 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes de la profession et ont été certifiés sans réserve avec l'observation suivante :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la modification des méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour la société au cours de l'exercice. Ce retraitement est détaillé dans les notes 5.1.3.1. et 5.1.3.3.3. de l'annexe.

Nos diligences sur les autres informations historiques de nature financière et comptable présentées dans le prospectus ont consisté, selon les normes de la profession :

- Pour celles n'ayant pas fait l'objet de retraitement pro forma, à vérifier leur sincérité et, le cas échéant, leur concordance avec les comptes annuels ou consolidés présentés dans le prospectus,
- Pour celles ayant fait l'objet de retraitements pro forma, à apprécier si les conventions retenues sont cohérentes et constituent une base raisonnable pour leur établissement, à vérifier la traduction chiffrée de ces conventions, à nous assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces informations avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes historiques ayant fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité et, le cas échéant, à vérifier leur concordance avec les comptes pro forma présentés dans le prospectus.

Informations comptables et financières prévisionnelles

Les comptes prévisionnels établis sous la responsabilité de la Direction Générale couvrant la période du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002 et du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003 ont fait l'objet d'un examen par nos soins, conformément aux normes de la profession. Au terme de cet examen qui a fait l'objet d'un rapport inclus aux pages ... à ... du présent prospectus :

Les hypothèses qui ont servi de base à l'établissement des comptes consolidés prévisionnels concernent des marchés naissants ou à naître, dont il est difficile de prévoir l'évolution.

En raison du contexte particulier exposé ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les hypothèses retenues pour l'établissement de ces comptes consolidés prévisionnels.

Conclusion sur le prospectus

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations de nature comptable et financière présentées dans ce prospectus établi à l'occasion de l'opération envisagée.

Concernant les informations comptables et financières prévisionnelles contenues dans ce prospectus, nous rappelons que ces informations présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des informations prévisionnelles présentées.

Concernant les informations pro forma contenues dans ce prospectus, nous rappelons que ces informations ont vocation à traduire l'effet sur des informations comptables et financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée, d'une opération ou d'un événement donné. Elles ne sont toutefois pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée.

Enfin, nous attirons l'attention sur le fait que, bien que n'étant pas identifiées comme telles au moyen d'un astérisque (*) les informations économiques suivantes ne sont pas issues d'un

système d'information vérifiable et constituent en conséquence des informations non couvertes par le présent avis :

- Paragraphe 4.6.1. Les principaux concurrents
- Paragraphe 4.7.1. Le marché : les secteurs porteurs

Fait à Paris, le 11 janvier 2001.

Elisabeth MERCIER DE LACOMBE

Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Yann MARCHAND

Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE

DE PARIS

1.3. Attestation des intermédiaires financiers

La société EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE et la société de Bourse PORTZAMPARC, exercent les fonctions d'intermédiaires financiers de la société HOLY-DIS dans le cadre de l'inscription de ses titres à la cote du Marché Libre de EURONEXT Paris.

En cette qualité, considérant que les documents concernant les trois derniers exercices, au 30 juin 1998, 30 juin 1999 et 30 juin 2000, ainsi que ceux postérieurs au 30 juin 2000 jusqu'au 5 janvier 2001 qui nous ont été présentés étaient exacts et complets, et que les déclarations qui nous ont été faites étaient sincères, nous avons effectué les travaux suivants :

- 1) Examen des documents soumis à la Commission des Opérations de Bourse :
 - statuts de la société, rapports de gestion et comptes, procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration des derniers exercices ;
 - contrats, engagements et conclusions de litiges dont la société a estimé qu'ils pouvaient avoir une incidence significative sur son avenir ;
- 2) Participation à des réunions avec les Commissaires aux comptes, l'expert comptable et le conseil juridique et les dirigeants de la société. Ces réunions ont notamment visé :
 - les modifications statutaires préalables à l'inscription sur le Marché Libre ;
 - les informations comptables et financières prévisionnelles, dont nous avons examiné les hypothèses qui ont servi de base à leur établissement, ainsi que le détail des produits et charges.

Sur ces fondements, le présent prospectus simplifié ne comporte pas de contradiction ni d'information sur des points significatifs que nous estimerions trompeuses par rapport aux éléments dont nous avons eu connaissance et que nous avons demandés.

La société de Bourse PORTZAMPARC a réalisé une étude financière sur la société HOLY-DIS à l'occasion de son inscription sur le Marché Libre de EURONEXT Paris et s'engage à une mise à jour régulière, au minimum sur les deux prochaines années, lors des publications de la société.

Fait à Paris, le 11 janvier 2001

Rémy THANNBERGER
EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE

Philippe de PORTZAMPARC
Société de bourse PORTZAMPARC

1.4. Politique d'information

Responsable de l'information :

Monsieur Eric MEUNIER
Président du Conseil d'Administration

14, rue de Mantes
92700 COLOMBES

Téléphone : +33 (0)1 55 66 89 89
Télécopie : +33 (0)1 55 66 89 90
e-mail : investisseurs@holydis.com

Les documents sociaux, comptables ou juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la société.

Chapitre 2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES INSCRITS

2.1. Renseignements relatifs à l'inscription d'actions ordinaires à la cote du Marché Libre de EURONEXT Paris

2.1.1. Nature des titres dont l'inscription est demandée

804.000 actions ordinaires, de même catégorie, d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune, entièrement libérées, portant jouissance au 1^{er} juillet 2000.

Les actions sont nominatives et seront admises aux opérations de la SICOVAM à compter de l'inscription à la cote du Marché Libre.

2.1.2. Pourcentage en capital et en droit de vote

Les actions inscrites représentent 100% du capital et des droits de vote de la société.

2.1.3. Date d'inscription et de première cotation prévue

17 janvier 2001

2.1.4. Code APE

722Z :

- services de développement, production, fourniture et documentation de logiciels standards (progiciels, utilitaires d'application, etc.) ainsi que leur édition,
- services de développement, produits, fourniture et documentation de logiciel « à la demande » réalisés sur cahier des charges,
- services de conseils informatiques et de suivi des applications.

2.1.5. Libellé à la cote du Marché Libre

HOLY-DIS

Code SICOVAM : 7886

2.1.6. Titres mis à la disposition du public

2.1.6.1. Nombres de titres mis à la disposition du public

40.200 actions d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune, soit 5 % du capital et 4,46 % des droits de vote, sont mises à la disposition du public selon la procédure de l'Offre à Prix Minimal.

La totalité des actions proposées au public sera cédée par HOLY-DIS Management.

Le prix d'offre minimal proposé au public est de 8,50 euros (55,76 francs) par action.

Un avis de EURONEXT Paris S.A. précisera les modalités de la réalisation de l'Offre à Prix Minimal.

Aucune clause de majoration n'est prévue

2.1.6.2. Procédure d'inscription

Les ordres d'achat pourront être passés auprès des intermédiaires financiers jusqu'au 16 janvier 2001 à 17 heures inclus et seront reçus par EURONEXT Paris S.A. au plus tard le 17 janvier 2001 à 10 heures.

Pour la réalisation d'une Offre à Prix Minimal, EURONEXT Paris S.A. centralise les ordres d'achat que lui transmettent les membres du marché. Elle n'accepte que des ordres à cours limité et a la faculté d'éliminer du marché d'introduction les ordres assortis d'une limite qui lui paraît excéder anormalement le prix d'offre minimal.

EURONEXT Paris S.A. peut diviser en plusieurs lots les titres mis à la disposition du marché et affecter chaque lot à la satisfaction des demandes retenues, classées par limite et, le cas échéant, préalablement réduites.

Le cours coté de l'inscription correspond à la limite du dernier ordre servi. Ce cours est unique.

Les ordres libellés à des prix inférieurs à 100 euros devront être libellés à des limites de cours multiples de 0,10 euro et les ordres libellés à des prix supérieurs ou égaux à 100 euros devront être libellés à des limites de cours multiples de 0,50 euro ; les ordres libellés à des cours ne respectant pas cette norme ne seront pas pris en compte par EURONEXT Paris S.A.

EURONEXT Paris S.A. fera connaître par une note le résultat de la première cession et les conditions dans lesquelles sera poursuivie la négociation des titres HOLY-DIS.

Garantie des ordres d'achat

Il est précisé que les intermédiaires dépositaires d'ordres d'achat doivent s'assurer, à la réception des ordres, que les clients disposent bien des fonds pour être en mesure de régler les titres demandés.

- Un même donneur d'ordres personne physique, ne peut émettre d'ordres portant sur un nombre de titres supérieur à 1 % du nombre de titres offerts soit un maximum de 402 titres.
- Un même donneur d'ordres personne morale, ne peut émettre d'ordres portant sur un nombre de titres supérieur à 10 % du nombre de titres offerts soit un maximum de 4.020 titres.
- Un même donneur d'ordres ne peut transmettre ses ordres qu'à un seul intermédiaire.
- EURONEXT Paris S.A. se réserve le droit de demander aux intermédiaires financiers l'état récapitulatif de leurs ordres. Ces informations doivent lui être transmises immédiatement par télécopie.

- EURONEXT Paris S.A. se réserve également la possibilité de réduire ou d'annuler toutes demandes qui n'auraient pas été documentées ou qui lui paraîtraient excessives, après en avoir informé le transmetteur d'ordres.

2.1.6.3. Eléments d'appréciation du prix d'offre minimal de 8,50 euros (55,76 francs)

| Sur la base de 804.000 actions | 30/06/2000 | | 30/06/2001p | | 30/06/2002p | | 30/06/2003p | |
|-----------------------------------|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|
| | FF | Euros | FF | Euros | FF | Euros | FF | Euros |
| Actif net (millions) | 7,6 | 1,2 | 18,2 | 2,8 | 22,2 | 3,4 | 28,7 | 4,4 |
| Actif net par action | 9,5 | 1,4 | 22,7 | 3,5 | 27,7 | 4,2 | 35,7 | 5,4 |
| Prix / Actif Net | 5,9 | | 2,5 | | 2,0 | | 1,6 | |
| Résultat net (millions) | 1,5 | 0,2 | 2,0 | 0,3 | 4,0 | 0,6 | 6,5 | 1,0 |
| Résultat net par action | 1,8 | 0,3 | 2,5 | 0,4 | 5,0 | 0,8 | 8,1 | 1,2 |
| PER | 30,8 | | 22,4 | | 11,2 | | 6,9 | |
| Chiffre d'affaires (millions) | 30,2 | 4,6 | 40,3 | 6,1 | 57,4 | 8,7 | 80,3 | 12,2 |
| CA par action | 37,5 | 5,7 | 50,1 | 7,6 | 71,4 | 10,9 | 99,9 | 15,2 |
| Prix / CA | 1,5 | | 1,1 | | 0,8 | | 0,6 | |
| CAF (millions) | 3,4 | 0,5 | 3,5 | 0,5 | 6,0 | 0,9 | 9,3 | 1,4 |
| CAF par action | 4,3 | 0,7 | 4,3 | 0,7 | 7,5 | 1,1 | 11,6 | 1,8 |
| Prix / CAF | 13,0 | | 12,8 | | 7,4 | | 4,8 | |

Comparaisons boursières (source : société de bourse Portzamparc)

Les sociétés citées ci-dessous sont des éditeurs de logiciels à destination des entreprises, dont le chiffre d'affaires est réalisé à partir des ventes de licences, de la prestation de services associés et des contrats de maintenance, et dont la structure des coûts est proche (frais de R & D, marketing, commercialisation).

| | Coheris Atix | Com 6 | Calystene | Damaris | Holy-Dis |
|-------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|
| Cours au 26/12/00 (euros) | 29 | 4 | 10 | 10 | 8,50* |
| Marge nette en 2000e | 9 % | - 77 % | 22 % | 8 % | 5 % ** |
| CA 2000e (M euros) | 26 | 3 | 3 | 2 | 6,1** |
| Pays d'origine | France | France | France | France | France |
| Compartiment de cotation | Nouveau Marché | Nouveau Marché | Marché Libre | Marché Libre | Marché Libre |
| Capitalisation boursière (M€) | 105 | 19 | 10 | 4 | 6,83*** |
| Prix / CA 2000e | 3,6 | 5 | 3,3 | 2 | 1,1 |
| PER 2000e | 55 | - | 17 | 28 | 22,4 |
| PER 2001e | 35,5 | - | 9,4 | 10,4 | 11,2 |

* : prix d'offre minimal

** : exercice au 30.06.2001

*** sur la base du prix d'offre minimal de 8,50 €

2.1.7. Service des titres et service financier

NATEXIS BANQUES POPULAIRES
10-12, avenue Winston Churchill
94677 Charenton-Le-Pont cedex

2.1.8. Etablissements introducteurs

Coordonnateur

EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE
37, Avenue des Champs Elysées
75008 Paris

Société de Bourse

PORTZAMPARC
13, rue de la Brasserie – B.P. 98653
44186 Nantes cedex 4

2.1.9. Charges relatives à l'inscription

Les frais légaux et administratifs et la rémunération des intermédiaires financiers relatifs à l'inscription des titres de la Société à la cote du Marché Libre seront de l'ordre de 2 millions de francs et seront intégralement pris en charge par HOLY-DIS Management, unique actionnaire cédant des titres lors de l'inscription sur le Marché Libre.

2.1.10. Buts de l'inscription au Marché Libre de la Bourse de Paris

L'objectif à trois ans pour HOLY-DIS est de devenir l'un des leaders en Europe sur le marché de la planification et de l'optimisation des emplois du temps. Depuis sa fondation en 1988, la société s'est développée sur ses seuls fonds propres, mais pour assurer la poursuite de sa croissance et son expansion en Europe, HOLY-DIS devra accentuer son effort et investir massivement, au cours des deux prochains exercices, sur trois axes majeurs :

- le déploiement commercial en Europe, notamment en Allemagne où la société a déjà établi une filiale, puis en Italie, au Benelux en Espagne et au Royaume-Uni où une filiale vient également d'être créée.
- la recherche et développement : afin d'acquérir rapidement des parts de marché sur l'ensemble du marché européen et de conserver son leadership économique, HOLY-DIS doit parfaire sa maîtrise des solutions réseaux à hautes performances et développer une version full INTRANET de son logiciel d'optimisation des temps PLANEXA[®] ; ces compétences seront acquises par recrutement et formation,
- la notoriété de l'entreprise : le service marketing doit être doté de nouveaux moyens humains et financiers, afin d'asseoir la notoriété de HOLY-DIS auprès de sa clientèle.

L'inscription de HOLY-DIS à la cote du Marché Libre de EURONEXT Paris S.A. lui permettra :

- d'accroître sa notoriété et sa crédibilité auprès de sa clientèle – cible en Europe (groupes de la grande distribution alimentaire et de la distribution spécialisée, donneurs d'ordres sur le segment des centres d'appels),
- de faciliter le recrutement des ingénieurs, techniciens et commerciaux dont elle a besoin pour assurer sa croissance,
- de faire appel public à l'épargne pour financer une ou plusieurs opérations de croissance externe en Europe.

2.1.11. Montant total prévu de l'offre

Au prix d'offre minimal de 8,50 euros, le montant total de l'offre est de 341.700 euros (2.241.405 francs).

2.1.12. Placement public sur les marchés étrangers

Néant.

2.1.13. Placement privé concomitamment à l'OPM

Néant.

2.2. Renseignements généraux sur les actions inscrites

Toute mention faite aux dispositions statutaires, dans le présent prospectus, fait référence aux statuts qui entreront de plein droit en vigueur à la date de l'inscription de la société à la cote du Marché Libre.

2.2.1. Droits attachés aux actions (article 12-1 des statuts)

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Sous réserve du droit de vote double ci-après prévu, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

2.2.2. Négociabilité des actions (article 11-3 des statuts)

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Les actions sont transmissibles à l'égard des tiers et de la société par un ordre de virement de compte à compte.

2.2.3. Forme des titres et mode d'inscription en compte (article 10 des statuts)

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix de l'actionnaire.

2.2.4. Régime fiscal des actions

En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal des actions est indiqué ci-après. L'attention du public est cependant appelée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé du régime fiscal applicable et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

2.2.4.1. Résidents français

a) Actionnaires personnes physiques détenant des actions dans leur patrimoine privé

1) Dividendes

Les dividendes d'actions françaises sont pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers. Ils seront soumis :

- A l'impôt sur le revenu (déduction faite de l'abattement de 8 000 ou 16 000 Francs indiqué ci-dessous) ;
- A la Contribution Sociale Généralisée (articles 1.600-OC et 1.600-OE du Code Général des Impôts) dont le taux est de 7,5%, dont 5,1% sont déductibles de l'impôt sur le revenu ;
- au prélèvement social de 2% (articles L 245-14 et L 245-16 du code de la Sécurité Sociale) ;
- à la Contribution affectée au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS ; articles 1.600-OG et 1.600-OM du Code Général des Impôts) au taux de 0,5% actuellement.

A ces dividendes est attaché un avoir fiscal égal à la moitié des sommes encaissées. Cet avoir fiscal est également pris en compte pour la détermination du revenu imposable.

Il est imputable sur l'impôt sur le revenu, et, le cas échéant, remboursable.

Les dividendes bénéficient d'un abattement global annuel de 16 000 Francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune, et de 8 000 Francs pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées soumises à une imposition séparée, non applicable pour le calcul des contributions sociales (par ailleurs la Loi de Finances pour 2001 prévoit la suppression de cet abattement pour les contribuables imposés selon la tranche maximale de l'IRPP).

2) Plus-values (article 150-OA du Code Général des Impôts)

Les plus-values de cessions des titres de sociétés réalisées par un cédant sont imposables si le montant annuel des cessions de titres excède un seuil s'élevant à 50 000 Francs au taux de 26%, soit :

- 16% (article 200 A2 du Code Général des Impôts),
- 7,5% au titre de la Contribution Sociale Généralisée,
- 2% au titre du prélèvement social institué par l'article 9 de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 1998,
- 0,5% au titre de la Contribution affectée au Remboursement de la Dette Sociale.

Les pertes sont imputables exclusivement sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de la cession ou les cinq années suivantes (article 150 OD 11 du Code Général des Impôts) et à condition que le seuil visé ci-dessus soit dépassé l'année de réalisation des dites moins-values. Pour l'application de ces dispositions, les gains de même nature s'entendent notamment, outre ceux visés par l'article 150 OA, des profits retirés sur bons d'options (article 150 decies du Code Général des Impôts), des gains nets imposables à la clôture d'un Plan d'Epargne en Actions, des profits réalisés sur les marchés à terme d'instruments financiers, sur les marchés à terme de marchandises et sur les marchés d'options négociables, des profits retirés de la cession ou du rachat de parts de fond commun d'intervention sur les marchés à terme ou de sa dissolution.

3) Régime spécial

Les actions peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions prévu par la loi n° 92-622 du 16 juillet 1992, qui ouvre droit, sous certaines conditions, à une exonération d'impôt sur le revenu pour les produits et les plus-values des titres y figurant.

b) Opérations réalisées à titre habituel en France par les personnes physiques

En application des dispositions de l'article 92-2 du Code Général des Impôts, les profits retirés d'opérations de bourse réalisées en France à titre habituel sont soumis à l'impôt sur le revenu et imposés au barème progressif selon le régime de droit commun des bénéfices non commerciaux.

c) Régime fiscal applicable aux porteurs personnes physiques ayant inscrit les actions à leur actif commercial

Les dividendes sont déduits des bénéfices industriels et commerciaux, mais le montant ainsi déduit ou déclaré au titre des revenus mobiliers est soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif dans les conditions indiquées au paragraphe (a)-(1) ci-dessus.

Les cessions de titres de portefeuille relèvent du régime des plus-values ou moins-values à long terme, bénéficiant d'un taux réduit lorsque les titres cédés sont détenus depuis plus de deux ans.

d) Actionnaires personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

1) Dividendes

Les dividendes reçus par les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés demeurent compris dans le bénéfice imposable au taux normal de 33^{1/3}%. L'avoir fiscal est égal à 40% du montant des sommes distribuées à compter du 1^{er} janvier 2000, toutefois, la Loi de Finances pour 2001 prévoit la réduction de l'avoir fiscal à 25 % en 2001 et 15 % en 2002.

L'avoir fiscal est compris dans le revenu imposable et est imputable sur l'impôt.

Une contribution additionnelle de 10 % (ramenée à 6 % en 2001 et 3 % en 2002 selon la Loi de Finances pour 2001), et une contribution sociale de 3,3 % (non appliquée à certaines PME ni lorsque l'impôt est inférieur à 5 MF) sont pratiquées sur l'impôt calculé avant imputation de l'avoir fiscal.

Lorsque les dividendes sont distribués à une société ayant le statut fiscal de société mère, l'impôt est assis seulement sur une base fiscale égale à 5 % du dividende brut, et est majoré des contributions visées ci-dessus.

En cas d'application du régime mères-filiales, l'avoir fiscal attribué est de 50 % mais ne peut être utilisé que par imputation sur un éventuel précompte.

2) Plus-values

Les plus-values issues de la cession d'actions ayant le caractère fiscal de titres de participation sont éligibles au régime des plus-values à long terme sous réserve de satisfaire à l'obligation de constituer une réserve spéciale des plus-values à long terme. Le taux d'imposition des plus-values à long terme est de 19 %, majoré de la contribution additionnelle vue précédemment, et de la contribution sociale de 3,3 % quel que soit le montant de l'IS (mais non appliquée à certaines PME).

2.2.5.2. Non-résidents

1) Dividendes

Les dividendes distribués par les sociétés dont le siège social est situé en France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25 % lorsque le domicile fiscal ou le siège des bénéficiaires est situé hors de France. Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application de conventions fiscales internationales ou de directives communautaires et l'avoir fiscal peut être transféré en application de ces mêmes conventions.

L'Administration a indiqué que, sous réserve du respect de certaines conditions, les dividendes de source française versés à des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur siège en France et pouvant bénéficier du transfert de l'avoir fiscal en vertu d'une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions, ne supporteront, lors de leur mise en paiement, que la retenue à la source au taux réduit prévu par la convention, au lieu de la retenue à la source au taux de 25 % ensuite réduite au taux prévu par la convention, à condition que les personnes concernées justifient, avant la date de mise en paiement des dividendes, qu'elles ne sont pas résidentes en France selon cette convention fiscale et qu'elles remplissent les formulaires requis.

2) Plus-values

L'imposition prévue par le Code Général des Impôts ne s'applique pas aux plus-values réalisées par des personnes, dont le domicile fiscal ou le siège n'est pas situé en France au sens de l'article 4-B du Code général des Impôts, à l'occasion de la cession à titre onéreux de valeurs mobilières, que lorsque la participation est supérieure à 25 % et sous réserve de l'application des conventions internationales.

2.3 Place de cotation

Les actions de HOLY-DIS seront inscrites au Marché Libre de la Bourse de Paris. Les actions de la société ne sont actuellement cotées sur aucune place financière.

2.4 Tribunaux compétents

Les tribunaux compétents, en cas de litiges, sont ceux du siège social, lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges sauf dispositions contraires du nouveau code de procédure civile.

Chapitre 3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET LE CAPITAL

3.1. Renseignements concernant l'émetteur

Toute mention faite aux dispositions statutaires, dans le présent prospectus, fait référence aux statuts qui entreront de plein droit en vigueur à la date de l'inscription des titres de la société à la cote du Marché Libre.

3.1.1. Dénomination sociale et siège social

HOLY-DIS

14, rue de Mantes
92700 Colombes cedex

3.1.2. Forme juridique

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un accord sous seing privé en date du 23 septembre 1988 à Paris.

Elle a été transformée en société anonyme à conseil d'administration, régie par le livre II du Code de Commerce et le décret du 23 mars 1967, par décision de la collectivité des associés réunie en assemblée générale extraordinaire le 18 avril 1995.

3.1.3. Durée de la société (article 5 des statuts)

La durée de la société est fixée à 98 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés le 3 novembre 1988, soit jusqu'au 2 novembre 2086, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

3.1.4. Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- La création, l'adaptation, l'édition de programmes et matériels informatiques,
- La vente, la location, le courtage de ces programmes et matériels informatiques,
- La réalisation d'études, d'analyses, de travaux de recherche et de développement, d'articles rédactionnels et les activités de conseil et de formation se rapportant à l'informatique et à toutes ses applications en général.

Ces activités comprennent toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou tous les objets connexes.

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce

ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés

R.C.S. NANTERRE 348 366 535

3.1.6. Droit de communication des actionnaires (article 20 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

3.1.7. Exercice social (article 21 des statuts)

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin. En effet, lors de la création de l'entreprise en octobre 1988, un exercice d'une durée de 8 mois et se clôturant au 30 juin 1989 a été retenu afin de valider le concept.

3.1.8. Affectation et répartition des bénéfices – Paiement des dividendes (article 23 des statuts)

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Une majoration du dividende dans la limite de 10 % peut être attribuée à tout actionnaire qui justifie, à la clôture de l'exercice, d'une inscription nominative depuis deux ans au moins et au maintien de celle-ci à la date de mise en paiement du dividende. La même majoration peut être attribuée, dans les mêmes conditions, en cas de distribution d'actions gratuites.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

3.1.9. Assemblées générales (article 20 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En cas d'appel public à l'épargne, un avis de réunion contenant les indications prévues par l'article 130 du décret du 23 mars 1967 est publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, au moins 30 jours avant la réunion de l'assemblée des actionnaires.

La convocation des assemblées générales est faite, après avis préalable à la Commission des Opérations de Bourse, par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social ainsi qu'au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, 15 jours au moins avant la date de l'assemblée.

Si toutes les actions sont nominatives, les insertions prévues à l'alinéa précédent pourront être remplacées par une convocation faite dans les mêmes délais, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la société 3 jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital

3.2.1. Capital social

Le capital social s'élève à 402.000 euros divisé en 804.000 actions d'une valeur nominale de 0,5 euro (3,28 francs) chacune, entièrement libérées. Toutes les actions sont de même catégorie.

3.2.2. Capital potentiel

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès directement ou indirectement au capital de la société.

Toutefois, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 octobre 2000, dans sa XIII^e résolution, a autorisé le Conseil d'Administration, dans le cadre des articles L 225-177 et suivants du Livre II du Code de Commerce, à consentir au profit des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration désignera les bénéficiaires du plan et arrêtera le montant des souscriptions consécutives aux levées d'option.

Le nombre d'actions à émettre par la société à titre d'augmentation résultant de la levée des options consenties ne saurait être supérieur à 5 % dudit capital.

Cette autorisation pourra être utilisée dans le délai de cinq ans à compter du 24 octobre 2000.

Le Conseil d'Administration arrêtera le plan d'options de souscription d'actions contenant notamment les conditions dans lesquelles seront consenties les options, ces conditions pouvant comporter ou non des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des titres, le prix de souscription des actions, les critères permettant de bénéficier du plan.

Toutefois, le prix de souscription ne saurait être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Les options devront être levées dans un maximum de cinq ans à compter du jour où elles seront consenties.

| | Options de souscription |
|---|-------------------------|
| Date d'assemblée | 24.10.2000 |
| Date du Conseil d'Administration | Non déterminé |
| Nombre total d'actions pouvant être souscrites | 40.200* |
| Nombre total d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants | Non déterminé |
| Nombre de dirigeants concernés | Non déterminé |
| Point de départ d'exercice des bons / options | Non déterminé |
| Date d'expiration | Non déterminé |
| Prix de souscription | Non déterminé |
| Nombre d'actions souscrites au 8/01/01 | 0 |

* : sous réserve de la modification de la valeur nominale des actions.

3.2.3. Capital autorisé non émis

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 octobre 2000, dans sa 15^e résolution, a autorisé le Conseil d'Administration à augmenter sur ses simples décisions, en une ou plusieurs fois le capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription, en faisant appel public à l'épargne, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera :

- a) par émission en euros d'actions, de bons et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions de la société par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de tout autre manière, et/ou

b) par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres dont la capitalisation sera également et statutairement possible sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

pour un montant nominal maximum fixé à 9.150.000 euros.

Sont toutefois exclues de la présente délégation, l'émission d'actions de priorité et de certificats d'investissement.

Cette autorisation est donnée pour une durée de vingt-six mois à compter du 24 octobre 2000.

L'Assemblée Générale décide de fixer le montant nominal maximum des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de pouvoirs, à 9.150.000 euros, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions de la société par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou tout autre manière, et/ou par incorporation au capital, de primes, réserves, bénéfiques ou autres.

3.2.4. Pacte d'actionnaires

Néant.

3.2.5. Evolution du capital depuis la création :

| Date | Nature de l'opération | Montant de l'opération | Primes d'apport ou de fusion | Actions créées | Prix de souscription | Nominal de l'action | Capital social après opération | Nombre d'actions |
|------------|--|------------------------|------------------------------|----------------|----------------------|---------------------|-----------------------------------|------------------|
| 18-oct-88 | Création de la SARL HOLY-DIS par apport en numéraire. | 50 000 F | - | 500 | 100,00 F | 100,00 F | 50 000 F | 500 |
| 01-déc-94 | Augmentation du capital social par apport en numéraire. | 50 000 F | - | 500 | 100,00 F | 100,00 F | 100 000 F | 1 000 |
| 17-févr-95 | Augmentation du capital social par incorporation de réserves et élévation du nominal de l'action. | 150 000 F | - | - | - | 250,00 F | 250 000 F | 1 000 |
| 22-janv-98 | Augmentation de capital par incorporation de réserves et distribution gratuite de 3.000 actions nouvelles. | 750 000 F | - | 3 000 | - | 250,00 F | 1 000 000 F | 4 000 |
| 30-juil-99 | Division du nominal de l'action de 250 F à 25 F. | - | - | 40 000 | - | 25,00 F | 1 000 000 F | 40 000 |
| 12-août-99 | Augmentation de capital en numéraire. | 41 000 F | 338 660 F | 1 640 | 231,50 F | 25,00 F | 1 041 000 F | 41 640 |
| 26-juin-00 | Division du nominal de l'action de 25 F à 6,25 F. | - | - | 166 560 | - | 6,25 F | 1 041 000 F | 166 560 |
| 24-oct-00 | Augmentation de capital par apport en numéraire. | 215 250 F | 7 017 150 F | 34 440 | 210,00 F | 6,25 F | 1 256 250 F | 201 000 |
| 24-oct-00 | Conversion du capital en euros et augmentation de capital de 9.485,92 euros par incorporation de réserves. | 9 485,92 euros | - | - | - | 1 euro | 191 514,08 euros 201 000 euros | 201 000 |
| 24-oct-00 | Augmentation de capital de 201.000 euros par incorporation de réserves. | 201.000 euros | - | 201 000 | - | 1 euro | 402 000 euros | 402 000 |
| 24-oct-00 | Division du nominal de l'action de 1 euro à 0,5 euro. | - | - | 804 000 | - | 0,5 euro | 402 000 euros | 804 000 |

Depuis le 24 octobre 2000, aucune autre modification du capital n'est intervenue.

3.2.6. Nantissement

Nantissements d'actions : néant.

Cinq nantissements sur le fonds de commerce.

Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

| Date | Organisme créancier | Contrepartie globale en francs | Montant du nantissement en francs | Date d'échéance | Fichier mis à jour au |
|----------|--|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------|-----------------------|
| | Privilèges du Trésor | | Néant | | 11/10/00 |
| | Priv. Sécurité sociale – Régime complémentaire | | Néant | | 11/10/00 |
| | Opération de crédit-bail en matière mobilière | | Néant | | 11/10/00 |
| | Publicités de contrats de location | | Néant | | 11/10/00 |
| | Publicités de clauses de réserve de propriété | | Néant | | 11/10/00 |
| | Privilèges de vendeur et action résolutoire | | Néant | | 11/10/00 |
| | Nantissement du fonds de commerce : | | | | 11/10/00 |
| 4/03/98 | Banque Parisienne de Crédit au Commerce et à l'Industrie | 400.000 | 440.000 | 25/02/2002 | |
| 18/07/99 | Banque Parisienne de Crédit au Commerce et à l'Industrie | 450.000 | 495.000 | 18/06/2003 | |
| 29/11/99 | Banque Parisienne de Crédit au Commerce et à l'Industrie | 450.000 | 495.000 | 20/10/2004 | |
| 8/07/00 | Union de Banques à Paris | 800.000 | 960.000 | 15/07/2005 | |
| 10/07/00 | Fortis Banque France | 800.000 | 880.000 | 10/06/2005 | |
| | Nantissements de l'outillage matériel et équipement | | Néant | | 11/10/00 |
| | Protêts | | Néant | | 11/10/00 |
| | Warrants hôteliers | | Néant | | |
| | Nantissements judiciaires | | Néant | | |
| | Nantissements du fonds artisanal | | Néant | | |

soit un montant total de nantissement de 3.270 KF pour un montant total d'emprunts de 2.900 KF.

En dehors de ceux cités dans le tableau ci-dessus, il n'y a pas d'autres nantissements et sûretés grevant les actions ou autres fonds de commerce de la société et de ses filiales, consolidées ou non.

3.2.7. Titres participatifs

Néant.

3.2.8. Titres non représentatifs du capital

Néant.

3.3. Répartition actuelle du capital et des droits de vote

3.3.1. Actionnariat

Avant inscription sur le Marché Libre :

| Actionnaires | Nombre de titres | En % du capital | Nombre de droits de vote | En % des droits de vote |
|--------------------------------|------------------|-----------------|--------------------------|-------------------------|
| HOLY-DIS Management (1) | 586 056 | 72,89% | 586 056 | 65,03% |
| Eric MEUNIER | 50 812 | 6,32% | 101 624 | 11,28% |
| Laurent DEBRAUX | 22 240 | 2,77% | 44 480 | 4,94% |
| Jean-Paul RIGAMBERT | 3 456 | 0,43% | 6 912 | 0,77% |
| Gérard OURGHANLIAN | 2 704 | 0,34% | 5 408 | 0,60% |
| Famille MEUNIER (2) | 8 040 | 1,00% | 16 080 | 1,78% |
| J.J. DEBRAUX (3) | 10 012 | 1,25% | 20 024 | 2,22% |
| Famille DEBRAUX (4) | 19 200 | 2,39% | 19 200 | 2,13% |
| Autres personnes physiques (5) | 55 092 | 6,85% | 55 092 | 6,11% |
| Salariés de l'entreprise (6) | 46 388 | 5,77% | 46 388 | 5,15% |
| Total | 804 000 | 100,00% | 901 264 | 100,00% |

Après inscription sur le Marché Libre :

| Actionnaires | Nombre de titres | En % du capital | Nombre de droits de vote | En % des droits de vote |
|--------------------------------|------------------|-----------------|--------------------------|-------------------------|
| HOLY-DIS Management (1) | 545 856 | 67,89% | 545 856 | 60,57% |
| Eric MEUNIER | 50 812 | 6,32% | 101 624 | 11,28% |
| Laurent DEBRAUX | 22 240 | 2,77% | 44 480 | 4,94% |
| Jean-Paul RIGAMBERT | 3 456 | 0,43% | 6 912 | 0,77% |
| Gérard OURGHANLIAN | 2 704 | 0,34% | 5 408 | 0,60% |
| Famille MEUNIER (2) | 8 040 | 1,00% | 16 080 | 1,78% |
| J.J. DEBRAUX (3) | 10 012 | 1,25% | 20 024 | 2,22% |
| Famille DEBRAUX (4) | 19 200 | 2,39% | 19 200 | 2,13% |
| Autres personnes physiques (5) | 55 092 | 6,85% | 55 092 | 6,11% |
| Salariés de l'entreprise (6) | 46 388 | 5,77% | 46 388 | 5,15% |
| Public | 40 200 | 5,00% | 40 200 | 4,46% |
| Total | 804 000 | 100,00% | 901 264 | 100,00% |

(1) : L'actionnariat de la société holding HOLY-DIS Management est composé de :

- Eric MEUNIER 66.154 parts (50,89 %) – Président de HOLY-DIS
- Laurent DEBRAUX 54.721 parts (42,09 %) – Directeur Général de HOLY-DIS
- Jean-Paul RIGAMBERT 7.172 parts (5,52 %) – Administrateur de HOLY-DIS
- Gérard OURGHANLIAN 1.953 parts (1,50 %) – Administrateur de HOLY-DIS

(2) : La Famille MEUNIER comprend M. André MEUNIER (3.240 actions bénéficiant de 6.480 droits de vote) et Mme Monique MEUNIER (4.800 actions donnant droit à 9.600 droit de vote), parents de Eric MEUNIER, Président du Conseil d'Administration de HOLY-DIS.

(3) : Jean-Jacques DEBRAUX est le père de Laurent DEBRAUX, Directeur Général de HOLY-DIS.

(4) : La Famille DEBRAUX comprend : Chancélia DEBRAUX épouse de Laurent DEBRAUX, Jean-Benoît et Olivier DEBRAUX ses frères.

Il n'y a aucun lien de parenté entre les familles MEUNIER et DEBRAUX

(5) : Les autres personnes physiques sont : Emmanuel DUBOIS, Natacha ZARDINI-COLLELL, Arnaud POULAIN, Jacques CLERBAUX, Guy LAFFORGUE, Jacqueline COUERBE, Fabienne VALAMBRAS.

(6) : Les salariés de l'entreprise sont : Laurent LAGRANGE, Olivier ROUBIN, Guillaume MERAUD, Christophe AUBERT, Jean-Luc BERIOT, Evelyne WIERZBICKA, Thierry AIRAULT Yan MOULIN, Nicolas BELLETRE, Myriam BENHADDOU, Michèle CAPPELAERE, Patrice CASTELLANT, Olivier COULON, Mickael DIAZOU, Carla FERREIRA, Philippe GONZALES-BRANAS, Lilian HUDE, Nathalie AMORA, Sylvie LECOEUR, François LEPRINCE, Frédéric – André NAHON, Marie-France NORBLIN, Matthieu OLIVE, Guy PASQUET, Laurent PLUSQUELLEC, Paul RALLU, François REY, Thierry SAUNIER, Didier SERRAT, Rosa SIMOES HAIZOUNE, Thibaut TIBERGHIE, Virginie TOSSEN, Stéphanie TOURILLON, Emilie TRAN.

3.3.2. Parts du capital détenues par les membres des organes d'administration de la société

A l'issue de l'inscription sur le Marché Libre, les membres de la direction et du conseil d'administration de la société détiendront et / ou contrôleront, directement ou indirectement 82,38 % du capital et 84,28 % des droits de vote.

3.3.3. Mouvements ayant affecté la répartition du capital au cours des trois derniers exercices

Au 31.12.1997, le capital social de HOLY-DIS s'élevait à 250.000 francs, composé de 1.000 actions d'une valeur nominale de 250 francs ; il était réparti entre :

| | |
|------------------------|----------------------|
| - Eric MEUNIER | 420 actions (42,0 %) |
| - Laurent DEBRAUX | 420 actions (42,0 %) |
| - Monique MEUNIER | 88 actions (8,80 %) |
| - Jean-Paul RIGAMBERT | 55 actions (5,50 %) |
| - Gérard OURGHANLIAN | 15 actions (1,5 %) |
| - Jean-Jacques DEBRAUX | 1 action (0,1 %) |
| - André MEUNIER | 1 action (0,1 %) |

Le 22.01.1998, à l'issue de l'augmentation de capital de 750.000 francs par incorporation de réserves et distribution gratuite de 3.000 actions nouvelles, le capital social était de 1.000.000 de francs divisé en 4.000 actions. L'actionnariat de HOLY-DIS se présentait comme suit :

| | |
|------------------------|------------------------|
| - Eric MEUNIER | 1.680 actions (42,0 %) |
| - Laurent DEBRAUX | 1.680 actions (42,0 %) |
| - Monique MEUNIER | 352 actions (8,80 %) |
| - Jean-Paul RIGAMBERT | 220 actions (5,50 %) |
| - Gérard OURGHANLIAN | 60 actions (1,5 %) |
| - Jean-Jacques DEBRAUX | 4 actions (0,1 %) |
| - André MEUNIER | 4 actions (0,1 %) |

Depuis cette date, les transactions suivantes ont été enregistrées :

| Date | Titulaires | Nombre de titres | Bénéficiaires | Nominal de l'action | Nature de l'opération |
|----------|--|---|------------------------|---------------------|---|
| 25.06.99 | Eric Meunier Laurent Debraux J.P. Rigambert Monique Meunier G. Ourghanlian | 1.541 1.541 202 322 55 | HOLY-DIS Management | 250 F | Cession |
| 12.08.99 | Emmanuel Dubois Laurent Lagrange Olivier Roubin Guillaume Méraud Christophe Albert Jean-Luc Bériot Evelyne Wierzbicka Thierry Airault Natacha Zardini-Collell Jacques Ferrand Yan Moulin Arnaud Poulain | 390 390 195 156 78 117 78 58 58 40 40 40 | | 25 F | Souscription à l'augmentation de capital en numéraire : émission de 1.640 actions nouvelles au prix de 231,50 F (prime d'émission de 206,50 F), soit une valorisation de 9,6 millions de francs |

Le 26.06.2000, le nominal de l'action est réduit de 25 francs à 6,25 francs.

| Actionnaires | 31/12/97 | 22/01/98 | 25/06/99 | 30/07/99 | 12/08/99 | 26/06/00 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|----------------|
| Eric Meunier | 420 | 1 680 | 139 | 1 390 | 1 390 | 5 560 |
| Laurent Debraux | 420 | 1 680 | 139 | 1 390 | 1 390 | 5 560 |
| Monique Meunier | 88 | 352 | 30 | 300 | 300 | 1 200 |
| Jean-Paul Rigambert | 55 | 220 | 18 | 180 | 180 | 720 |
| Gérard Ourghanlian | 15 | 60 | 5 | 50 | 50 | 200 |
| Jean-Jacques Debraux | 1 | 4 | 4 | 40 | 40 | 160 |
| André Meunier | 1 | 4 | 4 | 40 | 40 | 160 |
| HOLY-DIS Management | | | 3 661 | 36 610 | 36 610 | 146 440 |
| Emmanuel Dubois | | | | | 390 | 1 560 |
| Natacha Zardini-Collell | | | | | 58 | 232 |
| Arnaud Poulain | | | | | 40 | 160 |
| Laurent Lagrange | | | | | 390 | 1 560 |
| Olivier Roubin | | | | | 195 | 780 |
| Guillaume Méraud | | | | | 156 | 624 |
| Christophe Albert | | | | | 78 | 312 |
| Jean-Luc Bériot | | | | | 117 | 468 |
| Evelyne Wierzbicka | | | | | 78 | 312 |
| Thierry Airault | | | | | 58 | 232 |
| Jacques Ferrand | | | | | 40 | 160 |
| Yan Moulin | | | | | 40 | 160 |
| Nombre total d'actions | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 40 000 | 41 640 | 166 560 |

Le 24.10.2000, la société procède à une augmentation de capital de 215.250 francs, par émission de 34.440 actions nouvelles de 6,25 francs de nominal, au prix de 210 francs par action, dont 203,75 francs de prime d'émission ; la valorisation de la société ressort à 42,21 millions de francs après l'opération.

Le capital social est ensuite converti en euros, et augmenté successivement de 9.485,92 euros puis de 201.000 euros par incorporation de réserves.

Enfin, le nominal de l'action est réduit de 1 euro à 0,50 euro.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'actionnariat de HOLY-DIS depuis le 26.06.2000 :

- (1) : répartition des actions nouvellement émises, à l'occasion de l'augmentation de capital par apport en numéraire.*
- (2) : répartition après l'augmentation du capital social de 215.250 francs par apport en numéraire.*
- (3) : répartition après augmentation du capital par incorporation de réserves de 201.000 euros.*
- (4) : répartition du capital après réduction de la valeur nominale des actions de 1 euro à 0,50 euro.*

| Actionnaires | 26/06/00 | 24/10/00 (1) | 24/10/00 (2) | 24/10/00 (3) | 24/10/00 (4) |
|---------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Eric Meunier | 5 560 | 7 143 | 12 703 | 25 406 | 50 812 |
| Laurent Debraux | 5 560 | | 5 560 | 11 120 | 22 240 |
| Monique Meunier | 1 200 | | 1 200 | 2 400 | 4 800 |
| André Meunier | 160 | 650 | 810 | 1 620 | 3 240 |
| Jean-Jacques Debraux | 160 | 2 343 | 2 503 | 5 006 | 10 012 |
| Jean-Paul Rigambert | 720 | 144 | 864 | 1 728 | 3 456 |
| Gérard Ourghanlian | 200 | 476 | 676 | 1 352 | 2 704 |
| HOLY-DIS Management | 146 440 | 74 | 146 514 | 293 028 | 586 056 |
| Total Fondateurs : | 160 000 | 10 830 | 170 830 | 341 660 | 683 320 |
| Emmanuel Dubois | 1 560 | | 1 560 | 3 120 | 6 240 |
| Natacha Zardini-Collell | 232 | | 232 | 464 | 928 |
| Arnaud Poulain | 160 | 333 | 493 | 986 | 1 972 |
| Total Actionnaires PPI : | 1 952 | 333 | 2 285 | 4 570 | 9 140 |
| Laurent Lagrange | 1 560 | 953 | 2 513 | 5 026 | 10 052 |
| Olivier Roubin | 780 | 100 | 880 | 1 760 | 3 520 |
| Guillaume Méraud | 624 | 286 | 910 | 1 820 | 3 640 |
| Christophe Albert | 312 | 143 | 455 | 910 | 1 820 |
| Jean-Luc Bériot | 468 | 250 | 718 | 1 436 | 2 872 |
| Evelyne Wierzbicka | 312 | 143 | 455 | 910 | 1 820 |
| Thierry Airault | 232 | 240 | 472 | 944 | 1 888 |
| Jacques Ferrand | 160 | | 160 | 320 | 640 |
| Yan Moulin | 160 | 214 | 374 | 748 | 1 496 |
| Total actionnaires S1 : | 4 608 | 2 329 | 6 937 | 13 874 | 27 748 |
| Famille de L. DEBRAUX | 0 | 4 800 | 4 800 | 9 600 | 19 200 |
| Jacques CLERBAUX | 0 | 774 | 774 | 1 548 | 3 096 |
| Guy LAFFORGUE | 0 | 9 524 | 9 524 | 19 048 | 38 096 |
| Jacqueline COUERBE | 0 | 950 | 950 | 1 900 | 3 800 |
| Fabienne VALAMBRAS | 0 | 240 | 240 | 480 | 960 |
| Total actionnaires PP2 : | 0 | 11 488 | 11 488 | 22 976 | 45 952 |
| Total actionnaires S2 : | 0 | 4 660 | 4 660 | 9 320 | 18 640 |
| Nombre total d'actions | 166 560 | 34 440 | 201 000 | 402 000 | 804 000 |

Les « **actionnaires PPI** » sont des personnes physiques extérieures à l'entreprise, entrées dans le capital à l'occasion de l'augmentation de capital en numéraire du 12 août 1999.

Les « **actionnaires S1** » sont des salariés de HOLY-DIS devenus actionnaires le 12 août 1999.

Les « **actionnaires PP2** » sont des personnes physiques extérieures à l'entreprise et devenus actionnaires le 24 octobre 2000.

Les « **actionnaires S2** » sont des salariés de HOLY-DIS devenus actionnaires le 24 octobre 2000 ; il s'agit de : Nicolas BELLETRE, Myriam BENHADDOU, Michèle CAPPELAERE, Patrice CASTELLANT, Olivier COULON, Mickael DIAZOU, Carla FERREIRA, Philippe GONZALES-BRANAS, Lilian HUDE, Nathalie AMORA, Sylvie LECOEUR, François LEPRINCE, Frédéric – André NAHON, Marie-France NORBLIN, Matthieu OLIVE, Guy PASQUET, Laurent PLUSQUELLEC, Paul RALLU, François REY, Thierry SAUNIER, Didier SERRAT, Rosa SIMOES HAIZOUNE, Thibaut TIBERGHIE, Virginie TOSSEN, Stéphanie TOURILLON, Emilie TRAN.

3.3.4. Evolution de l'actionnariat depuis 1995 (transformation en S.A.) et décote par rapport au prix d'offre minimal de 8,50 euros par action (soit une capitalisation boursière totale de 44,8 millions de francs), lors de l'entrée dans le capital

| Actionnaires | Date | Nombre d'actions | Actions acquises/ cédées | Prix par action FRF | Nominal de l'action | Modalités | % du capital | Valorisation à l'entrée dans le capital | Ecart/ valo intro |
|-----------------------|------------|------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|--------------|---|-------------------|
| HOLY - DIS Management | 25-juin-99 | 4 000 | 3 661 | 250 F | 250 F | Acquisition | 91,53% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 36 610 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 91,53% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 146 440 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 87,92% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +74=146514 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 72,89% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 586 056 | 53 F | 0,5 euro | | 72,89% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Eric MEUNIER | 18-avr-95 | 1 000 | 350 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 35,00% | 250 000 F | 99,44% |
| | 01-juin-95 | 1 000 | +70 = 420 | 250 F | 250 F | Acquisition | 42,00% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 420*4 = 1680 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 42,00% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 25-juin-99 | 4 000 | 1680-1541=139 | 250 F | 250 F | Cession | 3,48% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 1 390 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 3,48% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 5 560 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 3,34% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +7143=12703 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 6,32% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 50 812 | 53 F | 0,5 euro | | 6,32% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Jean-Paul RIGAMBERT | 18-avr-95 | 1 000 | 125 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 12,50% | 250 000 F | 99,44% |
| | 01-juin-95 | 1 000 | 125-70 = 55 | 250 F | 250 F | Cession | 5,50% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 55 * 4 = 220 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 5,50% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 25-juin-99 | 4 000 | 220-202=18 | 250 F | 250 F | Cession | 0,45% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 180 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 0,45% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 720 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 0,43% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +144=864 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 0,43% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 3 456 | 53 F | 0,5 euro | | 0,43% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Monique MEUNIER | 18-avr-95 | 1 000 | 158 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 15,80% | 250 000 F | 99,44% |
| | 01-juin-95 | 1 000 | 158-70=88 | 250 F | 250 F | Cession | 8,80% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 88*4=352 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 8,80% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 25-juin-99 | 4 000 | 352-322=30 | 250 F | 250 F | Cession | 0,75% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 300 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 0,75% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 1 200 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 0,72% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 4 800 | 53 F | 0,5 euro | | 0,60% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 4 800 | 53 F | 0,5 euro | | 0,60% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Laurent DEBRAUX | 18-avr-95 | 1 000 | 350 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 35,00% | 250 000 F | 99,44% |
| | 01-juin-95 | 1 000 | 350+70=420 | 250 F | 250 F | Acquisition | 42,00% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 420*4=1680 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 42,00% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 25-juin-99 | 4 000 | 1680-1541=139 | 250 F | 250 F | Cession | 3,48% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 1 390 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 3,48% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 5 560 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 3,34% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 22 240 | 53 F | 0,5 euro | | 2,77% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 22 240 | 53 F | 0,5 euro | | 2,77% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Gérard OURGHANLIAN | 18-avr-95 | 1 000 | 15 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 1,50% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 15*4=60 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 1,50% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 25-juin-99 | 4 000 | 60-55=5 | 250 F | 250 F | Cession | 0,13% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 50 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 0,13% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 200 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 0,12% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +476=676 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 0,34% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 2 704 | 53 F | 0,5 euro | | 0,08% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 2 704 | 53 F | 0,5 euro | | 0,08% | 42 210 000 F | 5,84% |

| | | | | | | | | | |
|-------------------------|------------|---------|------------|----------|----------|-----------------|-------|--------------|--------|
| Jean-Jacques DEBRAUX | 18-avr-95 | 1 000 | 1 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 0,10% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 1*4=4 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 0,10% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 40 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 0,10% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 160 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 0,10% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +2343=2503 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 1,25% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 10 012 | 53 F | 0,5 euro | | 1,25% | 42 210 000 F | 5,84% |
| André MEUNIER | 18-avr-95 | 1 000 | 1 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 0,10% | 250 000 F | 99,44% |
| | 22-janv-98 | 4 000 | 1*4=4 | 250 F | 250 F | Incorp réserves | 0,10% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 30-juil-99 | 40 000 | 40 | 25 F | 25 F | Divis. nominal | 0,10% | 1 000 000 F | 97,77% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 160 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 0,10% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +650=810 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 0,40% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 3 240 | 53 F | 0,5 euro | | 0,40% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Groupe actionnaires S1 | 12-août-99 | 41 640 | 1 152 | 231,50 F | 25 F | Numéraire | 2,77% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 4 608 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 2,77% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +2329=6937 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 3,45% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 27 748 | 53 F | 0,5 euro | | 3,45% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Groupe actionnaires PP1 | 12-août-99 | 41 640 | 488 | 231,50 F | 25 F | Numéraire | 1,17% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 26-juin-00 | 166 560 | 1 952 | 57,88 F | 6,25 F | Divis. nominal | 1,17% | 9 639 660 F | 78,50% |
| | 24-oct-00 | 201 000 | +333=2285 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 1,14% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 9 140 | 53 F | 0,5 euro | | 1,14% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Famille de L. DEBRAUX | 24-oct-00 | 201 000 | 4 800 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 2,39% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 19 200 | 53 F | 0,5 euro | | 2,39% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Groupe actionnaires S2 | 24-oct-00 | 201 000 | 4 660 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 2,32% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 18 640 | 53 F | 0,5 euro | | 2,32% | 42 210 000 F | 5,84% |
| Groupe actionnaires PP2 | 24-oct-00 | 201 000 | 11 488 | 210 F | 6,25 F | Numéraire | 5,72% | 42 210 000 F | 5,84% |
| | 24-oct-00 | 804 000 | 45 952 | 53 F | 0,5 euro | | 5,72% | 42 210 000 F | 5,84% |

3.4. Distribution de dividendes

3.4.1. Dividende global distribué au titre des derniers exercices (en francs)

| Exercices | Brut | Avoir fiscal | Net | Précompte | Total |
|-----------|---------|--------------|---------|-----------|---------|
| 30/06/98 | 750.000 | 250.000 | 500.000 | 0 | 750.000 |
| 30/06/99 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30/06/00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.4.2. Dividende distribué par action au titre des trois derniers exercices (en francs) sur la base de 804.000 titres

| Exercices | Brut | Avoir fiscal | Net | Précompte | Total |
|-----------|------|--------------|------|-----------|-------|
| 30/06/98 | 0,93 | 0,31 | 0,62 | 0 | 0,93 |
| 30/06/99 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30/06/00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

La société n'a versé aucun dividende exceptionnel depuis le 30 juin 2000

3.4.3. Prescription

Conformément aux dispositions légales, les dividendes et les acomptes sur dividendes sont prescrits dans un délai de cinq ans au profit de l'Etat.

3.4.4. Politique future de dividendes

Les dirigeants de la société n'envisagent pas de distribuer un dividende avant 2003, afin d'affecter la totalité des ressources disponibles au financement de la croissance.

Chapitre 4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'HISTORIQUE ET LES ACTIVITES DE L'EMETTEUR

*Les termes accompagnés d'une * font l'objet d'une définition dans le glossaire figurant à la fin du présent chapitre.*

4.1. Historique

Fondée en 1988 par l'actuel Président de la société, Eric MEUNIER (36 ans, licencié en Informatique) et Laurent DEBRAUX (35 ans, DEST Informatique Fondamentale, CNAM) Directeur Général et Directeur de la recherche & développement, HOLY-DIS développe et commercialise lors de sa création, une ligne de logiciels d'optimisation des emplois du temps (GESTHOR, devenu PLANEXA[®] en janvier 1999), à l'origine plus particulièrement destinés à la grande distribution.

A partir de 1991 et à la demande de son premier client, le groupe CARREFOUR, HOLY-DIS diversifie ses activités dans le traitement d'images et met sur le marché deux solutions innovantes : IZAC[®] (module de prévision d'ouverture des caisses) et SPL VISION[®] (module de mesure des files d'attente).

Ces nouvelles solutions reposent sur le traitement d'images. Au moyen de caméras vidéo N&B classiques connectées à un micro-ordinateur par l'intermédiaire d'une carte d'acquisition spécialisée, elles permettent aux chefs de caisses en hypermarchés de mesurer automatiquement les longueurs des files d'attente et surtout d'anticiper en temps réel les ouvertures et fermetures de caisses.

En juin 1992, HOLY-DIS signe son premier contrat à l'étranger, avec la branche belge du groupe CORA, alors autonome. L'effectif de la société atteint quatre personnes.

Le début de l'année 1994 voit la signature du premier déploiement global de GESTHOR pour un grand compte : le groupe CORA acquiert 55 licences pour l'ensemble de ses points de vente sur le territoire national.

L'activité se développe alors rapidement : un second contrat est signé en juin 1994 avec le groupe CARREFOUR pour équiper les 114 magasins de l'enseigne d'une plate-forme GESTHOR «Intégrale», comprenant les modules IZAC[®] et SPL VISION[®].

Au mois de septembre de la même année, l'effectif de HOLY-DIS atteint 6 personnes. En décembre, un nouveau contrat est signé avec le groupe de distribution GB en Belgique, portant sur la vente de 135 licences.

En mars 1995, le groupe PRYCA en Espagne passe commande de 50 licences de GESTHOR pour l'ensemble de ses hypermarchés.

Durant le second semestre 1995, le moteur de calcul de GESTHOR est entièrement réécrit. Plus souple et beaucoup plus performant (algorithme méta heuristique* du «Recuit Simulé »*), il va permettre à l'entreprise d'attaquer de nouveaux marchés et de sortir du

monde de la grande distribution, en voie de concentration rapide et dont le parc de supermarchés et hypermarchés approche de la saturation, notamment en France.

En juin 1996, HOLY-DIS compte 10 collaborateurs et clôt son exercice sur un chiffre d'affaires de 6 millions de francs et un résultat net de 1,19 million de francs.

Fin 1996 et début 1997, IZAC[®] et SPL VISION[®] font leur apparition dans plusieurs CENTRES LECLERC et INTERMARCHE. La version Windows de GESTHOR est mise en chantier.

HOLY-DIS décide alors d'étendre la gamme de ses produits en mettant au point une solution de comptage de visiteurs par traitement d'images dont le cahier des charges se résume à garantir une efficacité maximale et à fournir au client les outils d'analyse statistique nécessaires à son exploitation.

Après plusieurs mois de développement et une étude de marché démontrant le bien fondé de la démarche, HOLY-DIS met sur le marché sa solution de comptage, AFFLUENCE[®], un progiciel de comptage et d'analyse de flux de visiteurs.

Les six mois suivants sont consacrés à la prospection, et en décembre 1996, l'équipe technique de HOLY-DIS installe avec succès son premier centre commercial avec AFFLUENCE[®] : le concept est alors définitivement validé.

En mars 1997, HOLY-DIS signe un accord avec le groupe AUCHAN lui concédant les licences d'exploitation du nouveau moteur de calcul de GESTHOR, pour l'ensemble de ses points de vente à l'enseigne AUCHAN dans le monde.

Un service commercial est créé à partir d'avril 1997 ; GESTHOR pour Windows fait son apparition au catalogue et les premiers centres d'appels sont approchés à l'aide de cette nouvelle version.

En juin 1997, HOLY-DIS compte 14 collaborateurs et clôt son exercice sur un chiffre d'affaires de 7,23 millions de francs et un résultat net de 1,15 million francs.

C'est à partir de cette date que le marché de l'optimisation des emplois du temps sur le secteur des centres d'appels « décolle » véritablement.

Le capital de l'entreprise est porté à 1million de francs **début 1998**. En juin, HOLY-DIS fête ses dix ans avec un effectif composé de 20 collaborateurs, un chiffre d'affaires de 10,6 millions de francs et un résultat net de 1,4 million de francs.

En août 1998, HOLY-DIS signe avec QUICK FRANCE un accord qui prévoit le déploiement de GESTHOR pour Windows dans l'ensemble des restaurants appartenant au groupe.

En septembre, HOLY-DIS remporte l'appel d'offres pour équiper l'un des plus importants centres commerciaux français à l'aide de sa solution de comptage AFFLUENCE[®] : 50 caméras sont installées dans le centre des Quatre Temps à la Défense.

En décembre 1998, l'effectif atteint 30 collaborateurs.

En janvier 1999, GESTHOR pour Windows change de nom et devient PLANEXA®.

Début avril, HOLY-DIS compte plus de 40 centres d'appels équipés ou en cours d'équipement avec PLANEXA®.

L'exercice clos le 30 juin 1999 se solde par un résultat net de 1,7 million de francs pour un chiffre d'affaires de 17 millions de francs ; les fonds propres atteignent les 6 millions de francs.

En juillet 1999, HOLY-DIS SA se dote d'une holding de contrôle, HOLY-DIS Management. Une première tranche de 4% du capital est ouverte aux salariés de l'entreprise.

En décembre 1999, HOLY-DIS crée sa première filiale en Allemagne. L'effectif atteint 50 personnes.

En mars 2000, HOLY-DIS équipe déjà près de 130 centres d'appels en Europe et réalise sur le mois 4 millions de francs de ventes sur l'activité planning.

HOLY-DIS est aujourd'hui l'un des principaux acteurs en France sur le marché des logiciels pour la planification et l'optimisation des emplois du temps ; elle possède 1.500 installations réparties dans 25 pays.

En juin 2000, HOLY-DIS clôt son exercice sur un résultat net consolidé de 1,45 million de francs, pour un chiffre d'affaires de 30,2 millions de francs.

A l'hiver 2000, HOLY-DIS sollicite l'inscription de ses titres à la cote du Marché Libre de la Bourse de Paris.

4.2. Organigramme juridique et organisation fonctionnelle

4.2.1. Organigramme juridique

A la veille de son inscription sur le Marché Libre, l'organigramme juridique de la société se présente de la façon suivante :

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2000 inclut les sociétés HOLY-DIS et HOLY-DIS GmbH.

Compte tenu de la création de HOLY-DIS Ltd en juin 2000, celle-ci est exclue du périmètre au 30 juin 2000.

Est également exclue du périmètre de consolidation la société Logedis dans laquelle HOLY-DIS a une participation de 11,27%.

HOLY-DIS GmbH (Allemagne) a été créée en décembre 1999 ; pour son premier exercice clos le 30 juin 2000, elle a enregistré un résultat négatif de 139 KF. Les comptes de HOLY-

DIS GmbH sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe HOLY-DIS à partir de l'exercice clos le 30 juin 2000.

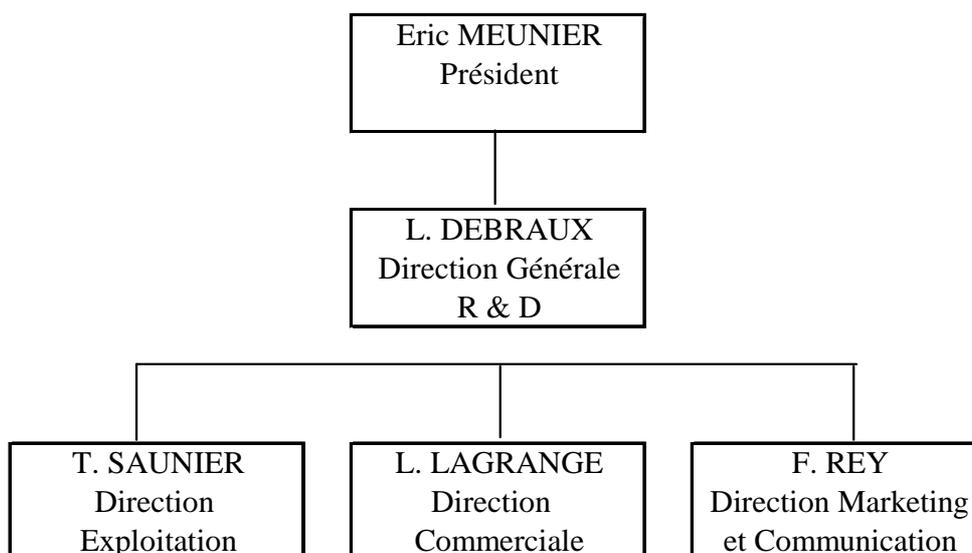
HOLY-DIS Ltd (Grande Bretagne) a été créée en juin 2000. Compte-tenu de sa date de création très récente et du caractère non significatif des opérations réalisées, HOLY-DIS Ltd n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2000, mais le sera à partir de l'exercice clos le 30 juin 2001.

Les deux filiales de HOLY-DIS ont pour objet la commercialisation des logiciels du groupe HOLY-DIS sur leur marché respectif. Ces filiales sont financées par apports en capital et en compte-courant effectués par leur société-mère HOLY-DIS S.A.

LOGEDIS S.A. (Belgique) est un éditeur de logiciels belge spécialisé dans le développement de solutions de gestion des temps. Son catalogue comprend des modules complémentaires à PLANEXA[®] pour le marché du Benelux, où il représente HOLY-DIS depuis 1995.

HOLY-DIS S.A. a pris une participation de 11,27 % dans le capital de LOGEDIS S.A. au cours du premier semestre 2000. Les autres actionnaires de LOGEDIS sont des personnes physiques extérieures au groupe HOLY-DIS.

4.2.2. Organisation fonctionnelle



Eric MEUNIER (36 ans, licencié en Informatique), fondateur de HOLY-DIS en 1988, est Président de la société.

Laurent DEBRAUX (35 ans, DEST Informatique Fondamentale), cofondateur, est Directeur Général et Directeur R&D. De 1987 à 1991, il a été Responsable Informatique chez ROBOTCONSULT.

Thierry SAUNIER (35 ans, DESS Informatique de gestion), Directeur Exploitation depuis septembre 1999, était Chef de projet puis Consultant en organisation chez MARINE CONSULTING entre 1990 et 1999.

Laurent LAGRANGE (30 ans), Directeur Commercial depuis 1997, est cofondateur de la société B.I.C. (Bordeaux Informatique Commerce), et son Gérant de 1993 à 1997.

François REY (32 ans), Directeur Marketing et Communication depuis 1998, était précédemment responsable Satisfaction Clientèle chez BANQUE DIRECTE.

4.3. Chiffres-clés du Groupe HOLY-DIS

Les comptes consolidés de HOLY-DIS intègrent HOLY-DIS GmbH à partir de l'exercice clos le 30 juin 2000 et HOLY-DIS Ltd à partir de l'exercice clos le 30 juin 2001.

| <i>En millions de francs</i> | 30/06/99* | 30/06/00 | 30/06/01p | 30/06/02p | 30/06/03p |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 16,9 | 30,2 | 40,3 | 57,4 | 80,3 |
| Résultat d'exploitation | 2,7 | 1,9 | 3,3 | 7,6 | 10,7 |
| Résultat net | 2,0 | 1,5 | 2,0 | 4,0 | 6,5 |
| MBA | 2,2 | 3,4 | 3,5 | 6,0 | 9,3 |
| Fonds propres | 5,8 | 7,6 | 18,2 | 22,2 | 28,7 |
| Endettement | 1,3 | 5,2 | 3,4 | 2,5 | 1,6 |
| Effectif équivalent temps plein | | 50 | 76 | 93 | 121 |

* : *comptes pro forma intégrant la nouvelle méthode de comptabilisation des logiciels créés (cf. § 5.1.3.3.3. en annexe des comptes consolidés).*

| <i>En millions d'euros</i> | 30/06/99* | 30/06/00 | 30/06/01p | 30/06/02p | 30/06/03p |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 2,6 | 4,6 | 6,1 | 8,7 | 12,2 |
| Résultat d'exploitation | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 1,2 | 1,6 |
| Résultat net | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 1,0 |
| MBA | 0,3 | 0,5 | 0,5 | 0,9 | 1,4 |
| Fonds propres | 0,9 | 1,2 | 2,8 | 3,4 | 4,4 |
| Endettement | 0,2 | 0,8 | 0,5 | 0,4 | 0,2 |
| Effectif équivalent temps plein | | 50 | 76 | 93 | 121 |

* : *comptes pro forma intégrant la nouvelle méthode de comptabilisation des logiciels créés (cf. § 5.1.3.3.3. en annexe des comptes consolidés).*

L'augmentation du chiffre d'affaires de 78% entre le 30/06/1999 et le 30/06/2000 est due au doublement de la force de vente qui passe de 3 à 6 commerciaux et qui a permis la signatures de nouveaux contrats cadres avec de grands comptes tels que : CHAMPION, QUICK, FNAC et la DIAC ainsi que le triplement des ventes dans le secteur des Centres d'Appels (de 4 à 12 MF)

La baisse du résultat d'exploitation et par là du résultat net au 30 juin 2000 par rapport à celui de l'exercice précédent est principalement due à deux facteurs :

- l'augmentation de la masse salariale qui représente 56% du chiffre d'affaires au 30 juin 2000 contre 52% eu 30 juin 1999. En effet, des embauches ont été faites en avance de phase par rapport au développement du CA
- une provision pour dépréciation de créance client de 1,3 MF.

Le détail des comptes prévisionnels et leurs annexes figurent au chapitre 5 § 5.2.

4.4. Activité

4.4.1. Les produits de HOLY-DIS

Editeur de logiciels spécialisé dans la planification et l'optimisation des emplois du temps, HOLY-DIS a également développé depuis trois ans, une gamme de solutions d'analyse comportementale des personnes par traitement d'images. Aujourd'hui, son chiffre d'affaires est réalisé à 80% dans l'activité planning (optimisation des emplois du temps) et à 20% dans l'analyse comportementale.

Mais la croissance très rapide du marché du planning d'une part, et les investissements très élevés en recherche et développement requis par l'activité d'analyse comportementale d'autre part, ont conduit HOLY-DIS à privilégier son métier originel, l'édition de logiciels d'optimisation des emplois du temps.

Dès l'exercice 2000/2001, l'analyse comportementale devrait représenter moins de 8% du chiffre d'affaires de la société ; à terme, HOLY-DIS envisage de céder cette activité.

L'entrée en vigueur de la loi sur les 35 heures en France et « l'explosion » du marché des centres d'appels dans toute l'Europe, provoquent une augmentation considérable de la demande de logiciels d'optimisation des emplois du temps. Ainsi, la croissance globale des ventes de licences PLANEXA pour l'exercice 1999/2000 a atteint 150 %, et sur le seul segment des centres d'appels, ce taux de croissance a été de 200 %.

Cette forte croissance s'explique essentiellement par le caractère émergent de l'activité centres d'appels en France (250* centres d'appels sur plus de 2.000 recensés en France sont équipés aujourd'hui d'une solution d'optimisation des emplois du temps - * : estimations HOLY-DIS en fonction de l'évaluation faite par la société des parcs clients des principaux éditeurs intervenant sur ce marché) ; cette croissance est également tirée par la demande naissante d'outils d'optimisation dans les secteurs du commerce spécialisé et de la restauration, non équipés à ce jour.

A) PLANEXA[®]

PLANEXA[®] est un logiciel d'optimisation des emplois du temps pour le personnel. L'objectif premier de PLANEXA[®] est d'adapter les emplois du temps du personnel de l'entreprise aux charges de travail prévisionnelles.

En adaptant les emplois du temps de manière optimale, PLANEXA[®] permet :

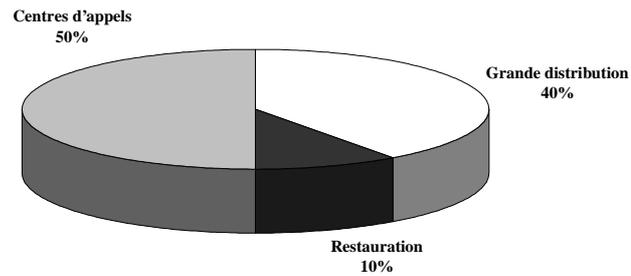
- de réduire le temps d'attente de la clientèle,
- d'optimiser les heures travaillées,
- de mieux prendre en compte les demandes des salariés : le logiciel intègre toutes les données relatives aux contraintes collectives et les informations sur chaque employé, afin de proposer des plannings optimisés pour l'ensemble du personnel, contribuant entre autres, à réduire l'absentéisme.

Les secteurs - clients pour PLANEXA[®] sont :

- la grande distribution alimentaire,
- les centres d'appels,
- la restauration.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2000, les centres d'appels dont la demande est en très forte expansion, ont dépassé la grande distribution alimentaire dans les ventes de logiciels PLANEXA[®] :

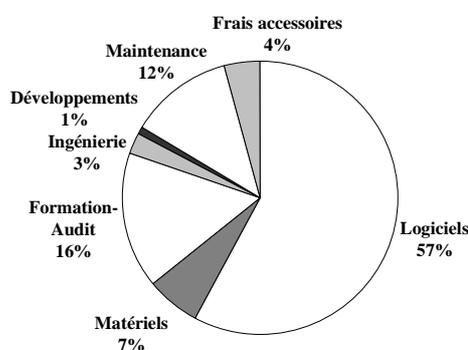
Répartition des ventes de logiciels PLANEXA



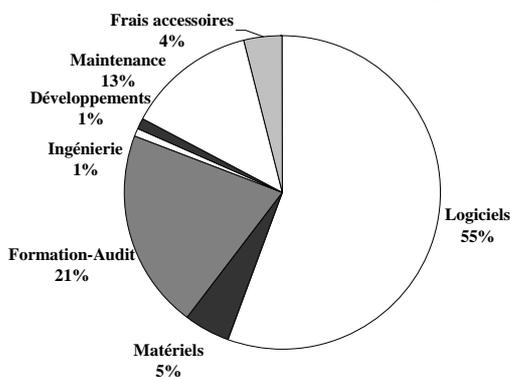
La répartition du chiffre d'affaires par activité devrait évoluer de la façon suivante :

| CA | 1999/2000 KF | % | 2000/2001 KF | % | 2001/2002 KF | % | 2002/2003 KF | % |
|--|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|
| Ventes logiciels | 17 438 | 57,8% | 22 394 | 55,6% | 32 106 | 56,0% | 44 686 | 55,6% |
| Vente matériels | 1 953 | 6,5% | 2 539 | 6,3% | 3 173 | 5,5% | 3 808 | 4,7% |
| Formation - Audit - Coordination projet | 4 812 | 15,9% | 7 218 | 17,9% | 10 971 | 19,1% | 16 456 | 20,5% |
| Ingénierie - Interventions techn. | 767 | 2,5% | 750 | 1,9% | 750 | 1,3% | 750 | 0,9% |
| Développements spécifiques | 265 | 0,9% | 400 | 1,0% | 600 | 1,0% | 900 | 1,1% |
| Maintenance | 3 703 | 12,3% | 5 335 | 13,2% | 7 498 | 13,1% | 10 504 | 13,1% |
| Frais accessoires | 1 244 | 4,1% | 1 632 | 4,1% | 2 285 | 4,0% | 3 197 | 4,0% |
| Total | 30 181 | 100,0% | 40 267 | 100,0% | 57 383 | 100,0% | 80 301 | 100,0% |

Répartition du CA 1999/2000



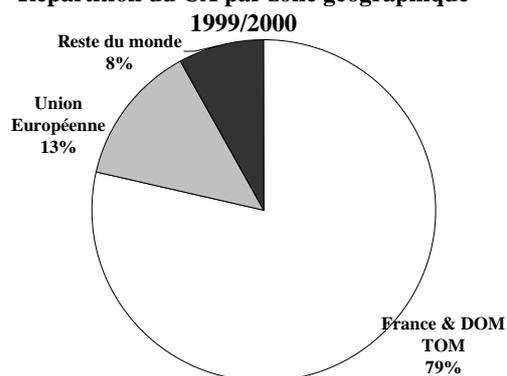
Répartition du CA en 2002/2003p



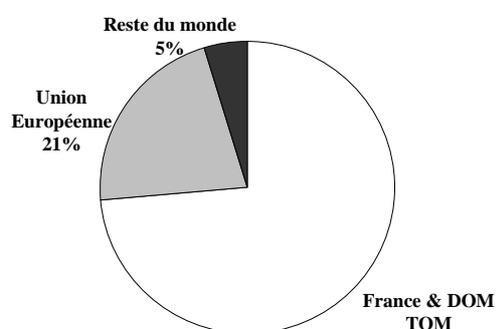
Et le chiffre d'affaires par zone géographique serait la suivante :

| CA | 1999/2000 KF | % | 2000/2001 KF | % | 2001/2002 KF | % | 2002/2003 KF | % |
|-------------------------|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|
| France & Dom-Tom | 23 702 | 78,5% | 32 176 | 79,9% | 44 856 | 78,2% | 59 224 | 73,8% |
| CEE | 4 027 | 13,3% | 5 638 | 14,0% | 9 584 | 16,7% | 17 251 | 21,5% |
| Export (reste du Monde) | 2 453 | 8,1% | 2 453 | 6,1% | 2 943 | 5,1% | 3 826 | 4,8% |
| Total | 30 181 | 100,0% | 40 267 | 100,0% | 57 383 | 100,0% | 80 301 | 100,0% |

Répartition du CA par zone géographique



Répartition du CA par zone géographique en 2002/2003p



Les avantages concurrentiels que détient HOLY-DIS résident dans :

- sa position d'acteur majeur en France,
- ses douze années d'expérience et ses 1.500 références dans 25 pays dans le monde,
- son savoir-faire et son expertise dans l'optimisation des horaires que lui procurent notamment sa maîtrise des principaux modèles mathématiques méta heuristiques appliqués à l'optimisation ; ces modèles lui permettent d'intégrer rapidement les nombreuses contraintes imposées par la législation du travail, très complexe dans les pays d'Europe Continentale, ce qui représente un atout considérable face à la concurrence des sociétés anglo-saxonnes.

B) AFFLUENCE®

Le système AFFLUENCE® analyse en temps réel les flux des visiteurs. Il est composé de caméras placés à différents points de comptage, d'un ordinateur affecté au comptage et d'un ordinateur de gestion qui intègre un module d'analyse statistique, chargé de traiter les données collectées. Il permet de définir des stratégies marketing et commerciales à partir de :

- la mesure de l'efficacité d'une action commerciale
- la mesure de la valeur d'un emplacement (merchandising)
- l'évaluation de l'affectation des effectifs et son adaptation au flux des visiteurs.

C) IZAC® et SPL VISION®

Ces deux produits sont des modules qui peuvent être intégrés au logiciel PLANEXA® pour présenter une « solution intégrale », spécifique à la grande distribution.

IZAC® permet d'anticiper le nombre de caisses à ouvrir et fermer dans l'heure qui suit ; il mesure à chaque instant le flux des visiteurs à l'entrée du point de vente, calcule le temps moyen de « promenade » à l'intérieur du magasin et la vitesse de passage aux caisses.

SPL VISION® est fondé sur la technologie du traitement d'images et scrute toutes les cinq secondes, les zones d'attente aux caisses ou aux guichets ; il indique et mémorise à chaque instant les longueurs de files d'attente.

4.4.2. Les prestations et les modalités d'intervention de HOLY-DIS

Les prestations fournies par HOLY-DIS comprennent :

➤ *La personnalisation du produit*

Les services répondant à une demande spécifique font l'objet d'une facturation supplémentaire au temps passé :

- une journée de développement spécifique : 3.000 francs HT
- une journée d'analyse : 4.000 francs HT
- une journée de coordination de projet : 6.000 francs HT.

➤ *L'installation de PLANEXA®*

La mise en place de la solution comprend quatre phases :

- un audit de l'organisation de l'entreprise
- le paramétrage du logiciel
- la formation du personnel à l'utilisation du logiciel
- un rappel de formation

Le délai entre la passation de la commande et la première intervention varie entre six et huit semaines, et le temps « d'appropriation » de l'outil par l'utilisateur est de un à trois mois.

➤ *La maintenance applicative et le support technique*

Après l'installation de la solution, HOLY-DIS met en place une maintenance applicative et un support technique propres à assurer la pérennité de la solution. Ses prestations comprennent :

- l'évolution du logiciel PLANEXA[®] à l'aide de mises à jour
- l'accès illimité au support technique (hot line) pour les utilisateurs du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures les jours ouvrés
- la fourniture d'un modem et d'un logiciel de contrôle de PC à distance si une télémaintenance doit être installée.

➤ *L'offre financière*

Elle se décompose en cinq parties :

① La licence d'exploitation PLANEXA[®]

Pour un effectif maximum de 360 personnes : 288.000 francs HT

En version client/serveur, chaque poste supplémentaire est facturé : 11.000 francs HT

② Le suivi et la coordination du projet

Chaque projet est encadré par un chef de projet qui a pour objectif d'assurer l'intégration technique et organisationnelle de PLANEXA[®] chez le client ; sa mission est facturée entre deux et trente jours suivant la nature et l'importance du projet. Une journée est facturée 6.000 francs HT.

③ La formation

La formation se déroule en quatre temps, et dure environ de 5 à 10 jours :

- l'audit 1 à 2 jour(s)
- le paramétrage du logiciel 1 à 4 jour(s) environ suivant la taille de l'effectif
- la formation à l'utilisation du logiciel 2 jours
- le rappel de formation 1 à 2 jours

Dans le cas d'une configuration client/serveur, un technicien de HOLY-DIS intervient une journée supplémentaire pour son installation.

La journée de formation est facturée 6.000 francs HT, sur justificatifs et hors frais de déplacement.

Les journées de rappel de formation additionnelles sont décidées d'un commun accord, en fonction des besoins du client.

④ Le contrat de formation annuel

Il a pour objet d'adapter PLANEXA[®] à l'évolution de l'organisation de l'entreprise et garantit la bonne utilisation des mises à jour du système. Ce contrat de formation prend effet la deuxième année d'utilisation de PLANEXA[®] et est facturé en début d'année civile. La formation annuelle se déroule sur 2 jours, elle est facturée 12.000 francs HT.

⑤ Le contrat de maintenance annuel

Il est conclu pour une première période allant de la signature du contrat de maintenance au 31 décembre de la même année. Son coût est de 15 % du prix du logiciel, facturé prorata temporis à partir de l'installation du logiciel.

Il est renouvelable par tacite reconduction pour un an, sauf dénonciation expresse par l'une des parties, trois mois avant l'échéance de la période contractuelle en cours.

➤ *Le paiement des prestations*

Les factures sont payables à 60 jours fin de mois. Notons que le chiffre d'affaires récurrent induit les contrats de maintenance et d'assistance téléphonique, représente chaque année 10 à 12 % du chiffre d'affaires de HOLY-DIS.

4.4.3. La recherche et développement

Point fort de HOLY-DIS, les activités de recherche et développement intègrent d'une part le développement de nouveaux produits et d'autre part l'adaptation des logiciels existants à la demande de la clientèle, en particulier sur les marchés étrangers.

Sur l'exercice clos le 30 juin 2000, les dépenses de recherche et développement ont représenté 7 % du chiffre d'affaires consolidé ; ce pourcentage devrait approcher 10% du chiffre d'affaires de la société au cours du prochain exercice.

Passées jusqu'à présent en charges d'exploitation, ces dépenses font pour partie l'objet d'une immobilisation à partir de l'exercice clôt au 30 juin 2000.

Parmi les nouveaux produits récemment mis au point par HOLY-DIS, citons :

- SIP, un module complémentaire de PLANEXA[®] dédié au suivi individuel du personnel,
- SHOW-IT, module de consultation intranet des emplois du temps du personnel,
- ALTAIS[®], qui permet l'analyse de la trajectoire d'un visiteur (à l'intérieur d'un hypermarché par exemple) à l'aide d'une caméra placée en hauteur enregistrant les mouvements en continu et reliée à un boîtier qui analyse les trajectoires suivies, détermine les trajectoires les plus fréquemment empruntées, la densité moyenne des flux et leur vitesse moyenne.

L'effort de recherche et développement de HOLY-DIS s'appuie sur des accords de partenariat, noués avec des laboratoires de recherche tels que CEA/LETI, le Centre d'Automatique de Lille, le Laboratoire de Robotique de Paris et l'Université Paris XIII.

Notons en outre que HOLY-DIS bénéficie de l'appui de l'ANVAR pour le développement de deux projets de comptage mobile et de suivi précis des trajectoires des clients à l'intérieur d'une surface de vente.

Pour faire face aux mutations technologiques, HOLY-DIS a engagé au début 2000 un plan de formation de ses équipes de R&D. Les nouvelles plates-formes logicielles PLANEXA[®] en cours de développement seront compatibles avec l'ensemble des bases de données standards du marché.

Une nouvelle version INTRANET de PLANEXA[®] est également en cours d'écriture, afin de permettre à HOLY-DIS de répondre aux appels d'offres des grands donneurs d'ordres, de dimension internationale, dans le secteur de la distribution et sur le segment des centres d'appels.

L'équipe de recherche et le service développement, actuellement composés de 17 personnes, devrait atteindre 23 collaborateurs avant la fin 2001.

4.5. La clientèle

HOLY-DIS compte plus de 1.500 installations dans le monde (25 pays à ce jour) ; parmi ces références, citons :

► dans la grande distribution (pour le logiciel PLANEXA®)

CARREFOUR (France, Monaco, Italie, Portugal, Turquie, Pologne, Rép. Tchèque, Singapour, Hong-Kong, Corée du Sud)
CHAMPION (France)
CORA (France, Belgique, Hongrie)
CENTRES E. LECLERC (France)
SYSTEME U (France)
INTERMARCHE (France)
BON MARCHÉ (France)
PRYCA (Espagne)
GB (Belgique)
SONAE (Portugal)
IPER (Italie)
PANORAMA (Italie)
EUROMERCATO (Italie)
CACTUS (Luxembourg)
TRAFFIC (Belgique)

► les centres d'appels (logiciel PLANEXA®)

CEGETEL (France)
ATOS (France)
GENERALE DES EAUX (France)
BANQUE DIRECTE (France)
CORTAL (France)
CREDIT AGRICOLE (France)
CREDIT MUTUEL (France)
MAISON DE VALERIE (France)
DIAC (France)
VVF (France)
OTIS (France)
CORIOLIS TELECOM (France)
TPS (France)
KERTEL (France)
FRANCE TELECOM (France)
IMA (Belgique)
SCOOT (Belgique)
BBL (Belgique)
EDF-GDF (France)

► dans la restauration (PLANEXA®)

QUICK (France)
SORREG (France)
SERRAC (France)
AUTOGRILL (France)
CAFETERIA CASINO (France)
ABBAYE DE MAREDSOU (Belgique)

► Les références pour les logiciels d'analyse comportementale (AFFLUENCE®) sont :

CENTRE COMMERCIAL 4 TEMPS à la DEFENSE
FNAC...

Sur un chiffre d'affaires de 30,1 millions de francs au 30 juin 2000, le poids des dix premiers clients de HOLY-DIS était le suivant :

| Clients | C.A. (KF) | % | % cumulé |
|--|------------------|---------------|-----------------|
| 1 CARREFOUR (France, Monde) | 3 587 | 11,92% | 11,92% |
| 2 FNAC (France, Belgique, Espagne, Portugal, Taiwan) | 1 891 | 6,28% | 18,20% |
| 3 SYSTEME U (France) | 1 554 | 5,16% | 23,36% |
| 4 QUICK (France) | 1 145 | 3,80% | 27,17% |
| 5 CHAMPION (France) | 1 140 | 3,79% | 30,95% |
| 6 LOGEDIS (Belgique) | 1 010 | 3,36% | 34,31% |
| 7 CASINO (France) | 957 | 3,18% | 37,49% |
| 8 INVESTRONICA (Espagne) | 859 | 2,85% | 40,34% |
| 9 CORA (France, Belgique, Hongrie) | 663 | 2,20% | 42,54% |
| 10 MIGROS (Suisse) | 365 | 1,21% | 43,76% |
| Total | 13 171 | 43,76% | - |

4.6. La concurrence

4.6.1. Les principaux concurrents

Depuis le vote de la première loi sur les 35 heures en France, le nombre d'intervenants sur le marché des logiciels d'optimisation et de simulation des emplois du temps s'est sensiblement étoffé ; parmi eux figurent plusieurs sociétés spécialistes de la gestion des temps.

□ DIAGS Sarl (France - 1989)

5-7 personnes. C.A. 98-99 : 3,2 millions de francs (source : Infogreffe)

Petite structure dirigée par T. EL HOR, cette société est surtout présente sur le segment des centres d'appels ; ses parts de marché dans la distribution semblent diminuer. La politique salariale de l'entreprise entraîne un turn-over élevé. La société réalise une part marginale de son chiffre d'affaires à l'export.

□ **Q-MAX Limited (U.K. – 1992)**

10-20 personnes. C.A. 99 <10 millions de francs (source : estimations HOLY-DIS)

Société spécialisée dans les centres d'appels (250 à 300 références en Europe). Sa politique commerciale, par l'intermédiaire de distributeurs, ne s'est pas révélée très efficace en France, d'autant que son produit n'est pas disponible en version française. Mais c'est un concurrent sérieux et actif sur le segment des centres d'appels en Europe du nord, à l'instar de tous ses confrères anglo-saxons.

□ **T.C.S. MANAGEMENT Corp. (U.S.A. - 1975)**

250 – 300 personnes. C.A. 98 : 200 millions de francs (source T.C.S.)

Leader mondial de l'optimisation des emplois du temps en centres d'appels (de 1.500 à 2.000 références estimées, essentiellement aux USA), T.C.S est le concurrent de référence sur le marché des centres d'appels. T.C.S. dispose d'une filiale au Royaume-Uni et de bureaux en Allemagne et aux Pays-Bas. Ses équipes sont reconnues pour leurs compétences mais les coûts d'acquisition de la solution sont très élevés car les appels d'offres sont traités comme des projets. T.C.S. appartient au groupe américain ASPECT (800 M\$- coté au Nasdaq) avec lequel il a fusionné au début 2000.

□ **BLUE PUMPKIN Corp. (U.S.A. - 1996)**

100 personnes. C.A. 99 : 45* millions de francs (* : source BLUE PUMPKIN et estimations HOLY-DIS)

BLUE PUMPKIN est le principal challenger de T.C.S. Créée il y a trois ans, la société est indépendante et financée par capital risque (38,7 M\$ levés depuis sa création). Elle comptait 325 centres d'appels équipés au 31 décembre 1999, essentiellement aux U.S.A. BLUE PUMPKIN arrive aujourd'hui en Europe où elle fait preuve d'un excellent marketing et dispose d'équipes dynamiques et d'un réseau dense de partenaires distributeurs. Sa stratégie consiste à suivre T.C.S. sur ses marchés-cibles dans le but de conquérir le leadership mondial sur le segment des centres d'appels. La société est présente en France depuis un an par l'intermédiaire d'un partenaire distributeur. Sa politique de vente indirecte en Europe la pénalise et entraîne un faible taux de pénétration.

□ **CARE INTERACTIVE SOFTWARE (U.K. - 1992)**

30-40 personnes – C.A. 98 : 20 millions de francs (source Dun & Bradstreet)

Société essentiellement présente sur le segment de la distribution spécialisée, CARE INTERACTIVE SOFTWARE compte plusieurs milliers d'installations au Royaume-Uni, très peu en Europe Continentale, où elle ne semble pas souhaiter jouer un rôle actif.

□ **TEMPOSOFT SA (France – 1998)**

80 personnes – C.A. 99 : 5* millions de francs (* : source : INFOGREFFE)

Start-up créée par P. CESARINI avec le soutien d'ILOG, TEMPOSOFT dispose du soutien d'actionnaires institutionnels (CDC, ATLAS VENTURE) qui lui ont apporté plus de 60 millions de francs en deux ans. Ses produits TEMPO PLANNER et TEMPO SCHEDULER, développés à l'aide des composants d'optimisation de la société ILOG, se veulent « génériques » et donc destinés à tous secteurs d'activité. Elle a installé des filiales en Angleterre et en Allemagne après dix huit mois d'existence et plus récemment aux Etats-Unis. Après avoir ouvert récemment son capital à l'un de ses principaux clients, le groupe MARKS & SPENCER (MARKS & SPENCER VENTURE), TEMPOSOFT mène une politique de marketing et de communication très dynamique et annonce une introduction prochaine en bourse.

☐ **CHRONOTIQUE SA (France - 1978)**

Effectif : 45. C.A. 98 : 25* millions de francs (* : source ASG Conseil)

Société spécialisée à l'origine dans la gestion des temps, ADID a intégré dans sa solution un module d'optimisation des emplois du temps en utilisant les composants d'optimisation de la société COSYTEC, concurrente d'ILOG. CHRONOTIQUE est un concurrent pour HOLY-DIS sur le secteur du commerce spécialisé, où HOLY-DIS est encore peu présente.

☐ **ADID SA (France – 1986)**

20-30 personnes. C.A. 98* : 22,5 millions de francs (* : source estimations HOLY-DIS)

Également spécialiste à ses débuts dans la gestion des temps, elle a depuis intégré dans sa solution un module d'optimisation des emplois du temps à partir des composants d'optimisation de la société ILOG. Elle a fait l'objet d'une prise de contrôle par ADP-GSI en 1998.

☐ **CEACTI SA (France - 1980)**

90 personnes - C.A. 98 : 41 millions de francs (source ASG conseil)

Spécialiste à l'origine dans la gestion des temps, elle a également intégré dans sa solution un module d'optimisation des emplois du temps fondé sur la technologie ILOG. Elle a été rachetée par GFI INFORMATIQUE en mars 1999.

Aucune des sociétés citées n'est cotée.

Après le « temps des pionniers », où sont apparus les premiers logiciels de gestion du temps et où les intervenants ont fait l'apprentissage du métier auprès de la grande distribution, le marché européen est entré dans une phase de développement accéléré marqué par :

- « l'explosion » de la demande sur le segment des centres d'appels,
- la « professionnalisation » de la demande : la clientèle devient plus exigeante en matière de performances du produit et de qualité des prestations fournies dans le cadre de la maintenance, l'assistance technique et la formation du personnel utilisateur,
- l'arrivée de concurrents étrangers, notamment anglo-saxons, attirés par le potentiel de croissance que présente l'Europe où la grande distribution reste sous-équipée et le marché des centres d'appels est en pleine expansion.

Cette évolution aboutira à terme, à la concentration du secteur au profit des compétiteurs qui auront su :

- maintenir leurs efforts de recherche et développement,
- faire évoluer leurs produits pour les rendre plus fiables, mieux adaptés et plus ouverts aux environnements d'une clientèle internationale,
- intégrer un personnel qualifié et suffisant pour faire face à la demande,
- mettre en place un support technique performant,
- et acquérir des positions sur l'ensemble du marché européen voire mondial, afin de rentabiliser leurs dépenses de recherche et développement.

4.6.2. Critères différenciateurs d'HOLY-DIS

- **une technologie et une offre avancées,**
- **un positionnement multi secteurs,**
- **une position significative en France.**

Une technologie et une offre plus avancées que ses concurrents :

A la différence de la plupart de ses concurrents, HOLY-DIS intègre dans sa solution d'optimisation des emplois du temps un véritable générateur d'horaires :

- conçu pour traiter des problèmes d'optimisation de tous niveaux de complexité,
- adaptable et adapté à différents secteurs d'activité,
- facile à faire évoluer.

HOLY-DIS est, par ailleurs, entièrement maître des technologies d'optimisation qu'elle emploie, au contraire de nombreux concurrents qui utilisent des composants logiciels standards , rapides à mettre en œuvre mais aujourd'hui inadaptés aux problèmes d'optimisation peu contraints rencontrés notamment sur les secteurs de la grande distribution et des centres d'appels.

Un positionnement multi-secteurs

Les concurrents anglo saxons d'HOLY-DIS ont fait le choix de développer leur offre sur un secteur exclusif d'activité, le plus souvent celui des centres d'appels, ce qui les rend dépendants du moindre retournement de conjoncture en ce domaine.

HOLY-DIS a su développer une offre commerciale multi-secteurs qui atténue les risques liés aux fluctuations conjoncturelles et accroît au contraire les effets de levier en période de forte demande.

Une position significative en France

En France, les implantations des concurrents directs étrangers de HOLY-DIS au travers de leurs distributeurs restent très modestes.

Les principaux concurrents français de HOLY-DIS, arrivés tardivement sur le marché de l'optimisation des emplois du temps sous l'impulsion de l'effet 35 heures, souffrent d'un manque de références face aux 1.500 installations que compte la société en France et dans le monde, qui peut par ailleurs capitaliser sur douze années d'expérience.

HOLY-DIS compte aujourd'hui plus de 130 d'appels équipés en France avec PLANEXA sur les 250* dotés à ce jour d'une solution d'optimisation d'emplois du temps (* : estimations HOLY-DIS).

HOLY-DIS équipe en outre environ 880 super et hypermarchés en Europe, dont près de 640 en France. Environ 400 hypermarchés en France sont équipés d'une solution d'optimisation des emplois du temps HOLY-DIS soit 40 % * du parc d'hypermarchés (* : sur 1.000 hypermarchés en France : source LSA).

HOLY-DIS équipe enfin près de 400 restaurants rapides et cafétérias en France. HOLY-DIS est, à sa connaissance, le seul fournisseur de solutions d'optimisation des emplois du temps actif en France dans ce secteur d'activité.

4.7. Le marché et la stratégie commerciale de HOLY-DIS

4.7.1. Le marché : les secteurs porteurs

Les ventes de PLANEXA[®] se concentrent aujourd'hui sur trois secteurs :

- La distribution : grande distribution et commerces spécialisés,
- les centres d'appels,
- la restauration rapide (fast-food, cafétérias).

Le cabinet d'études américain CAHNERS IN-STAT GROUP prévoit que le marché des logiciels de planification du personnel passera de 128 millions de dollars aux Etats-Unis à 1.000 millions de dollars dans le monde d'ici 2003.

Source : « Workforce Management Software : a market assessment » par Paul Stockford, publié en avril 1999.

A) Le commerce

Après douze années de présence, la distribution reste un marché essentiel pour HOLY-DIS, compte tenu des opportunités de déploiement que conserve encore PLANEXA[®] malgré sa position de leader.

a) Les hypermarchés et supermarchés

Si les hypermarchés sont aujourd'hui équipés pour leurs services caisses (hors indépendants qui présentent un potentiel important), les supermarchés et l'ensemble du commerce spécialisé restent encore à pourvoir aujourd'hui, en France et en Europe, ainsi que les linéaires (personnel en rayons) des hypermarchés.

Le secteur est difficile et les prix « serrés », du fait de la politique d'achat des groupes de distribution ; la concurrence est peu présente, sauf au Royaume Uni.

Ce marché est constitué de plus de 8.000* supermarchés (7.000*) et hypermarchés (1.000*) en France et plus de 40.000 hypermarchés et supermarchés en Europe (* : sources LSA et HOLY-DIS) ; le taux d'équipement est de 20 % en Europe et « l'enveloppe moyenne » par site est de 50.000 francs pour une solution PLANEXA, et de 150.000 francs pour une solution « Intégrale » composée de PLANEXA, IZAC et SPL VISION. Le marché européen présente une demande potentielle de 2 milliards de francs. La croissance viendra en partie de l'accroissement du parc de supermarchés dans les pays d'Europe Orientale, en particulier en Pologne, en Hongrie et dans la République Tchèque.

b) Les chaînes de magasins spécialisés (réseaux de plus de 50 points de vente)

Ce marché est constitué de plus de 65.000 points de vente en France et de plus de 400.000 points de vente en Europe ; il est marqué par un renouvellement permanent des enseignes, dont les apparitions et disparitions sont nombreuses et fréquentes.

Le taux d'équipement est estimé à 5 %. La France est relativement sous-équipée par rapport à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne. Seuls les grands réseaux présentant des effectifs importants sont des clients potentiels pour HOLY-DIS.

Pour une enveloppe moyenne de 10.000 francs, le marché européen potentiel serait de 4 milliards de francs.

B) Les centres d'appels

Ils constituent un marché récent qui s'est développé depuis 1997 ; les marges sont importantes et attirent une concurrence de plus en plus nombreuse. HOLY-DIS est passé de 0 à 130 centres d'appels équipés en France en l'espace de 30 mois (sur 250* centres équipés actuellement. * : estimations HOLY-DIS), preuve du dynamisme du marché, qui est devenu le plus important dans le chiffre d'affaires de HOLY-DIS en 1999/2000. La société ambitionne de devenir un acteur majeur en Europe en acquérant 13 % du marché des centres d'appels de plus de 20 agents d'ici trois ans.

La clientèle des centres d'appels demande le plus souvent une personnalisation de l'application, ce qui génère un chiffre d'affaires supplémentaire en prestations de services, mais requiert des équipes de développement plus étoffées, contribuant à l'alourdissement des frais de personnel de HOLY-DIS.

Le nombre de centres d'appels recensés en France est supérieur à 2.000* (* : source DATAMONITOR).

DATAMONITOR, qui estime à 12.600* le nombre de centres d'appels opérant en Europe en 1999, prévoit que le marché atteindra 27.900* centres d'appels à l'horizon 2003, soit un taux de croissance de près de 22 % par an en moyenne sur la période.

Le taux d'équipement en Europe est de 5 % et l'enveloppe moyenne pour l'équipement d'un site est de 150.000 francs ; le marché potentiel total en Europe approche les 4 milliards de francs.

(* : source DATAMONITOR).

C) La restauration rapide et les cafétérias

Il représente le troisième segment de marché pour HOLY-DIS ; il est constitué pour l'essentiel de grands comptes. La concurrence en Europe est actuellement inexistante. Les marges sont faibles : les groupes de restauration appartiennent souvent à des grands groupes de distribution et pratiquent les mêmes politiques d'achat.

Ce marché est constitué de plus de 3.000* restaurants en France et de 20.000* restaurants en Europe (* : estimations HOLY-DIS). Le taux d'équipement est de 5 %, l'enveloppe moyenne par site est de 15.000 francs et la demande potentielle est de 300 millions de francs. Comme la distribution spécialisée, la restauration rapide se caractérise par le renouvellement fréquent des enseignes.

D) Le secteur de la santé

Le marché des hôpitaux et cliniques est un marché actif mais les marges ne sont pas très élevées et les délais de paiement assez longs (secteur public pour l'essentiel).

HOLY-DIS n'est pas présente mais envisage d'y intervenir. Un seul concurrent est identifié en France.

Le marché potentiel comprend environ 5.000* établissements en France et plus de 30.000* en Europe (* : estimations HOLY-DIS).

E) Les réseaux d'agences

Ils incluent le secteur bancaire et les établissements de crédit, les compagnies d'assurance et les services publics ou semi-publics. La gestion des emplois du temps du personnel y est très complexe et l'application de la loi sur les 35 heures suscite de nouveaux besoins, bien qu'ils ne soient pas toujours clairement exprimés et définis.

Ce segment de marché est une cible à moyen terme pour HOLY-DIS ; il requiert le développement d'une ligne spécifique, adaptée aux réseaux régionaux, nationaux ou continentaux d'agences.

Le marché potentiel comprend 561* réseaux en France, plus de 8.000* en Europe, soit 25 500* agences en France et plus de 150.000* en Europe (* Source : Association Française de Banques – données 1998).

4.7.2.La stratégie commerciale de HOLY-DIS

En France, HOLY-DIS occupe une position de leader sur les segments de la grande distribution (avec une part de marché estimée à 40 % sur les hypermarchés) et des centres d'appels, deux secteurs porteurs, le premier du fait de son faible taux d'équipement et le second du fait de sa très forte croissance.

HOLY-DIS souhaite renforcer ses positions sur le segment du commerce et porter sa part de marché en grande distribution et distribution spécialisée à 30 % en France.

Sur le segment des centres d'appels, HOLY-DIS est le principal intervenant en France avec 130 centres équipés sur 250* centres équipés actuellement (* : estimations HOLY-DIS) ; la société ambitionne de devenir un acteur majeur en Europe en acquérant 13 % du marché des centres d'appels de plus de vingt agents d'ici trois ans.

Enfin, HOLY-DIS s'engagera sur les marchés des réseaux d'agences et de la santé, qui devraient constituer les relais de croissance de la société à moyen - long terme.

Afin d'atteindre ces objectifs, HOLY-DIS assoiera sa stratégie commerciale sur :

- la recherche de partenaires prescripteurs et intégrateurs de ses logiciels en France et en Europe,

- l'implantation de filiales commerciales dans les pays limitrophes (voir paragraphe 4.10 Le développement international), afin de faire de PLANEXA® le produit leader pour la planification et l'optimisation des emplois du temps.

4.8. Les moyens techniques – Les investissements

| <i>En milliers de francs</i> | 30/06/99 | 30/06/00 | 30/06/01p | 30/06/02p | 30/06/03p |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Capacité d'autofinancement | 2.194 | 3.438 | 3.495 | 6.037 | 9.307 |
| Investissements incorporels | 65 | 1.266 | 2.100 | 2.100 | 2.100 |
| Investissements corporels | 791 | 1.125 | 1.004 | 1.765 | 3.153 |
| Investissements financiers | 51 | 155 | 0 | 0 | 0 |
| Total des investissements | 907 | 2.546 | 3.104 | 3.865 | 5.253 |

Les investissements corporels se composent principalement d'agencements, de matériels de bureaux, de matériels informatiques (serveurs et postes de travail), ainsi que des logiciels nécessaires à l'activité d'édition (plates-formes de développement, système d'exploitation et suites logicielles bureautiques).

| <i>Locaux</i> | Adresse | commentaires | Surf. M2 | Propriétaire | Loyer KF (HT) par an |
|---------------|---|---------------|----------|-------------------|---|
| HOLY-DIS SA | Immeuble "Le Charlebourg" 14-30, Rue de Mantes 92711 Colombes Cedex | Sous-location | 408 m2 | SCI MDH1 | 264 soit 647 F/m2 |
| HOLY-DIS SA | Immeuble "Le Charlebourg" 14-30, Rue de Mantes 92711 Colombes Cedex | Location | 396m2 | SCI MDH2 | 386 soit 975 F/m2 |
| HOLY-DIS SA | Immeuble "Le Charlebourg" 14-30, Rue de Mantes 92711 Colombes Cedex | Location | 213m2 | SCI MDH3 | 180 soit 845 F/m2 |
| Total surface | | | 1 017 m2 | | 830 soit 816 KF/m2 en, moyenne |
| HOLY-DIS SA | Immeuble "Le Charlebourg" 14-30, Rue de Mantes 92711 Colombes Cedex | Location | 220m2 | SCI MANTES ROC | 203 soit 923 F/m2 |

Messieurs MEUNIER et DEBRAUX sont les actionnaires majoritaires des SCI MDH1, MDH2 et MDH3.

La société HOLY-DIS est locataire des locaux situés au 14-30, rue de Mantes, 92711 Colombes cedex, dans l'Immeuble « Le Charlebourg ».

Elle occupe les 408 m² du 4^{ème} étage du Bâtiment A, qu'elle loue avec 10 emplacements de parking à la SCI MDH depuis le mois de février 1998.

Elle occupe les 396 m² du 1^{er} étage du Bâtiment A, qu'elle loue avec 10 emplacements de parking à la SCI MDH2 depuis le mois de juillet 2000.

Enfin, elle occupe les 213 m² du 5^{ème} étage du Bâtiment D, qu'elle loue avec 4 emplacements de parking à la SCI MDH3 depuis le mois d'octobre 2000.

Elle occupe 220 des 396 m² du 2^{ème} étage du Bâtiment A, qu'elle loue avec 9 emplacements de parking à la SCI MANTES ROC depuis le mois de mai 1999.

Les actionnaires n'ont aucun lien avec la SCI MANTES ROC.

Selon une expertise effectuée par le Cabinet BOURDAIS EXPERTISE en date du 8 janvier 2000, conformément aux baux signés entre la société HOLY-DIS et les trois SCI :

- MDH 1 : 408 m² + 10 parkings en date du 10/12/97 pour 9 ans,
- MDH 2 : 396 m² + 10 parkings en date du 1/07 :2000 pour 9 ans,
- MDH 1 : 213 m² + 10 parkings en date du 1/10/2000 pour 9 ans,

le loyer global versé par la Société HOLY-DIS, de 830.500 F est légèrement inférieur à la valeur locative du marché du 1^{er} trimestre 2001 e 983.550 F.

Les baux entre la société HOLY-DIS et les SCI MDH, MDH2 et MDH3 prévoient dans leur article 10 une indexation du loyer en fonction de la variation de l'indice national de la construction publié trimestriellement.

4.9. Les ressources humaines

| Effectifs en équivalent temps plein | 30/06/00 | 30/06/01p | 30/06/02p | 30/06/03p |
|-------------------------------------|-----------|------------------|------------------|-------------------|
| Effectif productif | 23 | <u>41</u> | <u>50</u> | <u>72</u> |
| Effectif de structure | 14 | <u>19</u> | <u>25</u> | <u>29</u> |
| Effectif R & D | 13 | <u>16</u> | <u>18</u> | <u>20</u> |
| Total | 50 | <u>76</u> | <u>93</u> | <u>121</u> |

Le salaire moyen annuel sur l'exercice 1999/2000 a été de 215.340 francs brut. Il était de 200.108 francs brut sur l'exercice 1998/1999 et de 212.166 francs brut en 1997/1998.

La moyenne d'age des collaborateurs de l'entreprise est d'environ 30 ans.

L'effectif est composé à 38% de femmes.

Les niveaux de formation oscillent de bac +2 pour les postes d'assistantat à bac+5 pour les postes d'encadrement.

Le recrutement s'effectue par annonce presse et internet pour les postes opérationnels.

Les postes d'encadrement, les ingénieurs commerciaux et les ressources en recherche & développement sont essentiellement recrutés en faisant appel à des cabinets de recrutement spécialisés et par cooptation.

Le turn over sur les douze derniers mois est d'environ 11%.

Un accord sur les 35 heures a été mis en place dans l'entreprise au premier juillet 2000.

Il prévoit une durée de 1600 heures de travail par an, sur la base d'un horaire journalier de 7h80. La durée de travail hebdomadaire restant maintenue à 39 heures, les salariés travaillent 205 jours sur une période de 12 mois, avec en moyenne 22 jours de RTT par an.

Cet accord prévoit en outre une éventuelle modération salariale à l'issue de la première période d'observation de un an, dans le but de préserver la compétitivité de l'entreprise. Il n'existe pas à ce jour de plan de stocks-options.

4.10. Les partenaires

Le principal partenaire de HOLY-DIS est la société LOGEDIS (Belgique) dont HOLY-DIS a acquis 11,27% du capital au cours du dernier exercice et la société.

HOLY-DIS travaille en outre avec différents intervenants dans le secteur des centres d'appels qui jouent le rôle d'apporteurs d'affaires.

Les principaux sont ORGA CONSEIL, NCR, ALCATEL. Ces sociétés n'ont pas de liens capitalistiques avec HOLY-DIS.

4.11. Les fournisseurs

Les principaux fournisseurs de HOLY-DIS sont des fabricants de caméras et de cartes d'acquisition vidéo (SENSORMATIC, STENTORIUS) utilisées dans l'installation des produits IZAC, SPL VISION et AFFLUENCE, et des grossistes en matériels informatiques (INGRAM MICRO).

La part des achats représentent 3,1% du chiffre d'affaires total consolidé, base 30 juin 2000.

4.12. Le développement international

HOLY-DIS a fait ses premiers pas hors du territoire national dès 1992, avec la signature d'un contrat de vente du logiciel GESTHOR à la filiale belge du groupe de distribution CORA.

Elle a, depuis, notablement développé des ventes à l'étranger, où elle a réalisé **21%** de son chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 30 juin 2000, dont 13 % dans les pays de l'Union Européenne et 8 % dans le reste du monde.

En 1999, HOLY-DIS a entamé une politique plus volontariste à l'international, avec l'implantation d'une filiale en Allemagne, puis en Grande-Bretagne au mois de juin dernier. Les résultats de ces filiales ne sont pas encore significatifs mais elles permettent à HOLY-DIS d'étudier les marchés locaux et les différentes possibilités de les aborder, avant de renforcer les équipes de vente, les structures de développement et le support technique (assistance, traduction...) à l'aide d'effectifs recrutés sur place.

Après l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les marchés-cibles sont l'Italie, le Benelux, l'Espagne, le Portugal, puis le reste de l'Europe ; dans ces pays où la demande est en forte croissance et la concurrence déjà présente, HOLY-DIS adoptera une politique de vente directe et le développement de réseaux prescripteurs, en capitalisant sur la notoriété déjà acquise auprès de la grande distribution et sur l'avance technologique dont elle dispose avec PLANEXA®.

A moyen terme, HOLY-DIS envisage de s'implanter aux Etats-Unis à l'aide d'une opération de croissance externe ou au travers d'un accord de partenariat.

Les résultats de cette politique devrait être significatifs dès l'exercice 2002/2003 ; à cet horizon, le chiffre d'affaires réalisé à l'international devrait atteindre 26% du chiffre d'affaires consolidé.

4.13. Les facteurs de risques

4.13.1. Le risque de non-paiement

Au 30 juin 2000, le montant des provisions pour dépréciation de créances clients était de 1 550 KF, égal à 9,05% du montant total des créances clients, qui était de 17 122 KF.

L'insuffisance des procédures internes de recouvrement liée à la très forte croissance observée sur le dernier exercice fiscal clos au 30 juin 2000 a donné lieu à des provisions pour dépréciation portant sur certaines créances anciennes dont le recouvrement peut apparaître comme difficile.

Des actions correctives ont été mises en place à partir du second trimestre 2000 et ont permis de pallier l'insuffisance constatée dès le troisième trimestre 2000. Du personnel administratif supplémentaire a notamment été recruté, et les procédures de relances systématisées.

Il n'y a donc plus actuellement de difficultés de recouvrement des créances récentes.

4.13.2. Difficultés de recrutement

La très bonne conjoncture actuelle du marché des services informatiques et les perspectives favorables à trois ans ont pour conséquence de rendre difficile le recrutement de personnels qualifiés.

La politique de HOLY-DIS pour attirer de nouveaux talents consiste à :

- proposer une rémunération attractive dans le haut des fourchettes moyennes de chaque marché,
- intéresser le personnel aux résultats de l'entreprise, offrir une organisation exemplaire du temps de travail et de loisirs dans le cadre de l'accord 35 heures, avec plus de 20 jours de RTT par an,
- proposer des perspectives de carrière en interne et par mutation, notamment dans les futures filiales européennes de la société.

Le turn over sur les douze derniers mois est d'environ 11%, sensiblement inférieur au ratio du marché, supérieur à 20% selon la CFE-CGC (Jean-Caude Langolf, Président – Interview donnée à l'hebdomadaire 01 INFORMATIQUE du 10 octobre 2000).

4.13.3. La réduction de la durée du travail

Un accord sur les 35 heures a été conclu avec les salariés de l'entreprise ; il est entré en vigueur le 1^{er} juillet dernier. Son impact financier sur les comptes prévisionnels devrait être

neutralisé, la société ayant relevé au 1^{er} juillet 2000 les tarifs de ses produits et prestations de 10 à 20%, hausse destinée à compenser la mise en place des 35 heures et les tensions sur les salaires concernant notamment les informaticiens.

L'impact des 35 heures sur les exercices 2001-2002 et 2002-2003 sera neutralisé par la forte augmentation du CA par salarié (de 531 KF en 2000/2001 à 664 KF en 2002/2003), liée mécaniquement chez un éditeur de logiciels à l'évolution sensible du CA sur la période.

4.13.4. Le risque de change

Les devises de facturation sur l'exercice 99/00 étaient à 99% le Franc et les principales monnaies de la zone Euro.

Le solde, soit moins de 1% du CA, est constitué de facturations en dollars US.

4.13.5. Contrefaçon

Les logiciels sont protégés contre la copie et nécessitent une intervention téléphonique d'HOLY-DIS pour procéder à leur installation : par ailleurs, leur spécificité en font des outils sur lesquels des actions de maintenance sur le matériels (AFFLUENCE, SPL VISION, IZAC) et de support téléphonique (PLANEXA) sont régulièrement nécessaires, réduisant ainsi le risque d'utilisation frauduleuse à un faible niveau.

4.13.6. Brevets, marques et licences

Les marques HOLY-DIS, PLANEXA, IZAC, SPL VISION, AFFLUENCE, ALTAIS et CAPTIVA appartiennent à la société HOLY-DIS et ont toutes été enregistrées à l'INPI. Ces marques sont protégées uniquement en France.

4.13.7. Le risque de taux

Les emprunts sont à 40% à taux fixe (fourchette 5% – 6 %) et pour 60% à taux variable, indexés sur l'euribor.

4.13.8. Risques réglementaires

Les activités de HOLY-DIS ne dépendent ni d'autorisations légales réglementaires ou administratives, ni de procédures d'homologation.

Toutefois, les utilisateurs de PLANEXA doivent faire une déclaration à la CNIL dans le cadre de la loi informatique et libertés.

4.13. Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de la société, il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou de litiges, pouvant avoir, ou ayant eu dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de HOLY-DIS.

GLOSSAIRE

ACD – Automatic Call Distributor

Système de distribution automatique des appels entrants sur un centre d'appels vers les postes différents télé-opérateurs.

Méta-heuristique

Une heuristique est une méthode de recherche conçue en fonction d'un problème précis (et ne pouvant donc pas s'appliquer à un autre problème de même type). Elle vise à résoudre graduellement un problème, sans définir au départ le nombre et le type d'étapes à suivre, mais en tenant compte des résultats obtenus au fur et à mesure. Cette approche se distingue de l'algorithme en ce qu'elle n'est pas fondée sur un modèle formel et qu'elle n'aboutit pas nécessairement à une solution.

PPC – Programmation Par Contraintes

Méthode de programmation qui permet d'exprimer sous forme informatique et avec un formalisme propre, les contraintes d'un problème, afin de trouver les solutions qui satisfont ces contraintes.

Recuit simulé

Simulation logicielle d'une méthode utilisée en métallurgie ou en cristallographie : le recuit. Elle consiste à chauffer un métal (cristal) puis à le refroidir progressivement afin de l'amener à l'état optimal voulu. Le recuit simulé est une méta-heuristique adaptée à des problèmes complexes d'optimisation.

Technologie COSYTEC

Technologie de PPC (Programmation Par Contraintes) concurrente de celle d'ILOG.

Technologie ILOG

Technologie de PPC.

Chapitre 5. PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS

5.1. Comptes consolidés au 30 juin 2000

- **Bilan**
- **Compte de résultat**
- **Annexe**
- **Rapport des Commissaires aux comptes**

5.2. Comptes consolidés prévisionnels au 30 juin 2001, 2002 et 2003

- **Compte de résultat**
- **Bilan**
- **Capacité d'autofinancement**
- **Tableau de financement**
- **Annexe**
- **Attestation des Commissaires aux comptes**

5.3. Comptes sociaux au 30 juin 1998, 1999 et 2000

- **Bilan**
- **Compte de résultat**
- **Tableau de financement**
- **Annexe**
- **Rapports général et spécial des Commissaires aux comptes**

5.1. COMPTES CONSOLIDES

5.1.1. Bilan

| ACTIF | 30 juin 2000 | | | 30 juin 1999 |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------------------------------|
| | EN FRANCS FRANÇAIS | Brut | Amort./Prov. | (pro forma consolidé) Net |
| Immobilisations incorporelles | 1 419 291 | -175 102 | 1 244 189 | 456 286 |
| Immobilisations corporelles | 2 765 861 | -986 392 | 1 779 469 | 1 276 458 |
| Immobilisations financières | 272 169 | | 272 169 | 116 800 |
| ACTIF IMMOBILISE | 4 457 321 | -1 161 494 | 3 295 827 | 1 849 544 |
| Stocks | 174 766 | | 174 766 | 206 385 |
| Avances sur commandes | 77 303 | | 77 303 | 37 576 |
| Clients | 17 121 918 | - 1 549 800 | 15 572 118 | 9 153 288 |
| Autres créances | 3 117 686 | 0 | 3 117 686 | 603 599 |
| Valeurs mobilières de placement | 536 785 | -167 062 | 369 723 | 916 358 |
| Disponibilités | 765 964 | | 765 964 | 598 297 |
| Charges constatées d'avance | 185 245 | | 185 245 | 106 029 |
| ACTIF CIRCULANT | 21 979 667 | -1 716 862 | 20 262 805 | 11 621 532 |
| TOTAL GENERAL | 26 436 988 | - 2 878 356 | 23 558 632 | 13 471 075 |

| PASSIF | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 (pro forma consolidé) |
|--|---------------------|---|
| EN FRANCS FRANÇAIS | | |
| Capital | 1 041 000 | 1 000 000 |
| Autres réserves | 5 125 368 | 3 044 389 |
| Réserves consolidées | -627 | 20 958 |
| Résultat de l'exercice | 1 457 442 | 1 963 077 |
| CAPITAUX PROPRES | 7 623 183 | 6 028 424 |
| Avances conditionnées | 601 800 | 480 000 |
| AUTRES CAPITAUX PROPRES | 601 800 | 480 000 |
| <u>Provisions pour risques et charges</u> | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 16 834 | 6 743 |
| TOTAL DES PROVISIONS | 16 834 | 6 743 |
| <u>Dettes :</u> | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 4 646 173 | 815 109 |
| Avances sur commandes | 293 123 | 7 497 |
| Fournisseurs | 3 308 051 | 1 202 746 |
| Dettes fiscales et sociales | 4 836 445 | 3 419 778 |
| Autres dettes | 64 724 | 148 786 |
| Produits constatés d'avance | 2 168 299 | 1 361 990 |
| TOTAL DES DETTES | 15 316 815 | 6 955 906 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 23 558 632 | 13 471 075 |

5.1.2. Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 (pro forma consolidé) |
|---|-------------------|--|
| EN FRANCS FRANÇAIS | | |
| <u>Produits d'exploitation :</u> | | |
| Vente de marchandises | 1 952 773 | 1 464 838 |
| Production vendue de biens | 17 437 830 | 9 550 635 |
| Production vendue de services | 10 790 577 | 5 896 885 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 30 181 180 | 16 912 358 |
| <hr/> | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | 811 300 | 382 647 |
| Subventions d'exploitation | 40 000 | 44 100 |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | 52 815 | 98 962 |
| Autres produits | 62 | 2 575 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 31 085 357 | 17 440 643 |
| <hr/> | | |
| <u>Charges d'exploitation :</u> | | |
| Achats de marchandises | 934 084 | 955 103 |
| Variation de stocks | 31 620 | -60 001 |
| Achats de matières premières et autres approv. | | |
| Variation de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 8 757 177 | 4 147 198 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 635 020 | 462 906 |
| Salaires et traitements | 11 994 333 | 6 364 832 |
| Charges sociales | 4 864 189 | 2 448 240 |
| Dotations aux amortissements | 611 810 | 387 671 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | 1 334 984 | |
| Dot. aux provisions pour risques et charges | 10 091 | 4 902 |
| Autres charges | 1 014 | 6 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 29 174 322 | 14 710 857 |
| <hr/> | | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 1 911 035 | 2 729 786 |
| <hr/> | | |
| Produits financiers | 613 948 | 281 732 |
| Charges financières | 310 894 | 218 868 |
| RESULTAT FINANCIER | 303 054 | 62 864 |
| <hr/> | | |
| Produits exceptionnels | 87 500 | 33 361 |
| Charges exceptionnelles | 115 029 | 5 840 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -27 529 | 27 521 |
| <hr/> | | |
| Participation des salariés | | |
| Impôt sur les bénéficiaires | 729 118 | 857 094 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 1 457 442 | 1 963 077 |
| <hr/> | | |
| <i>Résultat par action</i> | <i>8,78</i> | <i>490,77</i> |
| <i>Résultat dilué par action</i> | <i>8,78</i> | <i>490,77</i> |

5.1.3. Annexe

5.1.3.1. Modification des méthodes comptables

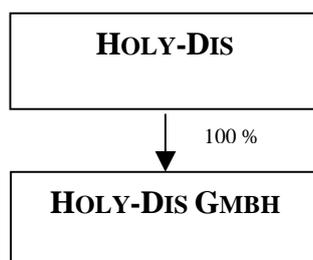
Au cours de l'exercice, la société a modifié ses méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour suivre désormais le traitement comptable préconisé par le Plan Comptable Général et l'avis du Conseil National de la Comptabilité n°31. Ces méthodes sont décrites ci-après dans la note 5.1.3.3.3. consacrée aux logiciels.

Les coûts de productions de l'exercice ont donc été immobilisés pour la première fois.

L'application de cette méthode ne pouvant pas être rétrospective, des comptes pro forma sont présentés afin de permettre d'apprécier l'impact qu'aurait eu l'application de la méthode sur le résultat de l'exercice clos le 30 juin 1999, si celui-ci avait été l'exercice de première application de cette méthode.

5.1.3.2. Ensemble Consolidé

5.1.3.2.1. Organigramme du groupe



5.1.3.2.2. Périmètre de consolidation

Liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation de la société HOLY-DIS:

| SOCIETES | Localisation | % de contrôle | % d'intérêt | SIREN | Méthode retenue |
|----------------------|--|---------------|-------------|-------------------|---------------------|
| HOLY-DIS | 14, Rue de Mantes 92711 COLOMBES | 100 | 100 | 348 366 535 00030 | Société Mère |
| HOLY-DIS Gmbh | Theodor Heuss Ring 23, KÖLN (Allemagne) | 100 | 100 | | Intégration globale |

Compte tenu de sa date de création (juin 2000) et du caractère non significatif des opérations réalisées, la société HOLY-DIS Ltd implantée en Grande Bretagne n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2000.

5.1.3.2.3. Evolution du périmètre de consolidation

La société établit pour la première fois des comptes consolidés. L'unique filiale allemande incluse dans le périmètre de consolidation a été créée au cours de l'exercice par la société-mère.

5.1.3.3. Principes Comptables – Méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés sont arrêtés selon les principes établis par la Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n° 86-221 du 17 février 1986 ainsi que les règles fixées par l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-02 [CRC n°99-02].

5.1.3.3.1. Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société HOLY-DIS exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

5.1.3.3.2. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de l'entreprise détentrice dans ses capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice acquis à cette date.

Les capitaux propres sont ceux qui apparaissent après que les reclassements et des retraitements aient été effectués pour que soient respectées les règles de présentation et d'évaluation utilisées pour l'ensemble consolidé et que l'ensemble des actifs et passifs identifiables aient été déterminés selon ces règles.

Lorsque la prise de participation s'est opérée par voie d'achats successifs de titres, l'entreprise n'entre dans le périmètre de consolidation que lors de la prise de contrôle effectif ; cependant, pour déterminer l'écart de première consolidation, il convient de remonter à l'acquisition du premier lot, si cette dernière a été effectuée avec l'intention d'obtenir le contrôle.

L'écart constaté à l'occasion d'une prise de participation, est affecté de la façon suivante aux différents postes du bilan consolidé :

- la part positive, non affectée, est inscrite au compte « écarts d'acquisition » à l'actif du bilan et amortie, prorata temporis, selon la méthode linéaire sur une durée appréciée en fonction des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

- la part négative est inscrite au compte « écarts d'acquisition négatifs » au passif du bilan et rapportée de façon linéaire au résultat sur une durée appréciée selon les mêmes principes que ci-dessus.

5.1.3.3.3. Méthode d'évaluation retenue pour certains postes du bilan

Logiciels

Les logiciels créés par l'entreprise sont inscrits à l'actif du bilan lorsque l'importance stratégique et la durée des projets le justifient.

L'amortissement de ces éléments est réalisé linéairement sur une durée appréciée en fonction des projets et n'excédant pas 5 ans.

Dans tous les cas, les éléments activés résultent de projets clairement identifiés dont les coûts peuvent être nettement individualisés et affectés aux projets, ainsi que mesurés de façon fiable.

La faisabilité technique de ces projets a été démontrée et ces produits sont destinés à une utilisation ou une commercialisation ultérieure.

Ces projets ont fait l'objet d'études d'utilité ou de commercialisation et les ressources tant financières qu'humaines nécessaires à l'aboutissement du projet peuvent être mises en œuvre.

Les coûts faisant l'objet d'une inscription à l'actif sont constitués par les phases de développement suivantes des logiciels créés :

- Analyse organique
- Programmation
- Tests et jeux d'essais
- Documentation du logiciel

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application de taux homogènes au sein du Groupe.

| Nature | Durée |
|---------------------------------|-----------|
| Immobilisation Incorporelles | 1 à 5 ans |
| Matériel de transport | 2 à 5 ans |
| Aménagements | 10 ans |
| Agencements | |
| Matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| Informatique | |
| Mobilier de bureau | 5 ans |

Prestations en cours à la clôture

Contrats à exécution successive

Les prestations rendues et non facturées à la date de clôture des comptes sur les contrats de maintenance à exécution successive sont enregistrées en factures à établir.

Contrats dont la réalisation se poursuit au-delà de la date de clôture

Les contrats à long terme traités à forfait, et dont l'exécution se poursuit sur plus d'un exercice, sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement lorsque les éléments suivants sont réunis :

- le montant du contrat peut être évalué de façon fiable,
- le pourcentage d'avancement du projet peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- les temps d'étude et les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Dans cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction du pourcentage estimé d'avancement du projet à la date de l'arrêté des comptes.

Aucune dépréciation directe n'est constatée sur les en cours. Toutefois, lorsque le montant des coûts prévisibles pour l'achèvement d'un contrat, risque de faire apparaître une perte à terminaison, une provision pour risque est constituée en fonction de la perte probable à la clôture de l'exercice.

Créances

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non-recouvrement.

Impôts différés

Une provision pour impôts différés est constituée selon la méthode du report variable pour les différences temporelles existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan.

En période de déficit fiscal, des actifs nets d'impôts différés ne sont maintenus au bilan que si les prévisions de l'entreprise mettent en évidence un retour proche aux bénéficiaires.

La contribution temporaire instituée par la loi de finance de 1995 à l'article 235 ter ZA du Code Général des Impôts, a été prise en compte pour le calcul des impositions différées.

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France.

Les engagements du Groupe en matière d'indemnité de départ la retraite sont évalués en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses actuarielles.

Conversion des comptes des filiales étrangères

La conversion des états financiers d'une filiale étrangère pour inclusion dans les comptes consolidés de la société mère suit les principes suivants :

- les actifs et dettes, aussi bien monétaires que non monétaires, sont convertis au taux de clôture ;
- la différence de change qui résulte de la conversion de l'investissement net d'ouverture à un taux de change différent de celui qui avait été utilisé auparavant, est imputée sur les capitaux propres ;
- les postes du compte de résultat sont convertis soit au taux moyen de l'exercice, soit au taux en vigueur à la date des opérations. Les différences de change résultant du fait que les postes du compte de résultat sont convertis à un cours autre que le cours de clôture alors que les postes du bilan sont convertis au cours de clôture, sont imputées dans un poste spécifique des capitaux propres dénommé : « écart de conversion ».

Les différences de change qui résultent de tous autres changements survenant dans les capitaux propres de la filiale étrangère sont imputées sur les capitaux propres.

Ces dispositions ne trouvent pas à s'appliquer pour les filiales étrangères situées à l'intérieur de la zone EURO. Pour celles-ci, lorsque les états financiers de la filiale étrangère sont tenus en monnaie locale, l'ensemble des postes du bilan et du compte de résultat, sont convertis en utilisant les parités réciproques des monnaies fixées par rapport à l'EURO.

Ces taux sont les suivants :

| | |
|------------|----------|
| Allemagne | 1,95583 |
| Autriche | 13,7603 |
| Belgique | 40,3399 |
| Espagne | 166,386 |
| Finlande | 5,94573 |
| France | 6,55957 |
| Irlande | 0,787564 |
| Italie | 1936,27 |
| Luxembourg | 40,3399 |
| Pays-Bas | 2,20371 |
| Portugal | 200,482 |

5.1.3.4. Notes sur le bilan

5.1.3.4.1. Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles sont représentées par les logiciels acquis et l'activation de frais de recherche et développement.

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Acquisitions | Cessions - virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|------------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | 811 300 | | 811 300 |
| Autres immobilisations incorporelles | 161 318 | 455 024 | -8 351 | 607 991 |
| TOTAL | 161 318 | 1 266 324 | -8 351 | 1 419 291 |

| Amortissements Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions - Sorties - Reprises | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|---|---------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 87 678 | 95 775 | -8 351 | 175 102 |
| TOTAL | 87 678 | 95 775 | -8 351 | 175 102 |

A partir de cet exercice, la société immobilise pour la première fois les dépenses afférentes aux logiciels commercialisés selon les principes exposés dans la note 5.1.3.3.3.

L'impact global sur l'exercice des coûts de recherche et de développement sur les logiciels se présente de la manière suivante :

Frais de recherche appliquée et de développement

| | Recherche fondamentale | Recherche appliquée | Développement (1) | TOTAL |
|---|------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| <u>Dépenses de R & D sans contrepartie spécifique :</u> | | | | |
| -n'entrant pas dans le cadre de la commande client | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| -entreprises en fonction de clients potentiels | | | | |
| <u>Dépenses de R & D avec contrepartie spécifique :</u> | | | | |
| -Etat et collectivités publiques de France | | | | |
| -Autres clients en France | | | | |
| -Clients étrangers | | | | |
| TOTAL 1 | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| <u>Autres dépenses de R & D :</u> | | | | |
| -Cotisations parafiscales | | | | |
| -Subventions versées | | | | |
| -Acquisitions de résultats de recherche | | | | |
| TOTAL 2 | | | | |
| Total général | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| (1) Dont inscrit au compte 203 du bilan | | | 811 300 | |

Le montant des frais de développement encourus au 30 juin 1999 et qui fait l'objet d'un retraitement dans le bilan proforma s'est élevé à 382 646 francs.

5.1.3.4.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations liées aux constructions sont représentées par les agencements du siège social.

Les immobilisations corporelles sont essentiellement constituées de matériel informatique et de mobilier de bureaux.

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Acquisitions | Cessions - virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|------------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménagements. | 302 670 | 189 234 | | 491 904 |
| Installations techniques, mat et out industriels | 0 | 0 | | 0 |
| Autres installations, agencements, aménag divers | 129 700 | 109 776 | -4 038 | 235 438 |
| Matériel de transport | 220 490 | 137 150 | -173 490 | 184 150 |
| Matériel de bureau, mobilier | 1 325 675 | 689 274 | -160 580 | 1 854 369 |
| TOTAL | 1 978 535 | 1 125 434 | -338 108 | 2 765 861 |

| Amortissements Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions - Sorties - Reprises | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménag. | 33 289 | 30 743 | | 64 032 |
| Installations techniques, mat et out indus | 0 | 0 | | 0 |
| Autres installations, agenc, aménag divers | 36 552 | 14 638 | -3 970 | 47 220 |
| Matériel de transport | 49 655 | 65 869 | -68 731 | 46 793 |
| Matériel de bureau, mobilier | 582 582 | 404 784 | -159 019 | 828 347 |
| TOTAL | 702 078 | 516 034 | -231 720 | 986 392 |

5.1.3.4.3. Immobilisations financières

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au début de l'exercice | Acquisitions | Cessions - virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|---|---------------------------------------|----------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | 0 |
| Participations - Créances rattachées | 50 | 110 023 | | 110 073 |
| Autres titres immobilisés | 0 | 0 | | 0 |
| Autres immobilisations financières | 116 750 | 45 346 | | 162 096 |
| TOTAL | 116 800 | 155 369 | 0 | 272 169 |

Les dépôts et cautionnements comptabilisés en «Autres immobilisations financières» représentent les loyers versés à titre de dépôt de garantie au bailleur du siège social. L'augmentation de l'exercice correspond à une caution versée en garantie des emprunts.

Les acquisitions de l'exercice représentent 11,27 % de la société LOGEDIS [F. 109 922], distributeur des produits HOLY-DIS en Belgique.

La société-mère possède par ailleurs une participation de 5 % dans les sociétés civiles MDH, MDH2 et MDH3, propriétaires des locaux d'exploitation.

5.1.3.4.4. Stocks de marchandises

Les stocks de matières et de marchandises font l'objet d'un inventaire périodique. Ils correspondent aux ventes connexes aux prestations d'implantation de logiciels et s'analysent comme suit :

| Mouvements de l'exercice | Stock au début de l'exercice | Variation | Stock au 30 juin 2000 |
|--------------------------|------------------------------|-----------|-----------------------|
| Stocks de marchandises | 206 385 | -31 619 | 174 766 |

5.1.3.4.5. Créances clients

| Créances | 30 juin 2000 | A moins d'un an | A plus d'un an |
|------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Clients | 14 021 205 | 14 021 205 | |
| Clients - Effets à recevoir | 0 | 0 | |
| Clients Douteux | 1 841 247 | 1 841 247 | |
| Clients - Factures à établir | 1 259 466 | 1 259 466 | |
| Provision | -1 549 800 | -1 549 800 | |
| TOTAL | 15 572 118 | 15 572 118 | |

Détail des clients par nature de clientèle

| | Montant | % |
|----------------|-------------------|---------------|
| Distribution | 6 432 874 | 40,55 |
| Industrie | 1 150 913 | 7,25 |
| Services | 3 980 968 | 25,10 |
| Autres clients | 4 297 697 | 27,10 |
| TOTAL | 15 862 452 | 100,00 |

Provision pour dépréciation des comptes clients

| Créances | Valeurs au début de l'exercice | Dotations | Reprises | Valeurs au 30 juin 2000 |
|------------------------------|--------------------------------|------------------|----------|-------------------------|
| Clients Douteux | 214 815 | 993 475 | | 1 208 290 |
| Clients - Factures à établir | | 341 510 | | 341 510 |
| TOTAL | 214 815 | 1 334 985 | 0 | 1 549 800 |

Le dysfonctionnement de la procédure interne de recouvrement liée à la très forte croissance observée sur le dernier exercice clos au 30 juin 2000 a donné lieu à des provisions pour dépréciation portant sur certaines créances anciennes dont le recouvrement peut apparaître comme difficile.

Des actions correctives ont été mises en place à partir du second trimestre 2000 et ont permis de pallier l'insuffisance constatée dès le troisième trimestre 2000. Du personnel administratif supplémentaire a notamment été recruté, et les procédures de relances systématisées.

5.1.3.4.6. Autres créances

| Autres créances et débiteurs divers | 30 juin 2000 | à moins d'un an | à plus d'un an | A plus de 5 ans - |
|--|--------------|-----------------|----------------|-------------------|
| Personnel avances et acomptes | 3 709 | 3 709 | | |
| Créances sur les organismes sociaux | 0 | 0 | | |
| Créances fiscales : | | | | |
| Imposition forfaitaire annuelle | 0 | 0 | | |
| Etat - Acomptes d'impôt sur les sociétés | 173 074 | 173 074 | | |
| Etat – Impôt différé | 13 278 | 13 278 | | |
| TVA Déductible | 935 434 | 935 434 | | |
| Débiteurs divers | 1 992 191 | 1 992 191 | | |
| TOTAL | 3 117 686 | 3 117 686 | 0 | 0 |

Le poste « Etat- produits à recevoir » est représentatif de la créance d'IS née au cours de l'exercice suite à un versement trop important d'acomptes.

Les débiteurs divers correspondent aux avances faites aux sociétés du groupe, dont la société HOLY-DIS MANAGEMENT [1 084 620 F.] pour les prestations qui figurent au passif en factures non parvenues.

5.1.3.4.7. Valeurs mobilières de placement, Trésorerie

Les liquidités se présentent ainsi :

| Trésorerie | 30 juin 2000 | Valeur de marché |
|---------------------------|--------------|------------------|
| Autres titres Sicav - FCP | 16 783 | 22 314 |
| Autres titres Actions | 520 002 | 508 578 |
| Comptes à vue | 763 738 | 763 738 |
| Caisse | 2 226 | 2 226 |
| TOTAL | 1 302 749 | 1 296 856 |

La Société n'est pas exposée aux risques de change ou de taux et n'utilise pas dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette de produits dérivés.

5.1.3.4.8. Comptes de régularisation actif

| Nature des Comptes de régularisation | Exploitation | Financier |
|--------------------------------------|--------------|-----------|
| Charges constatées d'avance | 185 245 | |

Les charges constatées d'avances proviennent essentiellement de la régularisation de la quote-part de loyer courue.

5.1.3.4.9. Etat des échéances des créances

| Echéances des créances | Montant | à moins d'un an | à plus d'un an | A plus de 5 ans |
|--|------------|-----------------|----------------|-----------------|
| <u>Actif immobilisé :</u> | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immob. Financières | 162 096 | | 162 096 | |
| TOTAL | 162 096 | | 162 096 | |
| <u>Créances actif circulant :</u> | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 17 121 918 | 17 121 918 | | |
| Autres créances | 3.117.686 | 3.117.686 | | |
| Charges constatées | 185 245 | 185 245 | | |
| D'avance | | | | |
| TOTAL | 34 429 081 | 34 429 081 | | |

5.1.3.4.10. Capital social

Les titres composant le capital social se présentent de la façon suivante, à la clôture de l'exercice social :

| Catégories de titres | Actions |
|--|-----------|
| Nombre de titres début exercice | 4 000 |
| Titres créés au cours de l'exercice | 1 640 |
| Titres remboursés au cours de l'exercice | 0 |
| Division du nominal | 160 920 |
| Nombre de titres en fin d'exercice | 166 560 |
| Valeur nominale | 6,25 |
| Montant du Capital en Francs | 1 041 000 |

5.1.3.4.11. Analyse de la variation des capitaux propres

| (En milliers de francs) | Ouverture | Affectation du résultat de la mère | Distribution de la mère | Affectation du solde résultat | Augmentation de capital | Clôture |
|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------|
| Capital social | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 41 000 | 1 041 000 |
| Prime d'émission | 0 | 0 | 0 | 0 | 338 660 | 338 660 |
| Réserve légale | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 |
| Réserves réglementées | 200 000 | 200 000 | 0 | 0 | 0 | 400 000 |
| Report à nouveau | 2 744 389 | 1 542 318 | 0 | 0 | 0 | 4 286 707 |
| Réserves consolidées | -627 | 0 | 0 | 0 | 0 | -627 |
| Résultat de l'exercice | 1 742 318 | (1 742 318) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 5 786 080 | 0 | 0 | 0 | 379 660 | 6 165 740 |

Les réserves réglementées correspondent à la fraction des résultats ayant bénéficié du taux réduit d'IS et ayant vocation à être incorporées au capital [art 219 I-f du CGI].

5.1.3.4.12. Résultat net par action

| (en francs) | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 (proforma) |
|---|--------------|----------------------------|
| Résultat par action avant dilution | | |
| Nombre moyen de titres avant dilution | 166 021 | 4 000 |
| Résultat courant par action | 13,34 | 698,16 |
| Résultat net par action | 8,78 | 490,77 |
| Résultat par action après dilution | | |
| Nombre moyen de titres après dilution | 166 021 | 4 000 |
| Résultat courant par action | 13,34 | 698,16 |
| Résultat net par action | 8,78 | 490,77 |

La diminution du résultat par action au 30 juin 2000 s'explique par la division par 40 de la valeur nominale des titres intervenue durant l'exercice.

5.1.3.4.13. Avances conditionnées

| Nature des avances conditionnées | 30 juin 2000 |
|---|--------------|
| Avance ANVAR | 480 000 |
| Avance Conseil Régional d'Ile de France | 121 800 |
| TOTAL | 601 800 |

Il s'agit pour l'Anvar d'avances remboursables consenties dans le cadre des programmes de recherche HORIZON et ARIANE. Ces avances, consenties sans intérêt sont remboursables à compter de l'année 2001 avec une prime de remboursement si les programmes financés sont commercialisés.

L'avance du Conseil Régional d'Ile de France est consentie dans le cadre du programme d'aide à l'exportation. Cette avance sans intérêt est remboursable par moitié sur les années 2002 et 2003.

5.1.3.4.14. Provisions pour charges

| Nature des provisions | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|---------------------------|--------------|-----------------------------|
| Provisions pour retraites | 16 834 | 6 743 |

La provision pour retraites a été calculée à partir d'une hypothèse de taux élevé de rotation du personnel.

5.1.3.4.15. Dettes financières

| Analyse de la dette bancaire | 30 juin 2000 | A moins d'un an | A moins de 5 ans | A plus de 5 ans |
|------------------------------|--------------|--------------------|---------------------|-----------------|
| Emprunt | 1 796 124 | 437 600 | 1 358 524 | |
| Découvert | 2 843 081 | 2 843 081 | | |
| Intérêts courus sur emprunts | 1 365 | 1 365 | | |
| Intérêts courus à payer | 5 603 | 5 603 | | |
| TOTAL | 4 646 173 | 3 287 649 | 1 358 524 | |

Les emprunts bancaires contractés ont essentiellement pour but le financement des investissements et la consolidation des besoins en fonds de roulement.

Une partie des emprunts a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce au profit de la Banque Parisienne de Crédit.

Ventilation de la dette par taux

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|--|--------------|
| Emprunts bancaires à taux fixe | 742 332 |
| Emprunts bancaires à taux variable [EURIBOR] | 1 053 792 |
| TOTAL | 1 796 124 |

5.1.3.4.16. Fournisseurs et rattachés

| (en francs) | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|---------------------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Fournisseurs | 1 391 853 | 1 391 853 | |
| Fournisseurs – Factures non parvenues | 1 916 198 | 1 916 198 | |
| Fournisseur – d'immobilisations | | 0 | |
| TOTAL | 3 308 051 | 3 308 051 | |

Les factures non parvenues correspondent essentiellement aux prestations facturées par la société-mère HOLY-DIS MANAGEMENT. Les acomptes versés sur ces prestations figurent à l'actif dans le poste autres débiteurs.

5.1.3.4.17. Dettes fiscales et sociales

| Nature | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|--|--------------|-----------------|----------------|
| <i>Dettes fiscales :</i> | | | |
| TVA | 1 645 680 | 1 645 680 | |
| Etat, charges à payer | 238 686 | 238 686 | |
| Total | 1 884 366 | 1 884 366 | |
| <i>Dettes sociales :</i> | | | |
| Personnel – salaires juin 2000 | 103 567 | 103 567 | |
| Organismes sociaux | 1 082 869 | 1 082 869 | |
| Organismes sociaux - Charges à Payer | 234 520 | 234 520 | |
| Provision congés payés | 670 030 | 670 030 | |
| Charges à payer / personnel | 563 075 | 563 075 | |
| Charges à payer / congés payés et primes | 279 067 | 279 067 | |
| Autres dettes | 18 951 | 18 951 | |
| Total | 2 952 079 | 2 952 079 | |

5.1.3.4.18. Autres dettes

| NATURE | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|-----------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| R.R.R. et avoirs à accorder | 26 312 | 26 312 | |
| Charges à payer divers | 100 | 100 | |
| Divers | 38 312 | 38 312 | |
| TOTAL | 64 724 | 64 724 | |

5.1.3.4.19. Comptes de régularisation passif

| Nature | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|-----------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Produits constatés d'avance | 2 168 299 | 2 168 299 | |
| Ecart de conversion | | | |

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à la quote-part non courue des contrats de maintenance liés aux logiciels installés.

5.1.3.5. Notes sur le compte de résultat

5.1.3.5.1. Chiffre d'Affaires

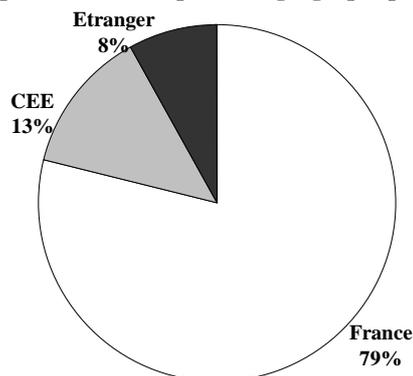
Chiffre d'affaires par zone géographique

| Zone | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | % Variation |
|----------|--------------|--------------|-------------|
| France | 23 701 519 | 15 052 666 | 57% |
| CEE | 4 026 837 | 1 297 827 | 210% |
| Etranger | 2 452 824 | 561 865 | 337% |
| TOTAL | 30 181 180 | 16 912 358 | 78% |

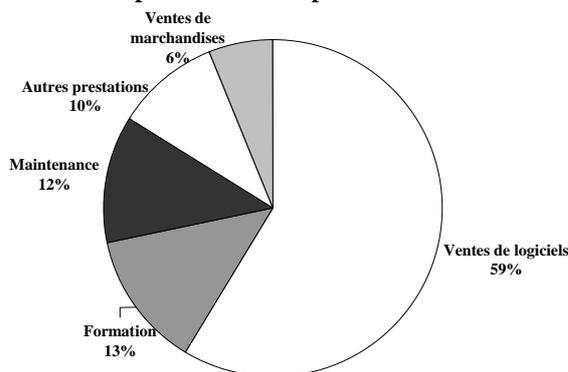
Chiffre d'affaires par nature

| Nature | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | % Variation |
|------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Ventes de marchandises | 1 952 773 | 1 464 838 | 33% |
| Ventes de logiciels | 17 437 830 | 9 550 635 | 83% |
| Formation | 4 062 327 | 2 459 750 | 65% |
| Maintenance | 3 703 239 | 2 131 630 | 74% |
| Autres prestations : | 3 025 011 | 1 305 505 | |
| TOTAL | 30 181 180 | 16 912 358 | 78% |

Répartition du CA par zone géographique



Répartition du CA par nature



5.1.3.5.2. Analyse du résultat financier

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|--|----------------|
| Produits financiers : | |
| Produits des immobilisations financières | 31 969 |
| Revenus des VMP et escomptes | 2 615 |
| Autres produits financiers | 398 727 |
| Gains de change | 8 730 |
| Produits de cession de VMP | 6 107 |
| Reprise de provisions sur VMP | 165 800 |
| TOTAL | 613 948 |
| Charges financières : | |
| Intérêts des emprunts | 76 025 |
| Intérêts des autres dettes | 1 573 |
| Intérêts sur découvert | 24 770 |
| Perte de change | 7 060 |
| Charges de cession de VMP | 34 404 |
| Dotations aux provisions sur VMP | 167 062 |
| TOTAL | 310 894 |
| RESULTAT FINANCIER | 303 054 |

5.1.3.5.3. Analyse du résultat exceptionnel

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|---|----------------|
| Produits exceptionnels | |
| Quote-part des subventions d'investissement rapportée au résultat | |
| Produits de cession d'immobilisations | 83 000 |
| Autres produits exceptionnels | 4 500 |
| TOTAL | 87 500 |
| Charges exceptionnelles | |
| Perte sur créances irrécouvrables | |
| Autres charges exceptionnelles | 8 640 |
| Rappel de taxe professionnelle | 0 |
| Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés | 106 389 |
| Dotations aux amortissements et provisions | |
| TOTAL | 115 029 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -27 529 |

5.1.3.5.4. Ventilation de la charge d'impôt

| (en francs) | Avant Impôt | Impôt correspondant | Après impôt |
|-----------------------|-------------|---------------------|-------------|
| Résultat courant | 2 214 089 | -738 869 | 1 475 220 |
| Résultat exceptionnel | -27 529 | 9 751 | -17 778 |
| Résultat | 2 186 560 | -729 118 | 1 457 442 |

5.1.3.5.5. Ventilation de l'impôt différé

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|---------------------------------|--------------|
| Impôt sur les sociétés exigible | 736 280 |
| Impôt sur les sociétés différé | -7 162 |
| Impôt sur les sociétés | 729 118 |

| (en francs) | Actif | Passif |
|-------------------------------|--------|--------|
| A l'ouverture | 6 116 | |
| Impôt différé au 30 juin 2000 | 7 162 | |
| TOTAL | 13 278 | 0 |

Il n'est pas tenu compte dans le calcul des impositions différées de la perte d'exploitation de la filiale allemande sur la période.

L'impôt différé figurant dans les comptes pro forma au 30 juin 1999 se ventile ainsi :

| (en francs) | 30 juin 1999 (proforma) |
|---------------------------------|----------------------------|
| Impôt sur les sociétés exigible | 700 108 |
| Impôt sur les sociétés différé | 156 986 |
| Impôt sur les sociétés | 857 094 |

Ventilation de l'impôt différé pro forma au 30 juin 1999

| (en francs) | Actif | Passif |
|-------------------------------|-------|---------|
| A l'ouverture | | 22 999 |
| Impôt différé au 30 juin 1999 | | 156 986 |
| TOTAL | | 179 985 |

5.1.3.6. Autres informations

5.1.3.6.1. Rémunérations des organes de direction

La rémunération des organes de direction s'est élevée à 755 250 francs.

5.1.3.6.2. Engagements hors bilan

Engagements financiers

| | Engagements donnés | Montant |
|---------------------------------------|---------------------------|----------------|
| Effets escomptés non échus | | |
| Avals, cautions et garanties | | 603 117 |
| Engagements de crédit-bail mobilier | | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | | |
| Autres engagements donnés : | | |
| Nantissement du fonds de commerce | | 1 430 000 |
| Total (1) | | 2.033 117 |
| (1) dont concernant : | | |
| - les filiales | | |
| - les participations | | 603 117 |
| - les autres entreprises liées | | |

Dettes garanties par des sûretés réelles

| GARANTIES | Dettes garanties | Montant des sûretés | Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie |
|--|-------------------------|----------------------------|---|
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | 918 624 | 1 430 000 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| Total | 918 624 | 1 430 000 | |

Effectif moyen

| | 30 juin 2000 |
|-----------------------------------|---------------------|
| Cadres | 24 |
| Agents de maîtrise et techniciens | |
| Employés | 26 |
| Total | 50 |

5.1.4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

HOLY-DIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2000

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société HOLY-DIS SA établis en francs relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2000, présentés au chapitre 5 paragraphe 5.1. du présent document.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la modification des méthodes de comptabilisation des logiciels créés par la société au cours de l'exercice . Ce retraitement est exposé dans les notes 5.1.3.1. et 5.1.3.3. « logiciels » de l'annexe aux comptes consolidés.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 17 novembre 2000.

Elisabeth MERCIER DE LACOMBE
Commissaire aux Comptes
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Yann MARCHAND
Commissaire aux Comptes
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

5.2. COMPTES PREVISIONNELS

5.2.1. Compte de résultat

| EXERCICE CLOS LE 30 JUIN | 1999/00 | 2000/01P | 2001/02P | 2002/03P |
|--|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| En milliers de francs | | | | |
| Produits | | | | |
| Ventes de marchandises - production vendue | 30 181 | 40 267 | 57 383 | 80 301 |
| dont France | 23 701 | 32 177 | 44 856 | 59 224 |
| dont export | 6 480 | 8 090 | 12 527 | 21 077 |
| Subventions et autres produits | 93 | 81 | 115 | 161 |
| Production immobilisée | 811 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| | 31 085 | 42 347 | 59 498 | 82 462 |
| Charges | | | | |
| Achats de marchandises | 966 | 500 | 571 | 666 |
| Autres achats et charges externes | 8 757 | 10 849 | 14 535 | 20 600 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 635 | 810 | 1 112 | 1 453 |
| Frais de personnel | 16 858 | 25 371 | 33 618 | 46 224 |
| Amortissements et provisions | 1 958 | 1 530 | 2 058 | 2 859 |
| Total | 29 174 | 39 060 | 51 894 | 71 802 |
| Résultat d'exploitation | 1 911 | 3 288 | 7 604 | 10 660 |
| Résultat financier | 303 | -63 | -65 | 25 |
| Résultat courant | 1 911 | 3 225 | 7 539 | 10 685 |
| Résultat exceptionnel | -27 | | | |
| Participation des salariés | | 398 | 1 020 | 1 401 |
| Impôt sur les bénéfices | 729 | 845 | 2 540 | 2 836 |
| Résultat net consolidé | 1 457 | 1 982 | 3 979 | 6 448 |
| EFFECTIFS EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN | | | | |
| Effectif productif | 23 | 41 | 50 | 72 |
| Effectif structure | 14 | 19 | 25 | 29 |
| Effectif R&D | 13 | 16 | 18 | 20 |
| Total | 50 | 76 | 93 | 121 |

5.2.2. Bilan

| EN MILLIERS DE FRANCS | 30/06/00 | 30/06/01P | 30/06/02P | 30/06/03P |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ACTIF | | | | |
| Immob. incorp et corporelles | 3.024 | 4.652 | 6.547 | 8.811 |
| Immobilisations financières | 272 | 272 | 272 | 272 |
| Immobilisations | 3.296 | 4.924 | 6.819 | 9.083 |
| Stocks | 175 | 175 | 175 | 175 |
| Avances sur commandes | 77 | 103 | 138 | 196 |
| Clients | 15.572 | 20.160 | 27.053 | 37.067 |
| Autres créances | 3.118 | 1.500 | 1.500 | 2.000 |
| VMP | 370 | 2.350 | 2.600 | 3.350 |
| Disponibilités | 766 | 6.127 | 4.933 | 3.961 |
| Actifs circulants | 20.078 | 30.415 | 36.399 | 46.749 |
| Charges constatées d'avance | 185 | 130 | 174 | 247 |
| Total | 23.559 | 35.469 | 43.392 | 56.080 |
| PASSIF | | | | |
| Capital | 1.041 | 2.637 | 2.637 | 2.637 |
| Réserves et report à nouveau | 5.125 | 13.598 | 15.580 | 19.560 |
| Résultat de l'exercice | 1.457 | 1.982 | 3.979 | 6.448 |
| Fonds propres | 7.623 | 18.217 | 22.196 | 28.645 |
| Provisions | 17 | 37 | 70 | 102 |
| Dettes financières | 5.248 | 3.372 | 2.540 | 1.619 |
| Avances sur commandes | 293 | 652 | 861 | 1.156 |
| Fournisseurs | 3.308 | 4.122 | 5.523 | 7.828 |
| Dettes sociales et fiscales | 4.902 | 7.055 | 9.333 | 12.715 |
| Dettes d'exploitation | 8.503 | 11.830 | 15.717 | 21.699 |
| Produits constatés d'avance | 2.168 | 2.013 | 2.869 | 4.015 |
| Total | 23.559 | 35.469 | 43.392 | 56.080 |

5.2.3. Capacité d'autofinancement

| EN MILLIERS DE FRANCS | 30/06/00 | 30/06/01P | 30/06/02P | 30/06/03P |
|----------------------------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Résultat net | 1.457 | 1.982 | 3.979 | 6.448 |
| + Dotations | 2.124 | 1.680 | 2.208 | 3.009 |
| - Reprises | -166 | -167 | -150 | -150 |
| + VNC immobilisations | 106 | 0 | 0 | 0 |
| - PV immobilisations | -83 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 3.438 | 3.495 | 6.037 | 9.307 |
| E B E | 3.816 | 4.818 | 9.662 | 13.519 |
| + Autres produits | 0 | 0 | 0 | 0 |
| -Autres charges | -1 | 0 | 0 | 0 |
| + Transferts de charge | 53 | 0 | 0 | 0 |
| + Quote-part op. en commun | | | | |
| + Produits financiers | 448 | 120 | 135 | 175 |
| -Charges financières | -144 | -200 | -200 | -150 |
| + Produits exceptionnels | 4 | 0 | 0 | 0 |
| -Charges exceptionnelles | -9 | 0 | 0 | 0 |
| -Participation | 0 | -398 | -1.020 | -1.401 |
| -IS | -729 | -845 | -2.540 | -2.836 |
| TOTAL | 3.438 | 3.495 | 6.037 | 9.307 |

5.2.4. Tableau de financement

| EN MILLIERS DE FRANCS | 30/06/00 | 30/06/01P | 30/06/02P | 30/06/03P |
|--|----------------|---------------|---------------|--------------|
| Ressources | | | | |
| Capacité d'autofinancement | 3.438 | 3.495 | 6.037 | 9.307 |
| + PV immobilisations | 83 | 0 | 0 | 0 |
| Apport en capital | 380 | 8.612 | 0 | 0 |
| Emprunts nouveaux | 1.472 | 1.600 | 0 | 0 |
| Provisions | 6 | | | |
| Total des ressources durables | 5.379 | 13.707 | 6.037 | 9.307 |
| Emplois | | | | |
| Dividendes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements incorporels | 1.266 | 2.100 | 2.100 | 2.100 |
| Investissements corporels | 1.125 | 1.004 | 1.765 | 3.153 |
| Investissements financiers | 155 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement des emprunts | 367 | 629 | 830 | 921 |
| Total des emplois durables | 2.913 | 3.733 | 4.695 | 6.174 |
| Variation du FRNG | + 2.466 | +9.974 | +1.342 | 3.133 |
| Utilisation de la variation du FRNG | | | | |
| Stocks | 39 | 26 | 35 | 58 |
| Avances fournisseurs | 10.354 | 2.949 | 6.992 | 10.426 |
| Créances clients et autres | -286 | -359 | -208 | -296 |
| Avances clients | -4.390 | -2.809 | -4.532 | -6.833 |
| Dettes fournisseurs et autres | | | | |
| BFR | 5.686 | -193 | 2.286 | 3.355 |
| Variation de la trésorerie/ VMP | -377 | 7.324 | -944 | -222 |
| Variation du découvert | -2.843 | 2.843 | 0 | 0 |
| Variation de la trésorerie | -3.220 | 10.167 | -944 | -222 |
| RESSOURCE NETTE | | | | |
| EMPLOI NET | 2.466 | 9.974 | 1.342 | 3.133 |

5.2.5. Annexes aux comptes prévisionnels

Les comptes prévisionnels pour les trois prochains exercices ont été établies à partir des hypothèses suivantes :

► Croissance de 33 % du chiffre d'affaires sur l'exercice 2000/01, de 43 % en 2001/02 et de 40 % en 2002/03.

Sur un chiffre d'affaires cumulé de 178 millions de francs environ sur les trois exercices, 87 millions de francs seront générés par l'équipement des centres d'appels ; 68 millions de francs viendront des ventes auprès des secteurs de la distribution et de la restauration et 23 millions de francs, de la maintenance récurrente.

HOLY-DIS s'est fixée pour objectif d'acquérir, d'ici trois ans, 13 % du marché européen des centres d'appels de plus de 20 agents (40% du parc total), équipés d'une solution d'optimisation d'emplois du temps. Sur les 27.900 centres d'appels prévus en Europe d'ici 2003 pour lesquels on peut envisager un taux d'équipement en solution d'optimisation des emplois du temps de 40 %, HOLY-DIS prévoit donc d'en équiper 580 environ en 3 ans, soit un chiffre d'affaires de 87 millions de francs répartis sur les exercices 2000/01 à 2002/03, sur la base d'un CA moyen de 150 KF par site équipé.

Rappelons que le chiffre d'affaires de HOLY-DIS réalisé sur les centres d'appels est passé de 4 millions de francs en 1998/99 à 12 millions de francs en 1999/00.

HOLY-DIS s'est par ailleurs fixé pour objectif de développer significativement ses ventes dans les secteurs du commerce spécialisé et de la restauration. Avec 350 licences vendues sur ces deux secteurs en 18 mois, HOLY-DIS anticipe l'équipement de 1000 nouveaux sites avec PLANEXA au cours des 3 prochains exercices, pour un volume de vente aux alentours de 15 millions de francs en retenant un CA moyen par site de 15 KF. HOLY-DIS dispose à ce jour d'un portefeuille de prospects totalisant plus de 1000 sites en Europe, dont plus de 600 dans le secteur de la restauration.

Enfin, HOLY-DIS ambitionne de renouveler et d'étoffer sur les 3 prochaines années son parc de licences installées en Grande Distribution, soit près de 900 nouvelles licences de PLANEXA vendues dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 53,5 millions de francs, calculé comme suit :

| ACTIVITE | PRIX | MOYEN | NOMBRE SITES | CHIFFRE D'AFFAIRES |
|---|------|-----------|--------------|---------------------|
| Mise à jour GESTHOR – PLANEXA "Intégrale" | | 100 000 F | 150 | 15 000 000 F |
| Mise à jour GESTHOR – PLANEXA standard | | 30 000 F | 250 | 7 500 000 F |
| Nouveaux sites PLANEXA "Intégrale" | | 150 000 F | 60 | 9 000 000 F |
| Nouveaux sites PLANEXA standard | | 50 000 F | 440 | 22 000 000 F |
| Total | | | 900 | 53 500 000 F |

► Le plan de croissance repose sur une hypothèse de stabilité des prix. Les prix de vente ont beaucoup progressés ces deux dernières années : toutefois, l'arrivée de nouveaux acteurs devraient freiner ce phénomène, et contribuer à faire naître une première phase de concentration à l'horizon 2002/2003.

► Cette hypothèse de croissance est exclusivement interne, bien que HOLY-DIS envisage des opérations de croissance externe à court terme.

Hypothèses de vente (synthèse)

| ACTIVITE | PRIX | MOYEN | NOMBRE SITES | CHIFFRE D'AFFAIRES |
|-------------------------------------|------|-----------|--------------|----------------------|
| Nouveaux sites | | 150 000 F | 580 | 87 000 000 F |
| Centres d'appels | | | | |
| Nouveaux sites | | 15 000 F | 1 000 | 15 000 000 F |
| Commerce spécialisé et restauration | | | | |
| Mise à jour PLANEXA "Intégrale" | | 100 000 F | 150 | 15 000 000 F |
| Grande Distribution | | | | |
| Mise à jour PLANEXA standard | | 30 000 F | 250 | 7 500 000 F |
| Grande Distribution | | | | |
| Nouveaux sites PLANEXA "Intégrale" | | 150 000 F | 60 | 9 000 000 F |
| Grande Distribution | | | | |
| Nouveaux sites PLANEXA standard | | 50 000 F | 440 | 22 000 000 F |
| Grande Distribution | | | | |
| Maintenance | | | | 23 000 000 F |
| TOTAL | | | 2 480 | 178 000 000 F |

► A partir de l'exercice clos le 30 juin 2000, HOLY-DIS a décidé d'appliquer le traitement comptable préconisé par le Plan Comptable Général et l'avis du Conseil National de la Comptabilité n°31 pour le traitement des frais de recherche et de développement compte tenu de la taille du service de développement ; le montant des immobilisations au titre des frais de développement est de

- 800 KF pour l'exercice clos le 30 juin 2000,
- 2 millions de francs en 2000/01,
- 2 millions de francs en 2001/02,
- 2 million de francs en 2002/03.

L'hypothèse retenue est un amortissement linéaire de cette production sur 3 ans, conformément aux usages de la profession. La production immobilisée porte sur des nouveaux modules de PLANEXA dont la commercialisation a déjà commencé pour certains d'entre eux, et devrait débuter pour d'autres (modules SIP, SHOW IT, ADHERENCE). Le poste le plus important est la réécriture complète de PLANEXA dans sa version 3, full intranet (15 à 20 années / hommes estimées pour un budget de 5 à 6 millions de francs, étalé sur la période 2000 – 2002.

► Les frais d'introduction sont intégralement pris en charge par HOLY-DIS MANAGEMENT, unique actionnaire cédant des titres lors de l'introduction en Bourse.

► Aucune distribution de dividende n'est envisagée sur la période, les résultats de HOLY-DIS devant être réinvestis en totalité dans le groupe.

► Les coûts de la société ont été estimés de manière objective, en fonction de l'historique des coûts de la société sur les cinq dernières années et des hypothèses de croissance retenues dans le business plan en terme de revenus. Par prudence, la société anticipe l'embauche de salariés productifs, dégradant de ce fait le niveau de résultat.

► Les gains de productivité attendus (renforcement des équipes à l'aide de personnel expérimenté, plus coûteux mais immédiatement opérationnel) exerceront un effet notable sur le compte de résultat de l'entreprise ; compte tenu de la « jeunesse » des effectifs actuellement présents, la marge nette devrait progresser de trois points sur la période.

► Les 35 heures ont été instituées le 1^{er} juillet 2000 ; ces 35 heures et la participation des salariés qui sera comptabilisée pour la première fois cette année, sont à l'origine du tassement de la marge nette dans les comptes prévisionnels 2000/2001.

► Au 31 octobre 2000, le portefeuille client s'établit comme suit :

| | |
|--|--------------------------------|
| - facturations et acomptes : | 9,7 millions de francs |
| - commandes PLANEXA : | 12,0 millions de francs |
| - commandes AFFLUENCE : | 1,7 million de francs |
| - maintenance récurrente sur l'exercice : | 5,1 millions de francs |
| (produits constatés d'avance 99/00 et maintenance 00/01) | |
| Total | 28,5 millions de francs |

5.2.6. Attestation des Commissaires aux comptes

HOLY-DIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés prévisionnels couvrant les périodes

- 1^{ER} JUILLET 2000 AU 30 JUIN 2001
- 1^{ER} JUILLET 2001 AU 30 JUIN 2002
- 1^{ER} JUILLET 2002 AU 30 JUIN 2003

Vous nous avez demandé d'examiner les comptes consolidés prévisionnels couvrant les périodes du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001, 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002, 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés prévisionnels ont été établis sous la responsabilité de la Direction Générale, à partir des hypothèses traduisant la situation future que vous avez estimée la plus probable à la date de leur établissement.

Nous avons effectué notre examen selon les normes de la profession. Ces normes requièrent une évaluation des procédures mises en place pour le choix des hypothèses et l'établissement des comptes prévisionnels ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses retenues sont cohérentes, de vérifier la traduction chiffrée de ces dernières, de s'assurer du respect des principes d'établissement et de présentation applicables aux comptes prévisionnels et de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement de la dernière situation intermédiaire consolidée de la société. Il n'entre pas dans notre mission de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Les données historiques présentées avec les comptes consolidés prévisionnels sont extraites des comptes consolidés au 30 juin 2000 qui ont fait l'objet, de notre part, d'un audit conformément aux normes de la profession.

Les hypothèses qui ont servi de base à l'établissement des comptes consolidés prévisionnels concernent des marchés naissants ou à naître, dont il est difficile de prévoir l'évolution.

En raison du contexte particulier exposé ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les hypothèses retenues pour l'établissement de ces comptes consolidés prévisionnels.

Nous n'avons cependant pas d'observation à formuler sur la traduction chiffrée de ces hypothèses, sur le respect des principes d'établissement et de présentation applicables aux comptes prévisionnels, sur la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2000.

Enfin, nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des informations prévisionnelles présentées.

Fait à Paris, le 15 décembre 2000.

Elisabeth MERCIER DE LACOMBE
Commissaire aux Comptes
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Yann MARCHAND
Commissaire aux Comptes
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

5.3. COMPTES SOCIAUX

5.3.1. Bilan

| ACTIF | 30 juin 2000 | | | 30 juin 1999 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|
| | EN FRANCS FRANÇAIS | Brut | Amortissement | Net | Net |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | 811 300 | | 811 300 | | 382 646 |
| Concessions, brevets | 607 991 | -175 102 | 432 889 | 73 640 | 73 640 |
| Autres | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | 491 905 | -64 032 | 427 874 | 269 382 | 269 382 |
| Installations techniques | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 2 273 956 | -922 360 | 1 351 595 | 1 007 076 | 1 007 076 |
| Immobilisations encours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Participations et créances rattachés | 274 062 | | 274 062 | 50 | 50 |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations. Financières | 162 096 | | 162 096 | 116 750 | 116 750 |
| ACTIF IMMOBILISE | 4 621 311 | -1 161 495 | 3 459 816 | 1 466 898 | 1 849 544 |
| Stocks Matières Premières | | | | | |
| Stocks d'encours | | | | | |
| Stocks de produits interm.& finis | | | | | |
| Stocks de marchandises | 174 766 | | 174 766 | 206 385 | 206 385 |
| Avances et acomptes versés | 77 303 | | 77 303 | 37 576 | 37 576 |
| Clients et comptes rattachés | 17 121 918 | -1 549 799 | 15 572 119 | 9 153 288 | 9 153 288 |
| Autres créances | 3 075 768 | | 3 075 768 | 597 483 | 597 483 |
| Valeurs mobilières | | | | | |
| Actions propres | | | | | |
| Autres titres | 536 785 | -167 062 | 369 723 | 916 358 | 916 358 |
| Instrument de trésorerie | | | | | |
| Disponibilités | 712 876 | | 712 876 | 598 297 | 598 297 |
| Charges constatées d'avance | 185 245 | | 185 245 | 106 029 | 106 029 |
| ACTIF CIRCULANT | 21 884 660 | - 1 716 861 | 20 167 799 | 11 615 417 | 11 615 417 |
| Charges à répartir | | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | | |
| TOTAL GENERAL | 26 505 971 | -2 878 356 | 23 627 615 | 13 082 315 | 13 464 961 |

| PASSIF | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|---|---------------------|---------------------|-------------------------------------|
| EN FRANCS FRANÇAIS | | | |
| Capital (dont versé : 1.041.000) | 1 041 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 338 660 | | |
| Ecarts de réévaluation | | | |
| Réserve légale | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | 400 000 | 200 000 | 200 000 |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | 4 286 708 | 2 744 389 | 2 744 389 |
| Résultat de l'exercice | 1 599 519 | 1 742 318 | 1 984 664 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| CAPITAUX PROPRES | 7 765 888 | 5 786 708 | 6 .026.053 |
| Autres fonds propres | | | |
| Produit des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | 601 800 | | 480 000 |
| AUTRES FONDS PROPRES | 601 800 | | 480 000 |
| Provisions pour risques et charges | | | |
| Provisions pour risques | 0 | | |
| Provisions pour charges | | | |
| TOTAL DES PROVISIONS | 0 | | |
| <u>Dettes (1)</u> | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des états de crédit (2) | 4 646 173 | 1 295 109 | 815 109 |
| Emprunts et dettes financières divers (3) | | | |
| Avances, acomptes reçus/commandes en cours | 293 122 | 7 497 | 7 497 |
| Dettes fournisseurs, comptes rattachés | 3 270 116 | 1 202 746 | 1 202 746 |
| Dettes fiscales et sociales | 4 817 494 | 3 279 477 | 3 419 778 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 64 724 | 148 786 | 148 786 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance (1) | 2 168 299 | 1 361 990 | 1 361 990 |
| TOTAL DES DETTES | 15 259 928 | 7.295.605 | 6 955 908 |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| TOTAL GENERAL | 23 627 615 | 13 082 315 | 13 464 961 |
| (1) dont à plus d'un an (a) | 1 358 524 | 579 531 | 579 531 |
| (1) dont à moins d'un an (a) | 13 729 318 | 6 228 579 | 6 368 880 |
| (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | 2 848 081 | | |

5.3.2. COMPTE DE RESULTAT

| COMPTE DE RESULTAT - 1ère partie | 30 juin 2000 | | | 30 juin 1999 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|---|--------------|-----------|------------------|------------------|-----------------------------|
| EN FRANCS FRANÇAIS | FRANCE | EXPORT | TOTAL | | |
| Produits d'exploitation (1) : | | | | | |
| Vente de marchandises | 1 345 832 | 606 941 | 1 952 773 | 1 464 838 | 1 464 838 |
| Production vendue de biens | 13 090 658 | 4 347 172 | 17 437 830 | 9 550 635 | 9 550 635 |
| Production vendue de services | 9 265 029 | 1 525 548 | 10 790 577 | 5 896 885 | 5 896 885 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 23 701 519 | 6 479 661 | 30 181 180 | 16 912 358 | 16 912 358 |
| Production stockée | | | | | |
| Production immobilisée | | | 811 300 | | 382 646 |
| Produits nets partiels sur opérations à long terme | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 40 000 | 44 100 | 44 100 |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | | | 52 815 | 98 962 | 98 962 |
| Autres produits | | | 60 | 2 575 | 2 575 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATIONS | | | 31 085 355 | 17 057 996 | 17 440 641 |
| Charges d'exploitation (2) : | | | | | |
| Achats de marchandises | | | 934 084 | 955 103 | 955 103 |
| Variation de stocks | | | 31 620 | -60 001 | -60 001 |
| Achats de matières premières et autres approv. | | | | | |
| Variation de stocks | | | | | |
| Autres achats et charges externes (a) | | | 8 616 124 | 4 147 199 | 4 147 199 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 635 020 | 462 906 | 462 906 |
| Salaires et traitements | | | 11 994 333 | 6 364 832 | 6 364 832 |
| Charges sociales | | | 4 864 189 | 2 448 240 | 2 448 240 |
| Dotations aux amortissements et provisions : | | | | | |
| Sur immob : dotations aux amortissements | | | 611 810 | 387 671 | 387 671 |
| Sur immob : dotations aux provisions | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | 1 334 983 | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | |
| Autres charges | | | 1 014 | 6 | 6 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATIONS | | | 29 023 177 | 14 705 956 | 14 705 956 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 2 062 178 | 2 352 039 | 2 734 686 |
| Produits financiers : | | | | | |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | |
| Perte et bénéfice transférée | | | | | |
| Produits financiers de participations (3) | | | 31 969 | | |
| Produits financiers des autres VMP et créances de l'actif immobilisé (3) | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | | | 401 156 | 12 161 | 12 161 |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | | | 165 800 | 101 883 | 101 883 |
| Différences positives de change | | | 8 730 | 78 | 78 |
| Produits nets sur cessions de VMP | | | 6 108 | 167 611 | 167 611 |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS | | | 613 761 | 281 732 | 281 732 |
| Charges financières : | | | | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | 167 062 | 165 800 | 165 800 |
| Intérêts et charges assimilés | | | 104 085 | 26 822 | 26 822 |
| Différences négatives de change | | | 7 060 | 4 846 | 4 846 |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | | 34 404 | 21 400 | 21 400 |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIERES | | | 312 611 | 218 868 | 218 868 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 301 150 | 62 864 | 62 864 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | | 2 363 329 | 2 414 903 | 2 797 551 |

| COMPTE DE RESULTAT - 2E PARTIE | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|--|---------------------|---------------------|-------------------------------------|
| EN FRANCS FRANÇAIS | | | |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | 2 363 329 | 2 414 903 | 2 797 551 |
| <u>Produits exceptionnels :</u> | | | |
| Sur opérations de gestion | | 33 361 | 33 361 |
| Sur opérations en capital | 87 500 | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 87 500 | 33 361 | 33 361 |
| <u>Charges exceptionnelles :</u> | | | |
| Sur opérations de gestion | 8 640 | 5 431 | 5 431 |
| Sur opérations en capital | 106 389 | 409 | 409 |
| Dotations aux amortissements et provisions | | | |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 115 029 | 5 840 | 5 840 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -27 529 | 27 521 | 27 521 |
| Participation des salariés | | | |
| Impôt sur les bénéfices | 736 280 | 700 106 | 840 407 |
| TOTAL DES PRODUITS | 31 786 616 | 17 373 088 | 17 755 735 |
| TOTAL DES CHARGES | 30 187 096 | 15 630 770 | 15 771 071 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 1 599 519 | 1 742 319 | 1 984 664 |

(a) y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier :

- Redevances de crédit-bail immobilier :

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs :

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs :

(3) dont produits concernant des entités liées :

31 969

(4) dont intérêts concernant les entités liées :

1 752

5.3.3. Tableau de financement

| CALCUL DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 |
|--|------------------|------------------|
| RESULTAT NET COMPTABLE | 1 599 519 | 1 742 319 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 2 113 855 | 553 471 |
| Reprises sur amortissements et provisions | 165 800 | 101 883 |
| Valeur comptable des éléments d'actif cédés | 106 389 | 409 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | 83 000 | |
| Quote-part de subvention virée au résultat de l'exercice | | |
| Capacité de financement de l'exercice | 3 570 964 | 2 194 315 |
| Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé : | | |
| - Cessions d'immobilisations incorporelles | | |
| - Cessions d'immobilisations corporelles | 83 000 | |
| - Cessions ou réductions d'immobilisations financières | | |
| Augmentation des capitaux propres | 379 660 | 35 178 |
| Subventions d'investissement reçues | | |
| Augmentation des dettes financières (a) (b) | 1 471 800 | 930 000 |
| RESSOURCES DURABLES (I) | 5 505 424 | 3 159 493 |
| Distributions de dividendes mis en paiement au cours de l'exercice - | | |
| Prélèvements de l'exploitant | | 500 000 |
| Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé : | | |
| - Immobilisations incorporelles | 1 266 324 | 65 382 |
| - Immobilisations corporelles | 1 125 434 | 790 726 |
| - Immobilisations financières | 319 358 | 50 800 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (c) | | |
| Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retrait) | | |
| Remboursements des dettes financières (a) | 366 876 | 122 101 |
| EMPLOIS STABLES (II) | 3 077 992 | 1 529 008 |
| Variation du fonds de roulement net global : | | |
| Ressource nette (I-II) | 2 427 432 | 1 630 485 |
| Ou Emploi net (II-I) | | |

5.3.4. Annexe

5.3.4.1. Modification des méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la société a modifié ses méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour suivre désormais le traitement comptable préconisé par le Plan Comptable Général et l'avis du Conseil National de la Comptabilité n°31, exposé dans la note 5.3.4.2.1. ci-après.

Les coûts de production de l'exercice ont donc été immobilisés pour la première fois : voir à ce sujet la note en annexe des comptes consolidés, titre « Méthode d'évaluation retenue pour certains postes du bilan §5.3.4.2.1. « Logiciels ».

L'application de cette méthode ne pouvant pas être rétrospective, des comptes proforma sont présentés afin de permettre d'apprécier l'impact qu'aurait eu l'application de la méthode sur le résultat de l'exercice clos le 30 juin 1999, si celui-ci avait été l'exercice de première application de cette méthode.

5.3.4.2. Règles et méthodes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000

5.3.4.2.1. Immobilisations incorporelles

Logiciels

Les logiciels créés par l'entreprise sont inscrits à l'actif du bilan lorsque l'importance stratégique et la durée des projets le justifient.

L'amortissement de ces éléments est réalisé linéairement sur une durée appréciée en fonction des projets et n'excédant pas 5 ans.

Dans tous les cas, les éléments activés résultent de projets clairement identifiés dont les coûts peuvent être nettement individualisés et affectés aux projets, ainsi que mesurés de façon fiable.

La faisabilité technique de ces projets a été démontrée et ces produits sont destinés à une utilisation ou une commercialisation ultérieure.

Ces projets ont fait l'objet d'études d'utilité ou de commercialisation et les ressources tant financières qu'humaines nécessaires à l'aboutissement du projet peuvent être mises en œuvre.

Les coûts faisant l'objet d'une inscription à l'actif sont constitués par les phases de développement suivantes des logiciels créés :

- Analyse organique
- Programmation
- Tests et jeux d'essais
- Documentation du logiciel

5.3.4.2.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application des taux suivants :

| Nature | Durée |
|---------------------------------|-----------|
| Immobilisation Incorporelles | 1 à 5 ans |
| Matériel de transport | 2 à 5 ans |
| Aménagements | 10 ans |
| Agencements | |
| Matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| Informatique | |
| Mobilier de bureau | 5 ans |

5.3.4.2.3. Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour, ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5.3.4.2.4. Prestations en cours à la clôture

Contrats à exécution successive

Les prestations rendues et non facturées à la date de clôture des comptes sur les contrats de maintenance à exécution successive sont enregistrées en factures à établir.

Contrats dont la réalisation se poursuit au-delà de la date de clôture

Les contrats à long terme traités à forfait, et dont l'exécution se poursuit sur plus d'un exercice, sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement lorsque les éléments suivants sont réunis :

- le montant du contrat peut être évalué de façon fiable,
- le pourcentage d'avancement du projet peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêt des comptes,
- les temps d'étude et les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Dans cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction du pourcentage estimé d'avancement du projet à la date de l'arrêt des comptes.

Aucune dépréciation directe n'est constatée sur les en cours. Toutefois, lorsque le montant des coûts prévisibles pour l'achèvement d'un contrat, risque de faire apparaître une perte à terminaison, une provision pour risque est constituée en fonction de la perte probable à la clôture de l'exercice.

5.3.4.2.5. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires..

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, un provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

5.3.4.2.6. Créances

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non-recouvrement.

5.3.4.2.7. Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France.

Les engagements de la société en matière d'indemnité de départ à la retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses actuarielles.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation.

5.3.4.3. NOTES SUR LE BILAN

5.3.4.3.1. Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles sont représentées par les logiciels acquis et l'activation de frais de recherche et développement.

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Acquisi-tions | Cessions - virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|---------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de recherche et de développement | 0 | 811 300 | | 811 300 |
| Autres immobilisations incorporelles | 161 318 | 455 024 | -8 351 | 607 991 |
| TOTAL | 161 318 | 1 266 324 | -8 351 | 1 419 291 |

| Amortissements Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions - Sorties - Reprises | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|--|----------------------------|--|-----------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 87 678 | 95 775 | -8 351 | 175 102 |
| TOTAL | 87 678 | 95 775 | -8 351 | 175 102 |

A partir de cet exercice, la société immobilise pour la première fois les dépenses afférentes aux logiciels commercialisés selon les principes exposés dans la note 5.3.4.2.1.

L'impact global sur l'exercice des coûts de recherche et de développement sur les logiciels se présente de la manière suivante :

Frais de recherche appliquée et de développement

| | Recherche fondamentale | Recherche appliquée | Développe ment (1) | TOTAL |
|--|---------------------------|------------------------|-----------------------|-----------|
| <u>Dépenses de R & D sans contrepartie spécifique :</u> | | | | |
| - N'entrant pas dans le cadre de la commande client | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| - Entreprises en fonction de clients potentiels | | | | |
| <u>Dépenses de R & b D avec contrepartie spécifique :</u> | | | | |
| - Etat et collectivités publiques de France | | | | |
| - Autres clients en France | | | | |
| - Clients étrangers | | | | |
| TOTAL 1 | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| <u>Autres dépenses de R & D :</u> | | | | |
| - Cotisations parafiscales | | | | |
| - Subventions versées | | | | |
| - Acquisitions de résultats de recherche | | | | |
| TOTAL 2 | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 745 281 | 811 300 | 1 556 581 |
| (1) Dont inscrit au compte 203 du bilan | | | 811 300 | |

Le montant des frais de développement encourus au 30 juin 1999 et qui fait l'objet d'un retraitement dans le bilan proforma s'est élevé à 382 646 francs.

Le montant des frais de recherche retenus pour le calcul du crédit d'impôt recherche au titre de l'année civile 1998 s'est élevé à 574 581 francs.

5.3.4.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations liées aux constructions sont représentées par les agencements du siège social.

Les immobilisations corporelles sont essentiellement constituées de matériel informatique et de mobilier de bureaux.

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Acquisi-tions | Cessions - virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|------------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménagements. | 302 670 | 189 234 | | 491 904 |
| Installations techniques, mat et out industriels | 0 | 0 | | 0 |
| Autres installations, agencements, aménag divers | 129 700 | 109 776 | -4 038 | 235 438 |
| Matériel de transport | 220 490 | 137 150 | -173 490 | 184 150 |
| Matériel de bureau, mobilier | 1 325 675 | 689 274 | -160 580 | 1 854 369 |
| TOTAL | 1 978 535 | 1 125 434 | -338 108 | 2 765 861 |

| Amortissements Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions - Sorties – Reprises | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|--|---------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménag. | 33 289 | 30 743 | | 64 032 |
| Installations techniques, mat et out indus | 0 | 0 | | 0 |
| Autres installations, agenc, aménag divers | 36 552 | 14 638 | -3 970 | 47 220 |
| Matériel de transport | 49 655 | 65 869 | -68 731 | 46 793 |
| Matériel de bureau, mobilier | 582 582 | 404 784 | -159 019 | 828 347 |
| TOTAL | 702 078 | 516 034 | -231 720 | 986 392 |

5.3.4.3.3. Immobilisations financières

| Mouvements de l'exercice | Valeurs Brutes au Début de l'exercice | Acquisitions | Cessions – virements | Valeurs brutes au 30 juin 2000 |
|---|---------------------------------------|----------------|----------------------|--------------------------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | 0 |
| Participations -Créances rattachées | 50 | 274 012 | | 274 062 |
| Autres titres immobilisés | 0 | 0 | | 0 |
| Autres immobilisations financières | 116 750 | 45 346 | | 162 096 |
| TOTAL | 116 800 | 319 358 | 0 | 436 158 |

Les dépôts et cautionnements comptabilisés en «Autres immobilisations financières» représentent les loyers versés à titre de dépôt de garantie au bailleur du siège social. L'augmentation de l'exercice correspond à une caution versée en garantie des emprunts.

Les acquisitions de l'exercice représentent les titres des sociétés LOGEDIS [110 KF] et HOLY-DIS GmbH [164 KF].

La société possède par ailleurs une participation de 5 % dans les sociétés civiles MDH, MDH2 & MDH3, propriétaires d'une partie des locaux d'exploitation.

5.3.4.3.4. Stocks de marchandises

Les stocks de matières et de marchandises font l'objet d'un inventaire périodique. Ils correspondent aux ventes connexes aux prestations d'implantation de logiciels et s'analysent comme suit :

| Mouvements de l'exercice | Stock au début de l'exercice | Variation | Stock au 30 juin 2000 |
|---------------------------------|------------------------------|-----------|-----------------------|
| Stocks de marchandises | 206 385 | -31 619 | 174 766 |

5.3.4.3.5. Créances clients

| Créances | 30 juin 2000 | A moins d'un an | A plus d'un an |
|------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Clients | 14 021 205 | 14 021 205 | |
| Clients - Effets à recevoir | 0 | 0 | |
| Clients Douteux | 1 841 247 | 1 841 247 | |
| Clients - Factures à établir | 1 259 466 | 1 259 466 | |
| Provision | -1 549 800 | -1 549 800 | |
| TOTAL | 15 572 118 | 15 572 118 | |

Détail des clients par nature de clientèle

| | Montant | % |
|----------------|-------------------|---------------|
| Distribution | 6 432 874 | 40,55 |
| Industrie | 1 150 913 | 7,25 |
| Services | 3 980 968 | 25,10 |
| Autres clients | 4 297 697 | 27,10 |
| TOTAL | 15 862 452 | 100,00 |

Provision pour dépréciation des comptes clients

| Créances | Valeurs au début de l'exercice | Dotations | Reprises | Valeurs au 30 juin 2000 |
|------------------------------|--------------------------------|------------------|----------|-------------------------|
| Clients Douteux | 214 815 | 993 475 | | 1 208 290 |
| Clients - Factures à établir | | 341 510 | | 341 510 |
| TOTAL | 214 815 | 1 334 985 | 0 | 1 549 800 |

Le dysfonctionnement de la procédure interne de recouvrement liée à la très forte croissance observée sur le dernier exercice clos au 30 juin 2000 a donné lieu à des provisions pour dépréciation portant sur certaines créances anciennes dont le recouvrement peut apparaître comme difficile.

Des actions correctives ont été mises en place à partir du second trimestre 2000 et ont permis de pallier l'insuffisance constatée dès le troisième trimestre 2000. Du personnel administratif supplémentaire a notamment été recruté, et les procédures de relances systématisées.

5.3.4.3.6. Autres créances

| Autres créances et débiteurs divers | 30 juin 2000 | à moins d'un an | à plus d'un an | A plus de 5 ans - |
|--|------------------|------------------|----------------|-------------------|
| Personnel avances et acomptes | 3 709 | 3 709 | | |
| Créances sur les organismes sociaux | 0 | 0 | | |
| Créances fiscales : | | | | |
| Imposition forfaitaire annuelle | 0 | 0 | | |
| Etat - Acomptes d'impôt sur les sociétés | 173 074 | 173 074 | | |
| TVA Déductible | 906 794 | 906 794 | | |
| Débiteurs divers | 1 992 191 | 1 992 191 | | |
| TOTAL | 3 075 768 | 3 075 768 | 0 | 0 |

Les débiteurs divers correspondent aux avances faites aux sociétés du groupe, dont la société HOLY-DIS MANAGEMENT [1 084 620 F.] pour les prestations qui figurent au passif en factures non parvenues.

5.3.4.3.7. Valeurs mobilières de placement, Trésorerie

Les liquidités se présentent ainsi :

| Trésorerie | 30 juin 2000 - | Valeur de marché |
|---------------------------|------------------|------------------|
| Autres titres Sicav - FCP | 16 783 | 22 314 |
| Autres titres Actions | 520 002 | 508 578 |
| Comptes à vue | 710 649 | 710 649 |
| Caisse | 2 226 | 2 226 |
| TOTAL | 1 249 660 | 1 243 767 |

La Société n'est pas exposée aux risques de change ou de taux et n'utilise pas dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette de produits dérivés.

5.3.4.3.8. Comptes de régularisation actif

| Nature | Exploitation | Financier |
|-----------------------------|--------------|-----------|
| Charges constatées d'avance | 185 245 | |

Les charges constatées d'avances proviennent essentiellement de la régularisation de la quote-part de loyer courue.

5.3.4.3.9. Etat des échéances des créances

| | Montant | à moins d'un an | à plus d'un an | A plus de 5 ans |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
| Actif immobilisé : | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immob. Financières | 162 096 | | 162 096 | |
| TOTAL | 162 096 | | 162 096 | |
| Créances actif circulant : | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 17 121 918 | 17 121 918 | | |
| Autres créances | 3 075 768 | 3 075 768 | | |
| Charges constatées d'avance | 185 245 | 185 245 | | |
| TOTAL | 20 382 931 | 20 382 931 | | |

5.3.4.3.10. Capitaux Propres

Les titres composant le capital social se présentent de la façon suivante, à la clôture de l'exercice social :

| Catégories de titres | Actions |
|--|-----------|
| Nombre de titres début exercice | 4 000 |
| Titres créés au cours de l'exercice | 1 640 |
| Titres remboursés au cours de l'exercice | 0 |
| Division du nominal | 160 920 |
| Nombre de titres en fin d'exercice | 161 561 |
| Valeur nominale | 6,25 |
| Montant du Capital en Francs | 1 041 000 |

5.3.4.3.11. Analyse de la variation des capitaux propres

| (En milliers de francs) | Ouverture | Affectation du résultat de la mère | Distribution de la mère | Affectation du solde résultat | Augmentation de capital | Clôture |
|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------|
| Capital social | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 41 000 | 1 041 000 |
| Prime d'émission | 0 | 0 | 0 | 0 | 338 660 | 338 660 |
| Réserve légale | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 |
| Réserves réglementées | 200 000 | 200 000 | 0 | 0 | 0 | 400 000 |
| Report à nouveau | 2 744 389 | 1 542 318 | 0 | 0 | 0 | 4 286 707 |
| Résultat de l'exercice | 1 742 318 | (1 742 318) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 5 786 707 | 0 | 0 | 0 | 379 660 | 6 166 367 |

Les réserves réglementées figurant au bilan correspondent à la fraction des résultats ayant bénéficié du taux réduit d'IS et ayant vocation à être incorporés au capital (art 219 I-f du CGI).

5.3.4.3.12. Résultat net par action

| (en francs) | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | 30 juin 1999 (pro forma) |
|---|--------------|--------------|-----------------------------|
| Résultat par action avant dilution | | | |
| Résultat courant par action | 14,23 | 603,73 | 496,16 |
| Résultat par action | 9,63 | 2 885,92 | 496,16 |
| Résultat par action après dilution | | | |
| Résultat courant par action | 14,23 | 603,73 | 496,16 |
| Résultat par action | 9,63 | 435,58 | 496,16 |

La diminution du résultat par action au 30 juin 2000 s'explique par la division par 10 de la valeur nominale des titres intervenue durant l'exercice.

5.3.4.3.13. Avances conditionnées

| Nature des avances conditionnées | 30 juin 2000 |
|---|--------------|
| Avance ANVAR | 480 000 |
| Avance Conseil Régional d'Ile de France | 121 800 |
| TOTAL | 601 800 |

Il s'agit pour l'Anvar d'avances remboursables consenties dans le cadre des programmes de recherche Horizon et Ariane. Ces avances, consenties sans intérêt sont remboursables à compter de l'année 2001 avec une prime de remboursement si les programmes financés sont commercialisés.

L'avance du Conseil Régional d'Ile de France est consentie dans le cadre du programme d'aide à l'exportation. Cette avance sans intérêt est remboursable par moitié sur les années 2002 et 2003.

5.3.4.3.14. Dettes financières

| ANALYSE DE LA DETTE BANCAIRE | 30 juin 2000 | A moins d'un an | A moins de 5 ans | A plus de 5 ans |
|---------------------------------|--------------|--------------------|---------------------|-----------------|
| Emprunt | 1 796 124 | 437 600 | 1 358 524 | |
| Découvert | 2 843 081 | 2 843 081 | | |
| Intérêts courus sur emprunts | 1 365 | 1 365 | | |
| Intérêts courus à payer | 5 603 | 5 603 | | |
| TOTAL | 4 646 173 | 3 287 649 | 1 358 524 | |

Les emprunts bancaires contractés ont essentiellement pour but le financement des investissements et la consolidation des besoins en fonds de roulement.

Une partie des emprunts a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce au profit de la Banque Parisienne de Crédit.

Ventilation de la dette par taux

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|--|--------------|
| Emprunts bancaires à taux fixe | 742 332 |
| Emprunts bancaires à taux variable [EURIBOR] | 1 053 792 |
| TOTAL | 1 796 124 |

5.3.4.3.15. Fournisseurs et rattachés

| (en francs) | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|---------------------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Fournisseurs | 1 363 980 | 1 363 980 | |
| Fournisseurs – Factures non parvenues | 1 906 136 | 1 906 136 | |
| Fournisseur – d'immobilisations | 0 | | |
| TOTAL | 3 270 116 | 3 270 116 | |

Les factures non parvenues correspondent essentiellement aux prestations facturées par la société-mère Holy-Dis Management. Les acomptes versés sur ces prestations figurent à l'actif dans le poste autres débiteurs.

5.3.4.3.16. Dettes fiscales et sociales

| NATURE | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|--|--------------|-----------------|----------------|
| Dettes fiscales : | | | |
| TVA | 1 645 680 | 1 645 680 | |
| Etat, impôts sur les sociétés | 0 | 0 | |
| Etat, charges à payer | 238 686 | 238 686 | |
| TOTAL | 1 884 366 | 1 884 366 | |
| Dettes sociales : | | | |
| Personnel – salaires juin 2000 | 103 567 | 103 567 | |
| Organismes sociaux | 1 082 869 | 1 082 869 | |
| Organismes sociaux - Charges à Payer | 234 520 | 234 520 | |
| Provision congés payés | 670 030 | 670 030 | |
| Charges à payer / personnel | 563 075 | 563 075 | |
| Charges à payer / congés payés et primes | 279 067 | 279 067 | |
| TOTAL | 2 933 128 | 2 933 128 | |

5.3.4.3.17. Autres dettes

| Nature | 30 juin 2000 - | A moins d'un an | à plus d'un an |
|-----------------------------|----------------|-----------------|----------------|
| R.R.R. et avoirs à accorder | 26 312 | 26 312 | |
| Charges à payer divers | 100 | 100 | |
| Divers | 38 312 | 38 312 | |
| TOTAL | 64 724 | 64 724 | |

5.3.4.3.18. Information concernant les entreprises liées

| Éléments relevant de plusieurs postes du bilan | Montant concernant les entreprises | | Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce |
|--|------------------------------------|---|--|
| | Liées | Avec lesquelles la société a un lien de participation | |
| Capital souscrit, non appelé | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| Immobilisations corporelles | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations | 163 989 | 110 072 | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Autres immobilisations financières | | 66 000 | |
| Total immobilisations | 163 989 | 176 072 | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | |
| Créances | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | | |
| Autres créances | 1 103 298 | 886 752 | |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | |
| Total créances | 1 103 298 | 886 752 | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 1 080 107 | | |
| Total des dettes | 1 080 107 | | |

5.3.4.3.19. Comptes de régularisation passif

| Nature | 30 juin 2000 | A moins d'un an | à plus d'un an |
|-----------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Produits constatés d'avance | 2 168 299 | 2 168 299 | |
| Ecart de conversion | | | |

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à la quote-part non courue des contrats de maintenance liés aux logiciels installés.

5.3.4.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.3.4.4.1. Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires s'analyse par zones géographiques et par nature de prestations et ventes :

| Zone | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | % Variation |
|----------|--------------|--------------|-------------|
| France | 23 701 519 | 15 052 666 | 57% |
| CEE | 4 026 837 | 1 297 827 | 210% |
| Etranger | 2 452 824 | 561 865 | 337% |
| TOTAL | 30 181 180 | 16 912 358 | 78% |

| NATURE | 30 juin 2000 | 30 juin 1999 | Variations |
|------------------------|--------------|--------------|------------|
| Ventes de marchandises | 1 952 773 | 1 464 838 | 33% |
| Ventes de logiciels | 17 437 830 | 9 550 635 | 83% |
| Formation | 4 062 327 | 2 459 750 | 65% |
| Maintenance | 3 703 239 | 2 131 630 | 74% |
| Autres prestations : | 3 025 011 | 1 305 505 | |
| TOTAL | 30 181 180 | 16 912 358 | 78% |

5.3.4.4.2. Analyse du résultat financier

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|--|--------------|
| <u>Produits financiers :</u> | |
| Produits des immobilisations financières | 31 969 |
| Revenus des VMP et escomptes | 2 615 |
| Autres produits financiers | 398 540 |
| Gains de change | 8 730 |
| Produits de cession de vmp | 6 107 |
| Reprise de provisions sur vmp | 165 800 |
| TOTAL | 613 761 |
| <u>Charges financières :</u> | |
| Intérêts des emprunts | 76 025 |
| Intérêts des autres dettes | 3 290 |
| Intérêts sur découvert | 24 770 |
| Perte de change | 7 060 |
| Charges de cession de vmp | 34 404 |
| Dotations aux provisions sur vmp | 167 062 |
| TOTAL | 312 611 |
| RESULTAT FINANCIER | 301 150 |

5.3.4.4.3. Analyse du résultat exceptionnel

| (en francs) | 30 juin 2000 |
|---|----------------|
| Produits exceptionnels | |
| Quote-part des subventions d'investissement rapportée au résultat | |
| Produits de cession d'immobilisations | 83 000 |
| Autres produits exceptionnels | 4 500 |
| TOTAL | 87 500 |
| Charges exceptionnelles | |
| Perte sur créances irrécouvrables | |
| Autres charges exceptionnelles | 8 640 |
| Rappel de taxe professionnelle | 0 |
| Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés | 106 389 |
| Dotations aux amortissements et provisions | |
| TOTAL | 115 029 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -27 529 |

5.3.4.4.4. Ventilation de la charge d'impôt

| (en francs) | Avant Impôt | Impôt correspondant | Après impôt |
|-----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| + Résultat courant | 2 363 328 | 746 031 | 1 617 297 |
| + Résultat exceptionnels | -27 529 | -9 751 | -17 778 |
| -Participation des salariés | | | |
| Résultat comptable | 2 335 799 | 736 280 | 1 599 519 |

5.3.4.4.5. Accroissement ou allègement de la charge fiscale future

En raison des décalages dans le temps existant entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges, la situation fiscale future est affectée de la manière suivante :

| | Début d'exercice | | Variation | | Fin d'exercice | |
|---|------------------|--------|-----------|--------|----------------|--------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Décalages certains | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| Charges non déductibles temporairement | | | | | | |
| ORGANIC | 14 077 | | 4 098 | | 18 175 | |
| Participation des salariés | | | | | | |
| Ecart de valeur liquidative sur OPCVM | 2 602 | | 15 435 | | 18 037 | |
| Charges à étaler | | | | | | |
| Autres actifs | | | | | | |
| Report déficitaire | | | | | | |
| Amortissements réputés différés | | | | | | |
| Moins value à long terme | | | | | | |

5.3.4.5. AUTRES INFORMATIONS

5.3.4.5.1. Rémunérations des organes de direction

La rémunération des organes d'administration s'est élevée à 755 250 francs au cours de l'exercice clos le 30 juin 2000.

5.3.4.5.2. Engagements hors bilan

Engagements financiers

| ENGAGEMENTS DONNES | Montant |
|--|-----------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals, cautions et garanties | 603 117 |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés | |
| Autres engagements donnés : | |
| Nantissement du fonds de commerce | 1 430 000 |
| Total (1) | 2 033 117 |
| (2) dont concernant : | |
| - les filiales | |
| - les participations | 603 117 |
| - les autres entreprises liées | |
| Dont engagements assortis de sûretés réelles | 1 430 000 |

Engagements donnés : caution à Natiocrédimurs pour F. 603 117.

Dettes garanties par des sûretés réelles

| GARANTIES | Dettes garanties | Montant des sûretés | Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie |
|--|------------------|---------------------|--|
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | 918 624 | 1 430 000 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| Total | 918 624 | 1 430 000 | |

5.3.4.5.3. Effectif moyen

| | Personnel salarié |
|-----------------------------------|-------------------|
| Cadres | 24 |
| Agents de maîtrise et techniciens | |
| Employés | 26 |
| Ouvriers | |
| Total | 50 |

5.3.4.5.4. Liste des filiales et participations

| SOCIETES | Date Ouverture | Date clôture | Capital social | Capitaux propres autres que le capital | % du capital détenu | Montant de la participation (1) | Prêt et avances consentis et non encore remboursés | Cautions données par la société mère | Chiffre d'affaires du dernier exercice clos | Résultat | Dividendes |
|---------------------------|------------------------------|------------------|----------------|--|---------------------|---------------------------------|--|--------------------------------------|---|-----------|------------|
| I. Filiales | | | | | | | | | | | |
| HOLY-DIS GMBH | 1 ^{er} juillet 1999 | 30 juin 2000 | 163 989 | 24 841 | 100 % | 163 989 | 9 339 | 0 | 0 | - 139 148 | 0 |
| II. Participations | | | | | | | | | | | |
| LOGEDIS | 1 ^{er} janvier 1999 | 31 décembre 1999 | 487 821 | 33 396 | 11 % | 109 922 | 0 | 0 | 3 391 774 | 126 564 | 0 |
| III. Autres titres | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 150 | 886 752 | 603 117 | | | 0 |

(1) Les participations figurant au bilan au 30 juin 2000 n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation et figurent donc pour leur valeur brute.

5.3.5. Rapport général des Commissaires aux comptes

HOLY-DIS

Rapport général des commissaires aux comptes - Comptes au 30 juin 2000

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur les comptes relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2000, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société HOLY-DIS SA établis en francs, présentés aux paragraphes 5.3.1. à 5.3.4. du présent prospectus,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la modification des méthodes de comptabilisation des logiciels créés pour la société au cours de l'exercice. Ce retraitement est détaillé dans les notes 5.3.4.1 « Modifications des méthodes comptables » et 5.3.4.2.1 « Logiciels » de l'annexe.

II VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 17 novembre 2000

Elisabeth MERCIER DE LACOMBE
Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Yann MARCHAND
Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
DE PARIS

5.3.6. Rapport spécial des Commissaires aux comptes

HOLY-DIS

Rapport spécial des commissaires aux comptes - Comptes au 30 juin 2000

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

AVANCES DE TRÉSORERIE À LA SOCIÉTÉ HOLY-DIS MANAGEMENT

Administrateurs intéressés :

M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti des avances de trésorerie, s'élevant à la clôture de l'exercice à 1 084 620,66 francs. Ces avances rémunérées au taux de 5 % ont généré des intérêts d'un montant de 19 934,17 francs.

CONTRAT DE PILOTAGE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE AVEC LA SOCIÉTÉ HOLY-DIS MANAGEMENT

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Aux termes de cette convention devant prendre fin le 30 juin 2000, HOLY-DIS MANAGEMENT a fourni à votre société des prestations de pilotage ainsi qu'une assistance technique et administrative. Sa rémunération est égale à 84 % des charges réelles engagées, comprenant les salaires des dirigeants et leurs frais annexes, les coûts administratifs et généraux. Elle s'est élevée à 903 100,00 francs HT, somme figurant en charges à payer à la clôture de l'exercice.

AVANCES DE TRÉSORERIE À LA SCI MDH

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti des avances de trésorerie à la SCI MDH, s'élevant à la clôture de l'exercice à 161 962,19 francs. Ces avances rémunérées au taux de 5 % ont généré des intérêts d'un montant de 7 712,49 francs.

AVANCES DE TRÉSORERIE AVEC LA FILIALE ALLEMANDE HOLY-DIS GMBH

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER

L'avance de trésorerie consentie à la filiale allemande s'élève à la clôture de l'exercice à 9 339,02 francs. Les mouvements intervenus au cours de l'exercice ont conduit à verser des intérêts à la filiale pour un montant de 1 751,90 francs sur la base d'un taux d'intérêt de 5 %.

PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SCI MDH2, EN COURS DE CONSTITUTION

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a pris une participation de 5 %, pour une valeur nominale de 50 francs, dans le capital de la SCI MDH2, détenu à hauteur de 50 % par Monsieur Eric MEUNIER et à hauteur de 45 % par Monsieur Laurent DEBRAUX.

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE EN FAVEUR DE LA SCI MDH2

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti une convention d'hébergement à titre gratuit en faveur de la SCI MDH2 pour une durée de trois mois renouvelable par tacite reconduction à compter du 3 février 2000.

AVANCES DE TRÉSORERIE À LA SCI MDH2 EN COUR DE CONSTITUTION

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti des avances de trésorerie à la SCI MDH2, s'élevant à la clôture de l'exercice à 719 095,46 francs. Ces avances rémunérées au taux de 5 %, ont généré des intérêts d'un montant de 11 174,36 francs.

CONCLUSION D'UN BAIL AVEC LA SCI MDH2

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a signé un bail commercial d'une superficie de 396 m² à usage de bureaux incluant 10 emplacements de parking à Colombes, 14, rue de Mantes avec la SCI MDH2. Le loyer annuel à la charge de votre société de 386 600,00 francs HT est indexé sur l'indice du coût à la construction; le dépôt de garantie représente 3 mois de loyer.

Ce bail prendra effet à compter du 1er juillet 2000 pour une durée de 9 ans.

PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SCI MDH3 EN COURS DE CONSTITUTION

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a pris une participation de 5 %, pour une valeur nominale de 50 francs, dans le capital de la SCI MDH3, détenu à hauteur de 50 % par Monsieur Eric MEUNIER et de 45 % par Monsieur Laurent DEBRAUX.

AVANCES DE TRÉSORERIE À LA SCI MDH3

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti des avances de trésorerie à la SCI MDH3, s'élevant à la clôture de l'exercice à 7 695,89 francs. Ces avances rémunérées au taux de 5 %, ont généré des intérêts d'un montant de 62,68 francs.

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE EN FAVEUR DE LA SCI MDH3

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a consenti une convention d'hébergement à titre gratuit en faveur de la SCI MDH3, pour une durée de trois mois renouvelable, par tacite reconduction à compter du 20 mars 2000.

AVANCES DE TRÉSORERIE À LA SOCIÉTÉ HOLY-DIS LTD

Administrateur intéressé : M. Eric MEUNIER

Votre société a consenti des avances de trésorerie à la société HOLY-DIS LTD, s'élevant à la clôture de l'exercice à 11 477,29 francs. Ces avances rémunérées au taux de 5 %, ont généré des intérêts d'un montant de 62,13 francs.

PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ LOGEDIS

Administrateur intéressé : M. Eric MEUNIER

Votre société a acquis auprès de Monsieur Éric MEUNIER une participation de 11,27 % dans le capital de la société de droit belge LOGEDIS, société partenaire commercial de la vôtre. Cette cession portant sur 338 parts s'est effectuée sur la base de 109 923,00 francs. La situation nette de LOGEDIS au 31 décembre 1999 s'élevait à 521 217,00 francs, pour un résultat net de 126 564,00 francs.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

NANTISSEMENT DES PARTS DE LA SCI MDH DÉTENUES PAR VOTRE SOCIÉTÉ

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société possède 50 parts de la SCI MDH, qu'elle a données en nantissement au profit de la société NATIOCRÉDIMURS.

CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE ET INDIVISIBLE AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ NATIOCRÉDIMURS

Administrateurs intéressés : M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société s'est portée caution solidairement avec Messieurs MEUNIER et DEBRAUX au profit de la société NATIOCRÉDIMURS en garantie du contrat de crédit-bail signé par la SCI MDH pour un montant maximum de 603 117,00 francs.

LOCATION DES LOCAUX SIS À COLOMBES (92) RUE DE MANTES

Administrateurs intéressés :

M. Eric MEUNIER
M. Laurent DEBRAUX

Votre société a signé un bail, à titre de sous-location commerciale pour les bureaux qu'elle occupe au 14, Rue de Mantes à Colombes avec la SCI MDH prenant effet le 1er février 1998. Le loyer annuel de 264 000,00 francs HT est indexé sur l'indice du coût de la construction; le dépôt de garantie représente 3 mois de loyer. Il a été versé au titre de l'exercice une somme de 264 000,00 francs en principal, identique à celle de l'exercice précédent et de 146 574,00 francs au titre des charges.

Fait à Paris, le 17 novembre 2000

Elisabeth MERCIER DE LACOMBE

Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Yann MARCHAND

Commissaire aux Comptes

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
DE PARIS

5.3.7. Autres informations

5.3.7.1. Résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

| (en Francs) | 30 juin 1996 | 30 juin 1997 | 30 juin 1998 | 30 juin 1999 | 30 juin 2000 |
|---|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 250 000 | 250 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 041 000 |
| Nombre d'actions ordinaires | 1 000 | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 166 560 |
| Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | | |
| Nombre maximum d'actions à créer : | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | |
| - par droit de souscription | | | | | |
| OPERATIONS ET RESULTATS | | | | | |
| Chiffre d'affaires HT | 6 092 052 | 7 228 366 | 10 630 491 | 16 912 491 | 30 181 180 |
| Résultat avant IS, participation, dotations aux amortissements et provision | 2 488 371 | 1 576 166 | 2 542 472 | 2 894 013 | 2 363 329 |
| Impôts sur les bénéfices | 686 823 | 667 807 | 592 480 | 700 106 | 736 280 |
| Participation des salariés | | | | | |
| Résultat après IS, participation, dot aux Amortissements et provisions | 1 189 397 | 1 152 760 | 1 428 143 | 1 742 319 | 1 599 519 |
| Résultat distribué | 200 000 | 300 000 | 500 000 | Néant | Non connu |
| RESULTAT PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après IS, participation, avant dot aux amortissements et provisions | 1 801 | 908 | 488 | 548 | 22 |
| Résultat après IS, participation, et dot aux Amortissements et provisions | 1 189 | 1 153 | 357 | 436 | 9 |
| Dividende attribué | 200 | 300 | 125 | Néant | |
| PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen des salariés | 7 | 11 | 15 | 29 | 50 |
| Montant de la masse salariale | 1 382 019 | 2 062 100 | 3 301 967 | 6 364 832 | 11 994 333 |
| Montant des sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales) | 562 626 | 837 135 | 1 364 683 | 2 448 240 | 4 864 189 |

5.3.7. Autres informations

5.3.7.1. Résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

| (en Francs) | 30 juin 1996 | 30 juin 1997 | 30 juin 1998 | 30 juin 1999 | 30 juin 2000 |
|---|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 250 000 | 250 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 041 000 |
| Nombre d'actions ordinaires | 1 000 | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 166 560 |
| Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | | |
| Nombre maximum d'actions à créer : | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | |
| - par droit de souscription | | | | | |

| <u>OPERATIONS ET RESULTATS</u> | | | | | |
|---|-----------|-----------|------------|--------------|------------|
| Chiffre d'affaires HT | 6 092 052 | 7 228 366 | 10 630 491 | 16 912 491 | 30 181 180 |
| Résultat avant IS, participation, dotations aux amortissements et provision | 2 488 371 | 1 576 166 | 2 542 472 | 2 894 013 | 2 363 329 |
| Impôts sur les bénéfices | 686 823 | 667 807 | 592 480 | 700 106 | 736 280 |
| Participation des salariés | | | | | |
| Résultat après IS, participation, dot aux amortissements et provisions | 1 189 397 | 1 152 760 | 1 428 143 | 1 742 319 | 1 599 519 |
| Résultat distribué | 200 000 | 300 000 | 500 000 | Néant | Non connu |
| <u>RESULTAT PAR ACTION</u> | | | | | |
| Résultat après IS, participation, avant dot aux amortissements et provisions | 1 801 | 908 | 488 | 548 | 22 |
| Résultat après IS, participation, et dot aux amortissements et provisions | 1 189 | 1 153 | 357 | 436 | 9 |
| Dividende attribué | 200 | 300 | 125 | Néant | |
| <u>PERSONNEL</u> | | | | | |
| Effectif moyen des salariés | 7 | 11 | 15 | 29 | 50 |
| Montant de la masse salariale | 1 382 019 | 2 062 100 | 3 301 967 | 6 364 832 | 11 994 333 |
| Montant des sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales) | 562 626 | 837 135 | 1 364 683 | 2 448 240 | 4 864 189 |

5.3.7.2. Hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite

Le calcul des indemnités de départ à la retraite de la société Holy-Dis a été réalisé en fonction hypothèses suivantes :

- Probabilité de vie à l'âge de départ à la retraite : table TV 88/90
- Taux de progression de la masse salariale : 2 %
- Taux d'actualisation de l'indemnité à percevoir : 5 %
- Probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite :

En l'absence de données historiques internes ayant une valeur statistique, la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise à la date de son départ à la retraite a été établie par rapport à la table suivante avec une hypothèse sous-tendue d'un taux de rotation élevé du personnel lié au secteur d'activité de l'entreprise :

| Tranche d'âge du salarié | Probabilité de présence l'année de départ |
|-----------------------------|--|
| 16-24 | 3,49 % |
| 25-29 | 8,62 % |
| 30-34 | 16,94 % |
| 35-44 | 67,92 % |
| 45-49 | 89,35 % |
| 50-54 | 99,00 % |
| 55-60 et + | 99,50 % |

Chapitre 6. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION

6.1. Conseil d'administration

6.1.1. Président du Conseil d'administration

Eric MEUNIER, nommé le 18 avril 1995 en qualité d'administrateur pour six exercices, et dont le mandat a été renouvelé le 4 décembre 2000 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

6.1.2. Administrateurs

Laurent DEBRAUX, nommé le 18 avril 1995 pour six exercices, et dont le mandat a été renouvelé le 4 décembre 2000 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

Jean-Paul RIGAMBERT, nommé le 18 avril 1995 pour six exercices, et dont le mandat a été renouvelé le 4 décembre 2000 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

Gérard OURGHANLIAN, nommé le 3 décembre 1998 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2004.

Freddy GUEZ, nommé le 4 décembre 2000 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

6.1.3. Autres mandats sociaux en dehors de HOLY-DIS

Laurent DEBRAUX et Eric MEUNIER sont co-gérants des SCI MDH, MDH2 et MDH3, ainsi que de la société holding HOLY-DIS Management.

Eric MEUNIER est Gérant de HOLY-DIS GmbH et de HOLY-DIS Ltd, filiale de HOLY-DIS S.A.

6.2. Direction

Eric MEUNIER est Président

Laurent DEBRAUX est Directeur Général et Directeur Recherche et Développement

Thierry SAUNIER est Directeur Exploitation

Laurent LAGRANGE est Directeur Commercial et depuis le 4 décembre 2000, Directeur Général.

François REY est Directeur Marketing et Communication

Les mandats sociaux détenus, en dehors de HOLY-DIS, par Messieurs Eric MEUNIER et Laurent DEBRAUX sont indiqués au § 6.1.3.

6.3. Rémunération totale de l'équipe de direction

La rémunération totale des organes de direction cités au paragraphe précédent, y compris les avantages en nature s'élevant à 40.000 francs (utilisation d'un véhicule de fonction) s'est élevée à 2.348.741 francs, comprenant les salaires bruts payés directement par la S.A. HOLY-DIS du 01.07.99 au 30.09.99 et les salaires refacturés par la SARL HOLY-DIS Management du 01.10.99 au 30.06.2000.

6.3.1. Plan d'attribution d'actions

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès directement ou indirectement au capital de la société.

Toutefois, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 octobre 2000, dans sa XIII^e résolution, a autorisé le Conseil d'Administration, dans le cadre des articles 225-177 et suivants du Code de Commerce, à consentir au profit des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration désignera les bénéficiaires du plan et arrêtera le montant des souscriptions consécutives aux levées d'option.

Le nombre d'actions à émettre par la société à titre d'augmentation résultant de la levée des options consenties ne saurait être supérieur à 5 % dudit capital.

Cette autorisation pourra être utilisée dans le délai de cinq ans à compter du 24 octobre 2000.

Le Conseil d'Administration arrêtera le plan d'options de souscription d'actions contenant notamment les conditions dans lesquelles seront consenties les options, ces conditions pouvant comporter ou non des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des titres, le prix de souscription des actions, les critères permettant de bénéficier du plan.

Toutefois, le prix de souscription ne saurait être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Les options devront être levées dans un maximum de cinq ans à compter du jour où elles seront consenties.

6.3.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction

6.3.2.1. Conventions en vigueur au cours de l'exercice clos le 30 juin 2000

Voir Rapport Spécial des Commissaires aux comptes en chapitre 5 § 5.3.7.

6.3.2.2. Conventions en vigueur sur l'exercice en cours

Les avances de trésorerie concernant la société HOLY-DIS MANAGEMENT et ses filiales sont remboursées au 10 janvier 2001.

- Modification du contrat de travail entre Monsieur Laurent DEBRAUX et la société
- Contrat de travail entre Monsieur Laurent LAGRANGE et la société

La société a décidé de procéder au plafonnement des avances de trésorerie qui pourraient être consenties à l'avenir aux sociétés SCI MDH, MDH2, MDH3 et Holy-Dis Management à hauteur de 50.000 F par société ou son équivalent en euros, étant précisé que ce plafonnement ne s'applique pas aux filiales opérationnelles de Holy-Dis, soit à ce jour Holy-Dis GMBH et Holy-Dis Ltd.

6.3.3. Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des organes d'administration et de direction

Néant

6.4. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, la société holding de l'émetteur, la ou les filiale(s) de l'émetteur, ou chez des clients ou fournisseurs significatifs de l'émetteur

6.4.1. Intérêts de dirigeants dans le capital de l'émetteur et la société holding de l'émetteur

Voir chapitre 3 paragraphe 3.3.

6.4.2. Intérêts de dirigeants dans les filiales de l'émetteur

Néant.

6.4.3. Intérêts des dirigeants dans le capital des clients et fournisseurs significatifs de l'émetteur

Néant.

6.5. Intéressement du personnel

.L'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 octobre 2000, dans sa XIIIe résolution, a autorisé le Conseil d'Administration, dans le cadre des articles L 225-177 et suivants du Livre II du Code de Commerce, à consentir au profit des salariés de la société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital (voir chapitre 3, §3.2.2).

Chapitre 7. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

7.1. Evolution récente de l'activité de la Société

L'exercice 1999/2000 a été marqué par une très forte croissance (+70%), conséquence conjuguée de la forte demande sur le secteur des centres d'appels et de l'effet 35 heures en France.

HOLY-DIS a entamé sa politique de conquête européenne avec l'ouverture d'une filiale en Allemagne fin 1999, puis en Angleterre au mois de juin 2000. Il est à noter que les efforts commerciaux à l'export ont commencé à porter leur fruit, puisque la société a réalisé, sur l'exercice clôt au 30 juin 2000, 21 % de son chiffre d'affaires à l'export.

HOLY-DIS a signé en juin 2000 l'équipement de trois centres d'appels d'importance en Espagne : la création d'une filiale dans ce pays est programmée pour l'année 2001.

HOLY-DIS poursuit par ailleurs ses activités à l'international avec ses principaux clients historiques du monde de la grande distribution : PLANEXA équipe ainsi le premier magasin CARREFOUR au Japon depuis la mi octobre.

Une filiale est également en cours de création en Italie, qui sera opérationnelle d'ici début 2001.

HOLY-DIS recherche par ailleurs activement des partenaires en Europe et sur le continent Nord américain afin de transférer sa technologie de comptage de visiteurs.

Enfin, HOLY-DIS a procédé au recrutement de 13 nouveaux collaborateurs sur le premier trimestre de l'exercice 2000/2001.

7.2. Perspectives de développement

La croissance de la société, au cours des trois prochains exercices sera soutenue par :

➡ l'accroissement du taux d'équipement des marchés de la grande distribution et la distribution spécialisée en solutions d'optimisation des emplois du temps,

➡ et l'expansion du marché des centres d'appels dont le taux de croissance devrait dépasser 20%* par an en moyenne d'ici 2003.

(* source DATAMONITOR)

La stratégie de développement de HOLY-DIS s'appuiera sur :

➤ des efforts soutenus en matière de recherche et développement, notamment avec la mise au point de plates-formes PLANEXA compatibles ORACLE, plus ouvertes aux différents standards du marché et le développement d'une version INTRANET de PLANEXA pour

permettre à HOLY-DIS de se présenter sur les appels d’offres internationaux pour équiper les centres d’appels,

- une politique de partenariat active afin d’assurer la prescription et l’intégration de PLANEXA et conquérir rapidement des parts de marché sur l’ensemble du marché européen,
- l’implantation et le développement des filiales commerciales dans les pays offrant le potentiel de croissance le plus prometteur à court terme : Allemagne, Grande – Bretagne, Benelux, Italie, Espagne et Portugal.

Cette stratégie a pour but de conquérir d’ici trois ans, 13 % des parts du marché de l’optimisation des emplois du temps sur les secteurs de la distribution et des centres d’appels de plus de 20 agents en Europe. Afin d’atteindre ses objectifs, HOLY-DIS sera favorisée par :

- les fortes positions concurrentielles acquises en France et les 1.500 références obtenues dans le monde, qui lui permettront, au travers des filiales des groupes internationaux, « d’essaimer » sur l’ensemble du marché,
- l’avance technologique dont elle dispose grâce à son expérience (douze ans de présence sur le marché), son expertise et sa maîtrise des principaux modèles mathématiques appliqués à l’optimisation qui lui permet d’intégrer et de traiter les contraintes les plus complexes en matière de législation du travail.

Les perspectives très prometteuses dont bénéficie la société sur ses marchés et les atouts dont elle dispose devrait lui permettre d’atteindre les objectifs financiers qu’elle s’est fixée.

7.3. Résultats prévisionnels

(Le détail des comptes prévisionnels figure au Chapitre 5 paragraphe 5.1)